

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

L'Amélioration légale  
DE LA  
Condition des Travailleurs agricoles

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le jeudi 15 juin 1911, à 10 heures*

PAR

**Marcel AUTHIER**

Diplômé de l'École des Sciences politiques

---

*Président* : M. SOUCHON, *professeur*  
*Suffragants* { MM. HITIER, *professeur*  
PERREAU, *professeur*

---

PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

---

1911



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

L'Amélioration légale  
DE LA  
**Condition des Travailleurs agricoles**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le jeudi 15 juin 1911, à 10 heures*

PAR

**Marcel AUTHIER**

Diplômé de l'École des Sciences politiques

---



*Président* : M. SOUCHON, *professeur*  
*Suffragants* { MM. HITIER, *professeur*  
PERREAU, *professeur*

---

PARIS (V<sup>e</sup>)

**V. GIARD & E. BRIÈRE**

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

---

1911



## PLAN DE L'OUVRAGE

---

### INTRODUCTION.

### PREMIÈRE PARTIE

#### LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER. — La limitation de la journée de travail des hommes adultes à la campagne.

CHAPITRE II. — La protection des ouvrières agricoles.

CHAPITRE III. — La protection de l'enfance à la campagne.

CHAPITRE IV. — Le repos hebdomadaire dans l'agriculture.

CHAPITRE V. — Les salaires agricoles.

CHAPITRE VI. — Les accidents agricoles.

CHAPITRE VII. — Les ouvriers étrangers.

### DEUXIÈME PARTIE

#### D'AUTRES AMÉLIORATIONS LÉGALES POSSIBLES OU DÉSIRABLES

CHAPITRE PREMIER. — Le chômage et le placement des ouvriers agricoles.

CHAPITRE II. — Les contrats agricoles.

CHAPITRE III. — L'habitation rurale.

CHAPITRE IV. — L'accession à la petite propriété.

CHAPITRE V. — Le bien de famille insaisissable.

CHAPITRE VI. — Les retraites paysannes et la loi du 5 avril 1910.

CHAPITRE VII. — Conclusion.

M. Authier



L'Amélioration légale  
DE LA  
Condition des Travailleurs agricoles<sup>1</sup>

---

INTRODUCTION

---

- § 1. — Position de la question ; ses limites.
- § 2. — L'amélioration est-elle nécessaire ?
- § 3. — L'initiative patronale.
- § 4. — L'initiative des intéressés.
- § 5. — L'initiative légale ; son opportunité.
- § 6. — L'amélioration à l'étranger.

§ 1. — *Position de la question ; ses limites.*

« En matière d'ingérence gouvernementale dans l'agriculture, a pu écrire M. Georges Blondel, le champ d'études est pour ainsi dire illimité (2). »

---

1. Les mots « travailleurs agricoles » ne seront pas pris ici dans leur sens le plus compréhensif. Ils ne désigneront que rarement, au cours du présent ouvrage, toutes les personnes qui appliquent leur travail à la terre. Nous avons entendu nous placer au point de vue plus spécial des *domestiques et journaliers agricoles*. Mais nous avons adopté cette terminologie, d'abord parce qu'une fois bien définie elle ne présente plus d'inconvénients, en second lieu parce que plusieurs auteurs l'ont déjà acceptée; enfin, parce que nous toucherons à certaines questions quant auxquelles l'amélioration, poursuivie dans l'intérêt des ouvriers ruraux, doit également profiter à tous les autres travailleurs de la terre (habitation) ou à quelques-uns (accidents).

2. Blondel, Brouilhet, etc... *Études sur les populations rurales de l'Allemagne*, p. 329.

C'est là précisément le motif pour lequel, avant d'entrer dans le vif de notre sujet, nous devons indiquer d'une façon très nette les frontières que nous lui assignons. Est-il en effet besoin de dire que nous n'entendons pas, traitant la question de l'amélioration de manière extensive, y faire rentrer tous les points de l'économie rurale sur lesquels pourrait être amendée l'actuelle situation de nos agriculteurs ? Nous sortirions très manifestement des bornes de cette étude si nous rangions par exemple, au nombre des améliorations désirables, celle de l'hygiène à la campagne dans ses rapports avec les maladies, ou si nous nous occupions des épizooties, des stations météorologiques, des primes budgétaires, de la lutte contre les animaux nuisibles, de la réduction du service militaire, etc..., tous points de vue auxquels, cependant, on peut concevoir des mesures très favorables à nos cultivateurs.

Notre attention sera exclusivement retenue par les recherches concernant tout ce qui, sans détour, pourrait contribuer à rendre plus enviable la situation matérielle des ouvriers de l'agriculture. Ainsi, la question de la protection légale, celles de l'amendement des habitations, des contrats, du chômage, du placement, des retraites ; celles enfin de l'accession à la petite propriété et du bien de famille insaisissable.

Mais, contrairement à la pensée que pourrait suggérer

la lecture de ce programme d'études, nous ne voudrions pas être compté parmi « ces charlatans agrariens qui vantent quelque panacée capable de guérir immédiatement tous les maux de l'agriculture (1). » Bien loin de nourrir l'enthousiasme d'un Fourier ou d'un Cabet, nous nous gardons d'attribuer à l'intervention légale une vertu si déterminante, et avons par ailleurs acquis la conviction qu'une panacée de ce genre ne saurait être découverte. Tout ce qu'on peut espérer, c'est trouver çà et là, c'est découvrir par étapes successives des possibilités d'amélioration légale. Encore serait-il téméraire de croire que pareilles améliorations puissent jamais valoir à leurs bénéficiaires un bonheur absolu : la poursuite d'une si douce chimère est réservée à ces réformateurs de sociétés qui ressemblent tant à des destructeurs, et dont le rêve crée les fantasmagories à la contemplation desquelles beaucoup se complaisent, parce qu'elles percent de flèches d'or l'ombre de leur misère. A leurs yeux avides, on fait miroiter les plus brillantes promesses. Et au seul point de vue de l'amélioration qui nous retient, les Congrès socialistes de Marseille et de Nantes ont élaboré déjà tout un programme d'admirables réformes. Minimum de salaire agricole ; service gratuit de médecine et de pharmacie à la campagne ; achat par les pouvoirs publics de machines mises à la disposition des petits cultivateurs ; suppression

---

1. Kautsky, *la Politique agraire*, p. 123.

des droits de mutation pour les propriétés au-dessous de 5.000 francs ; abolition des impôts indirects ; suppression de l'impôt foncier pour certaines personnes, diminution pour les autres ; réduction du taux de l'intérêt ; suppression de la saisie-brandon ; travaux d'amendement du sol ; liberté de la chasse et de la pêche... tout est prévu pour que s'ouvre aux populations rurales, une ère de délices merveilleuses ! (1)

Mais voici, moins fantaisistes et surtout moins tendancieux, les projets que M. Kautsky développe dans sa *Politique agraire* de 1903. Ces projets, nous aurons à les signaler bientôt en traitant de la protection légale des travailleurs agricoles. Dès à présent pourtant, faisons grief à leur auteur de la base chancelante sur laquelle il les assied, en prenant comme principe que, pour tout socialiste, les intérêts généraux de la société doivent le céder aux intérêts du prolétariat agricole (2).

Tout autre était la pensée d'Adam Smith. A l'inverse de Kautsky, cet illustre penseur apercevait, entre les intérêts des prolétaires et ceux de la société, ce que Bastiat en devait venir à dénommer une harmonie économique. « Les serviteurs, journaliers et ouvriers des différentes espèces, disait-il dans *la Richesse des nations* (3), constituent la majorité dans toute société politique. Or ce qui amé-

---

1. Paul Lafargue, Compte-rendu des x<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> Congrès nationaux du parti ouvrier (Marseille, 1892; Nantes, 1894).

2. Kautsky, *op. cit.*, p. 122 et 125.

3. Adam Smith, *Wealth of Nations*, t. I, livre I, ch. VIII, p. 80.

liore les conditions de vie de la majorité ne peut jamais être considéré comme un désavantage pour l'ensemble. »

C'est ce dont nous sommes persuadé. Une amélioration dans la situation des travailleurs agricoles, consécutive à une amélioration dans la situation des travailleurs du commerce et de l'industrie, ne saurait être que profitable à la société tout entière. Reste à savoir si elle est nécessaire, et si elle est possible.

§ 2. — *L'amélioration est-elle nécessaire*

Tout d'abord, il est un point sur lequel aucune contestation ne peut surgir : c'est que, d'une façon générale, la condition des paysans n'a cessé de s'amender depuis l'époque où La Bruyère faisait d'eux le tableau navrant qu'on a depuis si fréquemment reproduit, et même depuis le temps où Paul-Louis Courier nous les peint « déguenillés, affamés, tendant la main aux portes et partout sur les chemins, aux avenues des villes, des couvents, des châteaux (1) ».

Mais, tout près de nous, en 1894, Batisto Bonnet (dont le livre, écrit en patois du midi, eut les honneurs d'une traduction très fidèle d'Alphonse Daudet), ne trace-t-il pas ce croquis lamentable des valets de ferme méridionaux (2) :

---

1. *Pétition pour les villageois que l'on empêche de danser*, 1820. Mais il s'agissait des paysans d'avant 89.

2. B. Bonnet. *Un Paysan du midi, le valet de ferme*, p. 73.

« Ils sont nourris avec des fayots rouges, des fayots blancs, des pois chiches, des lentilles, des pommes de terre ; ils travaillent seize à dix-huit heures par jour, boivent de la piquette gâtée et du vin qui sent le sec ; ils mangent du pain de quinze jours qu'il faut briser sur la table, et, quand ils sont écrasés de lassitude, qu'ils ont bien sué, baigné chemise toute la sainte journée, il ne leur reste plus qu'à se jeter dans la paille comme les gueux... »

Description dont assurément certains traits ont perdu de leur ancienne exactitude, mais qui n'en contient pas moins une part de vérité.

Sollicitons l'avis des personnes qui sont le mieux à même de suivre les progrès matériels du monde agricole ; toutes seront unanimes à reconnaître que le niveau général du bien-être s'est élevé depuis ce temps-là, mais que pourtant l'élévation n'a pas été ce qu'elle aurait dû être.

C'est ce que nous verrons à propos du salaire, à propos du logement, à propos de la nourriture, à propos de tout. Aussi devons-nous trouver M. Flour de Saint-Genis singulièrement optimiste quand il déclare en 1889 : « Quel que soit le village de France qu'étudie aujourd'hui l'économiste ou le philosophe, il y trouve, à part de rares exceptions, le paysan et l'artisan nourris, habillés, logés, meublés, à peu près comme l'étaient, il y a cent ans, les propriétaires et les bourgeois (1). » Il n'est pas constant

---

1. Flour de Saint-Genis, *le Crédit territorial*, 2<sup>e</sup> édition.

que, même à cette époque, les bourgeois connussent le charme d'un logis sans air partagé avec les animaux, ou la douceur d'une soupe aux choux servie deux fois par jour presque tout le long de l'année (1) ».

Mais nous nous en voudrions de répondre par une généralisation hâtive à la généralisation satisfaite de M. Saint-Genis. L'occasion nous sera donnée en effet de voir par la suite, dans chacun des chapitres de cet ouvrage, que les conditions de la vie matérielle sont infiniment variables de région à région, de village à village, de ferme à ferme.

Dès lors, comment se permettre de tirer des faits une autre conclusion que celle *d'une certaine amélioration* dans un certain nombre de régions ou même de foyers ?

Conséquence nécessaire : l'amélioration n'étant pas générale, il y a peut-être quelque chose à faire pour la rendre telle ? C'est exactement ce que nous croyons. Mais quant aux moyens à employer, plusieurs solutions se trouvent en présence. On peut attendre l'amélioration soit des patrons ruraux, soit des travailleurs eux-mêmes, soit enfin de la loi, l'action des consommateurs (2) ayant encore moins de chances de se manifester en matière agricole qu'en matière industrielle ou commerciale.

---

1. Cf. Compère-Morel. Discours à la Chambre des députés, 9 décembre 1910.

2. Il est fait allusion aux *ligues d'acheteurs* qui se proposent de ne donner leur clientèle qu'à des patrons garantissant à leurs ouvriers de bonnes conditions de travail et de salaires. — Dans le même but il faut signaler l'institution du *label* ou *marque* syndicale apposée sur les produits des maisons qui se sont soumises aux exigences des syndicats ouvriers.

§ 3. — *L'initiative patronale.*

En ce qui concerne l'initiative des patrons agricoles son premier partisan semble avoir été Sismondi. Vers le milieu du siècle passé ce célèbre économiste prônait le *garantisme patronal*, c'est-à-dire l'obligation pour l'employeur d'assurer toujours un minimum d'existence à ses employés : idée que Sismondi avait empruntée à Fourier, mais qu'il eut la bonne fortune de mettre particulièrement en lumière touchant les cultivateurs.

Depuis Sismondi, le point de vue théorique de l'initiative patronale a été fort négligé. Il ne s'est plus trouvé d'esprits assez hardis pour prétendre imposer aux salariaux une charge de cette nature. Aussi bien est-il généralement reconnu que, sans contrainte, le patron rural témoigne à ses employés plus de sollicitude qu'aucun autre. Un rapporteur au VI<sup>e</sup> Congrès agricole d'Angers avait la satisfaction de signaler ce fait à propos des victimes d'accidents du travail (1) : « Dans l'industrie, remarquait-il, l'ouvrier blessé quitte l'usine et se fait soigner où et comme il l'entend. Dans l'agriculture, la plupart des ouvriers blessés, si la blessure n'est pas très grave, restent à la ferme où ils sont soignés et nourris jusqu'à la reprise du travail. » C'est cet intérêt, quelquefois mué en un véri-

---

1. Compte-Rendu du Congrès, p. 8.

table attachement, qui est, pour le dire en passant, la raison principale pour laquelle l'agriculture ne connaît presque nulle part encore les sentiments si pénibles de haine et de défiance qui séparent dans l'industrie le clan des ouvriers de celui des patrons. A la campagne, les uns et les autres ne se sentent pas aussi distants qu'à la ville : souvent ils mènent une commune existence de travail, et, dans tous les cas ils se voient avec fréquence, raison majeure pour que leurs rapports soient plus familiers et moins tendus.

Mais il n'est cependant nullement prouvé que la sollicitude de l'employeur à l'égard de son employé ne cède parfois brusquement lorsque se pose la question pécuniaire. Et voilà pourquoi on a dû rechercher d'autres moyens d'assurer l'amélioration désirable : le procédé patronal n'eût jamais offert cette généralité qu'exige une saine justice.

#### § 4. — *L'initiative des intéressés*

En face de cette certitude, on est tout de suite arrivé à compter sur les intéressés eux-mêmes pour l'amélioration de leur propre sort. Ils sont environ 1.600.000 domestiques et 1 million de journaliers. Tant de volontés réunies ne pourraient passer pour négligeables ? Non assurément, si elles étaient effectivement groupées en un bloc compact ; mais ce n'est un mystère pour personne que le « prolétariat » agricole constitue la masse la plus inorganisée, la plus amorphe

qui soit. Aucune cohésion entre ses différentes unités. Les syndicats professionnels, si puissants et si nombreux dans l'industrie, n'ont encore pénétré que rarement dans nos campagnes. Le paysan n'a fait un accueil sympathique qu'à certaines formes de l'association, aux sociétés mutuelles et aux coopératives. Des autres, il n'a pas vu tout le parti qu'il pourrait tirer sans être pour cela contraint d'épouser les idées révolutionnaires d'aucuns groupements industriels.

Dignes d'être érigés en exemple, il est pourtant des associations d'ouvriers agricoles dont l'action s'est déjà fait sentir de manière bienfaisante. C'est ainsi, que grâce aux syndicats du Cher, on a vu disparaître, à peu près complètement dans le Centre, la coutume des lits de domestiques suspendus au plafond de l'écurie. Ailleurs, d'autres syndicats ont amené une hausse des salaires, et c'est avec enthousiasme qu'on les encouragerait s'ils ne prenaient trop souvent, une fois constitués, de regrettables allures révolutionnaires. Pour les prévenir contre ce penchant, il faudrait pouvoir faire leur éducation sociale, leur montrer qu'il est possible de revendiquer ses droits sans aigreur comme sans violence — et surtout les adjurer de ne pas, en considérant de parti pris le patron comme un ennemi, transplanter de la ville aux champs l'affreuse lutte des classes. A ces conditions, les syndicats s'attireront une sympathie unanime dont ils seront les premiers à tirer bénéfice. Soutenus par l'opinion publique, ils puiseront dans l'estime générale une force et une autorité qui ne

seront pas le moindre de leurs appoints. Mais saura-t-on partout leur faire entendre raison ?...

Voilà par exemple, en Italie, ces ligues de paysans dont M. de Rocquigny a fourni en 1904 une étude si parfaite (1). Ce sont des associations dont le but est l'amélioration des salaires, et, plus généralement, de la condition des travailleurs agricoles. Elles seraient appréciées de tous si elles ne profitaient abusivement de leur puissance pour vexer l'employeur de mille manières et pour se poser en véritables machines de guerre contre le patronat (2). Semblable attitude est foncièrement contraire à l'intérêt des ouvriers. Faire du syndicat professionnel un centre de politique sociale, c'est exposer sa puissance à un émiettement funeste. On le voit bien au-delà des Alpes, où, désormais fractionnées, une concurrence de surenchère décevante s'est établie entre les ligues socialistes, les ligues catholiques et les ligues républicaines.

Cependant, malgré les inconvénients qu'il est susceptible de présenter, le procédé de l'amélioration par les intéressés compte, surtout parmi ceux-ci, des partisans convaincus. Un ouvrier agricole du Cher, M. Antoine Dumont, de qui nous possédons une *brochure de propagande* des plus suggestives (3), refuse catégoriquement de

---

1. Comte de Rocquigny, *Ligues et grèves de paysans*.

2. Le rapport présenté au Congrès national italien des travailleurs de la terre dit expressément que « la lutte des classes est l'unique moyen d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs de la campagne ». (Rocquigny, *op. cit.*, p. 60.)

3. Elle invite les ouvriers agricoles à s'organiser pour obtenir : une réglementation de la journée de travail, le repos hebdomadaire,

soumettre au législateur les réclamations des travailleurs ruraux : « Je ne suis pas de ceux, dit-il aux domestiques de ferme, qui vous recommanderont, camarades, d'énumérer vos revendications sur un cahier et de prier les législateurs de les soutenir devant le Parlement afin de les faire entrer dans la pratique par la voie légale. *Cela ne regarde pas les députés ; nous sommes assez grands garçons pour faire nos affaires nous-mêmes ; et nous ne devons plus compter sur autrui quand nous avons besoin de quelque chose, car on n'est jamais mieux servi que lorsque l'on se sert soi-même* ».

De son côté, le secrétaire d'un syndicat de la région du Centre, auquel nous demandions des éclaircissements sur la manière dont son syndicat concevait l'obtention des réformes à l'étude desquelles nous allons procéder, nous répondait un jour « que les travailleurs des champs n'attendaient de personne une amélioration de leur sort, *qu'ils sauraient bien l'imposer*. » Et on pourrait le croire à la vue des événements du Midi, de l'Aube et de la Marne, durant lesquels les viticulteurs ont pris en main, d'un commun élan, la défense de leurs intérêts. Soulèvements que l'on qualifie par euphémisme d'action directe, et dont l'influence, pour condamnable qu'elle soit aux points de

---

l'amélioration du logement, l'augmentation des gages et salaires, l'assurance contre les accidents du travail, l'extension de la prudence à l'agriculture, l'application d'un contrat de travail, la suppression des usages locaux.

vue juridique et social, n'en paraît pas moins certaine sur le législateur.

D'ailleurs les intéressés ne sont pas seuls à avoir confiance dans l'efficacité de leur intervention personnelle. Le 22 novembre 1910, M. Boudenoot la déclarait à la tribune du Sénat « plus bienfaisante et plus féconde que celle de l'État en matière de réglementation ouvrière ». Malheureusement, nous avons déjà indiqué les graves obstacles auxquels se heurte le fonctionnement des syndicats d'ouvriers agricoles, et ce ne sont pas les seuls ! Antoine Dumont lui-même se plaint de l'apathie manifestée par les membres de ces associations et de l'incapacité de leurs administrateurs. Il signale les mécomptes qu'ont donné les syndicats fondés dans la région du Centre, syndicats dont trois sur huit sont dissous et dont les cinq autres végètent.

Ceci prouve que, jusqu'ici du moins, nous ne nous permettrions pas d'anticiper sur l'avenir, l'action des ouvriers agricoles, comme celle des patrons, n'est pas suffisante à créer le mouvement général d'amélioration auquel on doit aspirer. Nous sommes donc tout naturellement amené à rechercher si, et dans quelle mesure, l'intervention légale s'impose pour atteindre le but visé.

#### § 5. — *L'initiative légale*

Un économiste considérable, M. Cheysson, écrivait en 1899 que « dans le vaste domaine de l'intervention, on

peut distinguer deux provinces bien distinctes : l'une qui est le patrimoine légitime de l'État ; l'autre qui est une usurpation sur le domaine de l'initiative privée ».

Usurpation de cette nature, nous ne croyons pas que le soit jamais l'intervention de la loi pour l'amélioration des logements ruraux, le repos hebdomadaire, les accidents du travail ou l'accession à la petite propriété. Au contraire, les avis sont très partagés quand il s'agit pour le législateur de limiter la journée de travail, de régler le salaire ou de s'immiscer d'une façon générale dans les contrats. Les uns soutiennent alors, ce sont les interventionnistes, que l'État peut toujours et doit quelquefois prendre des mesures de protection en faveur des ouvriers ; ils invoquent l'intérêt de l'individu, l'intérêt de la famille, l'intérêt de la société, et leurs arguments revêtent sous ce triple chef un caractère vraiment impressionnant. Les autres, les libéraux, refusent avec une sombre énergie toute ingérence législative dans le domaine des contrats ; et ils en appellent à la liberté.

De ce double courant d'opinion, les annales parlementaires se sont fait maintes fois les dociles enregistreuses, au moment de la discussion des grandes lois industrielles. Aussi, rapportant mot pour mot les paroles que M. le sénateur Berger proférait au Luxembourg, dans le courant du mois de mars 1892, nous laissent-elles apercevoir la thèse libérale dans tout son lustre : « Le législateur n'a pas le droit d'intervenir pour régler les contrats entre majeurs jouissant de la plénitude de leurs capacités ;

l'emploi de la loi nous paraît en cette matière plus qu'une erreur, mais une véritable hérésie. » Et au Palais-Bourbon, M. Aynard disait en 1896 : « Nous admettons la réglementation du travail des enfants ; mais il y a des hommes libres, des femmes majeures, et nous refusons sur ce point là toute intervention de la loi ». M. Laroche-Joubert était du même avis : « La limitation de la journée de travail des femmes, comme celle des hommes, est injustifiable en fait comme en droit ».

Mais, rapportant ces diverses opinions à son cours, en 1908, M. le professeur Raoul Jay leur opposait, en victorieuse réplique, cette simple phrase du Père Lacordaire : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime, et c'est la loi qui affranchit. » Parole dont la beauté ne réside pas seulement dans une plastique irréprochable, mais se découvre encore dans sa justesse et dans sa profondeur.

Par surcroît, qu'on nous permette ici d'invoquer l'autorité d'un esprit dont l'ampleur et l'élévation ont eu peu de rivales : nous voulons parler d'Adam Smith, qui, au chapitre X de *la Richesse des nations* (t. I, livr I, p. 143), affirmait que « quand une réglementation est en faveur des ouvriers, elle est toujours juste et équitable ».

Nous croyons donc pouvoir libérer notre pensée des scrupules théoriques qui avaient pu y naître, et accepter le principe d'une réglementation légale dont nous n'avons plus qu'à rechercher l'opportunité.

A en croire Kautsky, cette opportunité serait telle que la seule question de savoir s'il est besoin de faire des lois

protégeant les ouvriers agricoles pour améliorer leur sort, est faite pour étonner. « Mais ce qui étonnera plus encore, poursuit-il, c'est qu'il y ait en Allemagne des philanthropes qui résolvent cette question par la négative (1). »

Si une discrétion élémentaire ne s'imposait à nous, nous serions à même de prouver à M. Kautsky que l'Allemagne n'est pas seule à réserver froid accueil aux idées de protection. En France, de toutes les personnes auxquelles nous avons demandé un avis, bien peu se sont prononcées *pour*. Nous n'avons guère rencontré de partisans — et dans la seule classe des intéressés — qu'en la zone d'influence de certains syndicats (2). D'ailleurs, les propositions de loi faites dans le sens protecteur n'ont trouvé aucun écho au Parlement. On les a laissé sombrer en l'oubli méprisant des cartons verts...

C'est qu'indubitablement M. Briand avait raison quand il disait à Périgueux, le 10 octobre 1909, qu'une réforme n'est viable que si elle correspond à un désir du pays (3). Or rien n'est moins prouvé que l'existence de ce désir, sur tous les points du moins qu'on s'accorde à faire rentrer

---

1. Kautsky, *la Politique agraire*, p. 61. Il entend viser la Société de politique sociale, qui fit à ce sujet une enquête négative dans les pays allemands. Il est vrai qu'elle avait négligé de consulter les ouvriers, jugeant que leurs facultés intellectuelles ne leur auraient pas permis de répondre en toute connaissance de cause!

2. *Supra*, p. 10 et 11.

3. C'est l'avis de Savigny (*de la Vocation de notre époque pour le droit*) c'est celui de M. le sénateur Boudenoot (*Officiel* du 23 novembre 1910) de M. Métin, député (*Officiel* du 9 décembre 1910) et de M. le professeur Allix (conférence à l'école des Sciences politiques, 6 mai 1908).

dans le cadre de la protection légale. Mais nous verrons qu'au contraire il en est certains dont la légitimité n'est pas sérieusement contestée ; à ceux-là, suivant nous, il conviendrait actuellement de borner l'intervention légale dans un but d'amélioration.

#### § 6. — *A l'étranger*

Si maintenant nous jetons un coup d'œil sommaire sur ce qui s'est fait à l'étranger dans un but identique, nous voyons que les diverses nations peuvent se classer en trois catégories : dans la première, celles où la question n'existe même pas à l'état de problème (Espagne, États-Unis, Grèce, Japon, Norvège, Suède, etc.) ; dans la deuxième, celles où l'idée d'amélioration s'est faite jour (Allemagne, Angleterre, Danemark, Italie, Russie...) ; dans la troisième enfin, celles dont la législation sur ce point compose un monument vraiment digne de toute notre attention : c'est le cas de la Hongrie et de la Roumanie, royaumes qui possèdent sous ce rapport des dispositions légales tellement complètes, neuves, hardies, que nous serions tenté de les examiner tout de suite dans leurs détails. Mais nous aurons l'occasion fréquente de les signaler au cours de ce travail, particulièrement au sujet de la protection légale, première forme possible de l'amélioration à l'examen de laquelle nous allons nous attacher maintenant.

---



# PREMIÈRE PARTIE

---

## D'UNE PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

---

### PRÉAMBULE

§ 1. — Le délaissement de l'agriculture.

§ 2. — Le revirement qui se produit à ce point de vue.

#### § 1. — *Le délaissement de l'agriculture*

Il est assez surprenant de constater que, des mesures prises jusqu'à ce jour pour atténuer les regrettables effets du travail manuel, aucune pour ainsi dire n'a encore touché les salariés de l'agriculture (1). Limitation de la journée de travail, repos hebdomadaire, réparation des accidents, tout a été conçu en faveur des seuls ouvriers de la ville, abstraction faite des 2.500.000 personnes dont se com-

---

1. Nous négligeons volontairement la loi du 30 juin 1899 et celle du 27 novembre 1909, à l'étude desquelles nous nous attacherons dans la suite.

pose ce que Kautsky se plaît à dénommer le « prolétariat agricole ».

Pareille omission ne paraît pas normale à tout le monde, et M. Robin a pu écrire qu' « au point de vue de l'équité, il paraît évident que toutes les fois que l'on améliore le sort des ouvriers de l'industrie, il n'y a aucune raison de principe pour ne pas associer les travailleurs de la terre aux bénéfices de ces réformes (1) ». Nous venons de voir cependant que cela s'est produit dans des cas excessivement importants ; et si nous dirigeons nos recherches sur d'autres points, nous serions frappés de voir toujours la même sollicitude à l'égard des ouvriers de l'industrie, le même délaissement à l'égard des ouvriers agricoles (2).

Jetons un regard attentif sur la loi du 30 novembre 1894 concernant les habitations à bon marché : nous jugerons sans peine qu'elle est presque uniquement faite en faveur des travailleurs de la ville. Si la preuve ne s'en découvrait dans ce fait que la loi en question ne s'applique qu'aux jardins de 5 ares attenant aux maisons à bon marché et de 10 ares non attenant à celles-ci, elle éclaterait dans l'exposé des motifs qui précède la loi du 12 avril 1908 : « L'étude des statistiques démontre que c'est seulement dans les agglomérations urbaines ou dans le voisinage des centres industriels qu'on a pu jusqu'à présent mettre en

---

1. Robin, *Questions agricoles*, p. 77.

2. Il nous arrivera plus d'une fois, au cours de cette étude, de comprendre dans cette expression journaliers et domestiques. Le contexte suffira à indiquer cette extension.

œuvre la loi de 1894. A la campagne, rien n'a été fait en ce sens. *Cela tient à ce qu'il est impossible, dans les conditions actuelles, d'y profiter des faveurs accordées par la loi.* » Autrement dit, on avait voté une loi dont on n'avait pas remarqué que, telle quelle, elle ne servirait de rien à l'agriculture !

Sous le rapport des dispositions législatives protectrices du salaire, on a, avec les textes du 12 janvier 1895 et du 7 décembre 1909, cette même et très nette impression que les salariés de la terre ne sont visés que subsidiairement par la loi.

Pourrions-nous en outre oublier que l'exemption fiscale dont jouissaient depuis longtemps les contrats industriels de travail n'ont été étendues qu'en 1908 aux contrats similaires de l'agriculture ? Détail si l'on veut, mais détail par où se manifeste bien le délaissement au moins relatif de cette industrie agricole que Sully disait être la mamelle de la France.

Poussons plus avant ; nous devons constater que, conformément aux ordres de la loi, le décret du 28 juillet 1904 a exclu, de ses prescriptions sur le couchage des employés par les employeurs, tous les domestiques de ferme, actuellement encore victimes des abus les plus criants.

Faut-il rappeler enfin les circonstances très caractéristiques dans lesquelles la loi de 1884 sur les syndicats professionnels fut étendue à l'agriculture ? Jusqu'au dernier moment personne n'avait songé à celle-ci, et la discussion du projet touchait à sa fin quand M. Oudet, sénateur du

Doubs, fit cette remarque qu'on avait prévu des syndicats de toutes les espèces, sauf des syndicats agricoles. Ce fut pour tout le monde une révélation. On se dit qu'en effet il devait y avoir en France quelque 6 millions de personnes auxquelles on n'avait pas pensé. Et, bien vite, on s'empressa de réparer ce léger oubli en autorisant les syndicats agricoles au même titre que les autres.

Plus heureux les cultivateurs anglais, à qui, dès 1867, on témoignait assez d'intérêt pour ouvrir à leur sujet une vaste enquête dont le résultat se trouve consigné au *Report of the Commission on the employment of children, young persons and women in agriculture* de 1867-1870. Pour la première fois au monde, on se demandait si une législation serait nécessaire pour fixer l'âge au-dessous duquel garçons et jeunes filles ne pourraient être autorisés à travailler dans les champs ; pour la première fois on recherchait s'il y aurait utilité à leur imposer certains repos et à soustraire les personnes du sexe féminin à des travaux peu en rapport avec leur nature délicate.

Le résultat final fut, il est vrai, négatif sur presque tous les points (rapport Tremenheare, 1867 ; rapport Tufnell, 1869 (1)). Mais il était déjà très digne de remarque qu'on s'occupât de la paisible population rurale au moment où la bruyante population ouvrière des villes n'était elle-même,

---

1. M. Tufnell souhaite uniquement qu'on n'emploie pas les enfants mineurs de douze ans, « parce qu'au dessous de cet âge ils mangent et usent plus qu'ils ne font de travail ! »

et dans trois pays seulement, gratifiée que d'un rudiment de protection légale (1).

## § 2. — *Le Revirement*

Depuis cette époque, quel revirement s'est produit, il serait difficile de le dire ; ce qu'il y a de certain, c'est qu'on en vient de plus en plus à se préoccuper avec bienveillance du sort de nos cultivateurs. La passion des choses agricoles petit à petit se généralise. On fait cette découverte, à la suite des Physiocrates, que la terre n'est pas, après tout, aussi méprisable que le pensent quelques-uns. Et dès lors on en vient à s'intéresser à l'obscur légion de ceux qui la travaillent, qui l'entr'ouvrent avec le soc argenté de leur charrue, qui la sèment, et qui offrent à leurs semblables le fruit de leur patiente collaboration avec la nature. On réfléchit, et on se demande si véritablement il est équitable de négliger plus longtemps ces millions d'hommes, et de ne pas les protéger au même titre que les ouvriers du commerce et de l'industrie (2).

---

1. Même en Angleterre, la journée de dix heures et demie ne s'appliquait en droit qu'aux femmes et aux enfants. En Prusse, le règlement royal de 1839 ne visait que les enfants de neuf à seize ans. Chez nous, les lois de 1841 et 1848 concernant les enfants et les hommes ne s'appliquaient pas faute d'une inspection sagement organisée.

2. Cf. Chausse, *l'Ouvrier agricole devant les lois du travail et de la prévoyance sociale*. Questions pratiques, janvier-février 1911, p. 22.

De plus il s'est fondé à Rome un Institut international d'agriculture dont les statuts portent qu'il devra « présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des gouvernements, des mesures pour la protection des intérêts communs aux agriculteurs, et pour l'amélioration de leur condition ».

A n'en pas douter, ce courant d'idées s'est fait jour. Touchant la durée du travail, le repos hebdomadaire, les salaires, les accidents, nous allons voir s'il a raison d'être et ce qu'il pourrait y avoir lieu de faire en faveur des ouvriers ruraux pour améliorer leur sort.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### LA LIMITATION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL DES HOMMES ADULTES A LA CAMPAGNE

- § 1. — La nature particulière du travail agricole.
- § 2. — Arguments des partisans et des adversaires de la réglementation.
- § 3. — Examen de la question.
- § 4. — État actuel de la question.
- § 5. — Conclusion critique.

#### § 1. — *La nature particulière du travail agricole*

En agriculture, contrairement à ce qui se passe dans l'industrie (1), le travail est commandé par les saisons d'une manière impérieuse. Au mois de février ou de mars, il faut tailler la vigne, semer la luzerne et le trèfle. Mars et avril sont employés au labourage des terrains dans lesquels, en septembre, on récoltera betteraves et pommes de terre. En mai, tour à tour, on pioche la vigne et on

---

1. Il n'y a d'exceptions que pour les industries dites saisonnières, et pour les mines lorsque, vers la fin de l'automne, on prévoit un hiver rigoureux.

sème le maïs. Juin est la pleine saison du fauchage des foins, du sarclage des pommes de terre, des betteraves et du maïs. Avec juillet vient le temps des moissons pour les blés, des sulfatages pour les vignes. Que l'année soit normale, la cueillette des fruits et des raisins se fera en septembre. Durant le mois d'octobre on engrange le sarrasin et on effectue les semailles du froment. Enfin, de novembre à avril, quand la neige ou la pluie n'y sont pas un obstacle, on va couper dans les forêts le menu bois dont on fait des fagots et les arbres qui serviront à l'industrie ou au chauffage.

Cette esquisse des principaux travaux de l'agriculture dans la révolution d'une année, esquisse dont la prétention, cela va sans dire, n'est pas de convenir à tous les climats, montre d'une façon suffisante le caractère éminemment saisonnier du labeur champêtre. Certains actes doivent être exécutés à certaines dates. Bien fou qui prétendrait moissonner en octobre ou vendanger en avril. Et cette obligation pour le cultivateur de conformer sa conduite aux exigences de la nature, n'est pas le moindre empêchement à une stricte limitation de la journée ouvrable. Mais ce qui vient encore augmenter la difficulté, c'est tout d'abord l'exiguïté du temps pendant lequel un travail donné peut être fait, c'est ensuite la fréquente complication qu'apportent avec elles les intempéries.

a) Nous avons dit plus haut que les vendanges ont généralement lieu au mois de septembre ; cela ne veut pas dire que le viticulteur ait trente jours devant lui pour cueillir

ses raisins. Il est de toute nécessité que les grappes soient mûres à point, c'est-à-dire qu'elles n'aient aucun goût de verdeur et qu'à l'opposé elles ne commencent pas à perdre de leur qualité par pourriture ou flétrissure. Or, l'exacte maturité n'a qu'un temps, et c'est au moment précis où elle est manifeste qu'il faut procéder à la récolte. Dès lors, il faut se hâter, car, susceptibles de restreindre par surcroît la courte période des vendanges, les intempéries sont toujours à prévoir et à redouter (1).

b) Elles le sont, à combien juste titre ! Qu'il s'agisse de ces vendanges ou des fenaisons, des labourages, des moissons, que de fois le cultivateur s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'effectuer les plus urgents de ces travaux, au risque de subir les pertes les plus graves ! que de fois tout au moins la venue soudaine d'un orage, la persistance de pluies fatales, l'apparition de brouillards malencontreux ont entravé son action et subjugué sa volonté !

## § 2. — *Arguments pour et contre la réglementation*

Aussi, comme de pareils contretemps se répètent avec quelque fréquence, la pensée est venue à beaucoup que les travailleurs des champs n'ont pas besoin d'obtenir une limitation de la durée du travail (2). Ils peuvent, dit-

---

1. Ce qui vient d'être dit à propos des vendanges peut, bien entendu, s'appliquer à toute autre récolte.

2. Dans ce sens, Auclair, *les Lois ouvrières et l'agriculture*, p. 67.

on, trouver dans ces repos forcés la compensation de leurs précédentes fatigues, ou, si l'on préfère, de petits congés de fortune laissant intactes les grandes vacances de la saison d'hiver.

Cette manière de comprendre les choses est d'apparence fort judicieuse. Alternatives de fatigues et de repos, quoi de mieux ? Mais les, partisans de la réglementation, si peu nombreux qu'ils soient encore, font entendre leur voix ; et des arguments nous arrivent, qui eux non plus ne sont pas dépourvus de justesse.

Comment ! disent-ils ; tablant sur la compensation d'un repos hypothétique, vous allez continuer d'autoriser plusieurs millions de travailleurs à peiner chaque jour pendant un nombre d'heures indéterminé ? vous allez pour eux perpétuer l'injustice dont on s'est partout fait un honneur, de soulager le monde industriel ? aux enfants d'un même pays vous donnerez deux régimes inégaux, accordant aux uns la faveur d'une journée de travail limitée, tandis qu'il sera loisible, en l'absence de tout texte, d'occuper les autres vingt-quatre heures sur vingt-quatre ?...

### § 3. — *Examen de la question*

Apostrophe impressionnante dont il nous reste à apprécier, documents en mains, le bien-fondé ou le manque de base.

Disons-le tout de suite, les documents en la matière ne

sont pas nombreux. Jusqu'ici, on s'est assez peu inquiété de savoir combien de temps pouvaient travailler les ouvriers de la campagne ; toute l'attention était concentrée sur ceux de la ville, très dignes d'intérêt sans contredit, mais dont la situation précaire aurait pu cependant ne pas faire complètement oublier la condition de leurs frères des champs.

Quoi qu'il en soit, des renseignements précis nous sont offerts par les monographies des professeurs départementaux d'agriculture publiées dans le *Bulletin du service agricole* à l'occasion de la statistique de 1892. De plus, des chiffres ont été donnés par M. Compère-Morel à la tribune du Palais-Bourbon, le 9 décembre 1910, chiffres dont plusieurs députés, un moment sceptiques, ont été forcés de reconnaître l'exactitude (1).

Dans l'Ain, la journée moyenne est respectivement, en hiver et en été, de 10 et 14 h. 1/2 ; dans l'Aisne, 10 h. 1/2 et 14 h. 1/2 ; dans l'Allier, 9 h. 1/2 et 13 heures ; dans les Ardennes, 10 et 14 heures ; dans l'Aube, 10 et 13 heures ; dans l'Ardèche, 8 h. 1/2 à 13 heures ; dans l'Ariège, 9 h. seulement ; l'ouvrier de l'Aude ne fournit que 6 heures en hiver, 7 h. 1/2 en été ; celui de l'Aveyron, 8 à 14 h. 1/2 ; la Charente est favorisée : 7 heures l'hiver, 12 heures l'été ;

---

1. Il convient aussi de consulter certaines études monographiques sur les ouvriers agricoles ; celle de M. Jean Choleau pour la Bretagne (*Condition actuelle des serviteurs bretons*) ; celle de M. Passama (*Conditions des ouvriers viticoles dans le Minervois*) ; celle de M. Augé-Laribé (*la Rémunération du travail de la viticulture méridionale*, 1908) ; celle de M. Jean Terrel (*les Vignerons du Beaujolais*), etc.

le Cher 8 h.  $\frac{1}{2}$  et 12 h.  $\frac{1}{2}$  ; la Corrèze 8 h.  $\frac{1}{2}$  et 14 h. ;  
la Côte-d'Or 9 et 14 heures ; la Creuse, 10 et 12 heures ;  
les Deux-Sèvres, 10 et 15 h.  $\frac{1}{2}$  ; la Drôme, 8 et 11 h. ;  
le Doubs 14 heures ; l'Eure-et-Loire 10 h.  $\frac{1}{2}$  et 14 heures ;  
le Finistère 13 heures ; le Gard, 7 h.  $\frac{1}{2}$  et 11 heures ; la  
Gironde 9 et 11 heures ; le Gers 12 heures ; les Hautes-  
Pyrénées 7 et 11 heures ; la Haute-Vienne 8 h.  $\frac{1}{2}$  et  
13 heures ; l'Hérault 8 heures ; l'Ille-et-Vilaine 9 et 12 h. ;  
l'Indre 9 h.  $\frac{1}{2}$  et 13 heures ; l'Indre-et-Loire 9 et 13 h. ;  
l'Isère 8 h.  $\frac{1}{2}$  et 13 h.  $\frac{1}{2}$  ; les Landes 9 h.  $\frac{1}{2}$  et 12 h. ;  
le Loiret 10 et 15 heures ; le Loir-et-Cher 9 et 14 heures ;  
le Lot 12 et 14 h.  $\frac{1}{2}$  ; le Lot-et-Garonne 8 et 12 h.  $\frac{1}{2}$  ; la  
Lozère 10 et 15 heures ; la Manche 10 et 13 h.  $\frac{1}{2}$  ; la  
Marne 8 h.  $\frac{1}{2}$  et 12 heures ; la Mayenne 11 et 13 heures ;  
la Meuse 11 et 13 heures ; le Morbihan 9 et 14 heures ; le  
Nord 9 et 13 h.  $\frac{1}{2}$  ; la Nièvre 9 et 14 heures ; l'Oise 10 et  
13 heures ; l'Orne 8 et 10 heures ; le Pas-de-Calais 10 et  
12 heures ; le Rhône 9 h.  $\frac{1}{2}$  et 12 heures ; la Saône-et-  
Loire 8 h.  $\frac{1}{2}$  et 12 heures ; la Sarthe 10 h.  $\frac{1}{2}$  et 13 h.  $\frac{1}{2}$  ;  
la Haute-Savoie 9 et 15 heures ; la Seine-et-Marne 10 et  
12 heures ; la Seine-Inférieure 12 h.  $\frac{1}{2}$  et 14 heures ; la  
Seine-et-Oise 10 et 12 heures ; la Somme 11 et 12 h.  $\frac{1}{2}$  ; le  
Tarn 7 et 10 heures ; le Var 7 et 9 h.  $\frac{1}{2}$  ; la Vaucluse  
5 h.  $\frac{1}{2}$  et 8 heures ; la Vienne 8 et 11 heures ; l'Yonne 10  
et 13 h.  $\frac{1}{2}$ .

Nous apercevons par là même quelle difficulté il y aurait  
à légiférer en pareille matière. L'écart qui se révèle entre  
les durées moyennes du travail selon les départements nous

indique combien est variable le temps quotidien nécessaire à l'exécution des travaux rustiques. Ici, en été, quelque dix heures suffisent ; là on travaille couramment dix-sept et dix heures ! Il nous serait même possible de citer telles fermes où la journée de travail est de vingt heures au moment des blés ou des foins, mais ces excès tendent à disparaître, car, s'il faut en croire les employeurs, les employés se montrent de moins en moins disposés à accepter le fardeau d'un pareil effort. Ils deviennent même tellement difficiles, au dire de certains patrons, que ceux-ci pencheraient plutôt à prétendre avec les *Bauernvereine* allemandes, que c'est l'employeur qu'il faudrait protéger contre ses employés. Selon eux, l'esprit frondeur et excitable des salariés urbains commencerait à se faire sentir dans les campagnes. L'ouvrier deviendrait de moins en moins facile à diriger, comme aussi de moins en moins laborieux.

La vérité paraît être entre les deux opinions extrêmes : celle d'après laquelle les travailleurs de la terre se tuent à la peine et celle d'après laquelle on ne peut plus les faire convenablement travailler. L'une et l'autre portent la marque d'un évident parti pris ; l'une et l'autre voient la règle dans l'exception, et méritent par cela seul d'être rejetées.

Aussi, sans nous attarder à les discuter plus longuement, examinons la question au point de vue critique, avec l'aide des chiffres qui nous ont été fournis, et dont nous pourrions tirer toutes les déductions nécessaires. Nous

verrons de la sorte que la moyenne de la journée de travail dans l'agriculture française est de douze heures environ (1).

Peut-on dire que ce soit réellement excessif? Et cette moyenne n'est pas une moyenne de fantaisie comme celle dont en 1908 parlait M. le professeur Alglave à son cours, et qui consistait à trouver le revenu normal d'un Français en prenant pour extrêmes, d'une part le gain d'un manoeuvre, et d'autre part le traitement du Président de la République. Non. La moyenne de douze heures peut être définie « celle qui est le plus ordinairement en faveur dans la majorité de nos départements pour la majorité des jours ouvrables ».

C'est donc une moyenne sincère.

Mais dans les milieux syndicalistes qui frayent avec les ouvriers urbains et s'imprègnent de leur mentalité, on la trouve encore exagérée, ou mieux on semble refuser de la tenir pour exacte. Dans sa brochure de propagande, Antoine Dumont fait l'estimation suivante de la durée normale du travail pour les domestiques de ferme (p. 15): « Actuellement, aucune limite n'est encore appliquée à la durée du travail agricole. Ordinairement, en été, nous restons dix-huit heures debout (2), dont seize au moins de travail et deux seulement pour le repos, nous levant dès 3 ou 4 heures du matin et ne nous couchant guère

---

1. Elle est de dix heures seulement en Italie (*Inchiesta sulle condizioni dei contadini*).

2. C'est aussi ce que dit Batisto Bonnet, *loc. cit.*,

qu'à 10 heures de la nuit. Ces seize heures consécutives de labeur opiniâtre nous laissent, le soir, le corps tout endolori; six heures de repos ne suffisent pas à réparer les forces, et les membres sont encore brisés de fatigue quand on reprend la besogne du lendemain. En hiver, il est des endroits où l'on se lève dès 5 heures du matin, en d'autres plus tard. Le soir, nous sommes encore souvent dans les étables à 6 heures, ce qui fait, en rabattant le temps des repos, douze heures environ de travail quotidien (1). Et vous, servantes, vous travaillez pendant l'hiver jusqu'à la fin des veillées, vers 10 heures du soir; en été, vous ne vous couchez jamais plus tôt, car vous devez vous occuper de nettoyer la vaisselle après le repas du soir, corvée qui n'est guère terminée avant 10 heures. Levées en toutes saisons depuis 4 ou 5 heures du matin, vous êtes donc astreintes chaque jour à dix-sept ou dix-huit heures de travail; ce qui est exagéré. (Il n'est pas de repos pour les femmes durant la prise des repas, car elles mangent ordinairement en servant les hommes à table.). »

Cette peinture paraît un peu poussée au noir. Il est pourtant des cas où elle n'est que trop véridique. Aux

---

1. Dans la séance du 9 décembre 1910, M. Camuzet, député de la Côte-d'Or, objectait à M. Compère-Morel, celui-ci posant en principe que la journée de travail en hiver était de dix heures en moyenne dans la Côte-d'Or, que travailler pendant si longtemps dehors pendant la mauvaise saison était matériellement impossible. M. Compère Morel répondait que le travail des champs n'était pas tout pour les domestiques ni pour les journaliers. Ceux-ci travaillent chez eux en rentrant de leur journée, et ceux-là, de retour des champs, se livrent aux travaux habituels de la ferme.

jours de moisson ou de fenaison, nul doute que le travail ne soit long et pénible. Mais il n'y a guère de moyens de le rendre plus court et moins fatigant. Nous l'avons montré, on fait ce qu'exige la nature des choses, car ce n'est évidemment pas par calcul ou malin plaisir que le patron demande à ses ouvriers un nombre d'heures de travail considérable. Il y est contraint par ce que chacun des actes de l'agriculture a de ponctuel et de pressant. La meilleure preuve, c'est que le petit propriétaire autonome, aussi désireux qu'ouvriers et domestiques de ne point se fatiguer quand ce n'est pas nécessaire, affronte comme ceux-ci et plus ardemment parfois, la lassante période des grands travaux.

Mais pénétrons plus avant dans la question, et pour détruire l'argument des interventionnistes d'après lequel l'excès du travail agricole serait préjudiciable à l'individu comme à sa postérité, consultons les autorités médicales.

Dans ses *Nouveaux éléments d'hygiène*, recherchons l'opinion du Dr Arnould et nous verrons que, selon lui, « bien que pénible, le travail des champs ne nuit pas en général à l'individu, mais favorise, au contraire, son développement et profite en somme à la race ».

Le danger ne saurait naître que quand, après un labeur excessif (1), le travailleur ne trouve pas dans l'aliment et

---

1. Au VI<sup>e</sup> Congrès national des syndicats agricoles tenu à Angers, un rapporteur s'exprimait ainsi : « L'ouvrier agricole, s'il travaille plus longtemps que l'ouvrier des villes, est bien rarement surmené ; il suit le pas lent de son cheval ou de ses bœufs, change de besogne

le repos une réparation suffisante ; triple condition qui ne se trouve pas fréquemment remplie, à ce qu'il faut croire, puisque la santé des paysans est bien meilleure que celle des citadins, mises à part les régions que dévaste l'alcoolisme.

C'est que de fait, si dur soit-il, le travail agricole est exécuté la plupart du temps dans des conditions aussi favorables que possible. Au travail industriel on reproche généralement sa monotonie et sa nocivité ; le travail agricole, lui, a lieu en plein air et présente une extrême variété.

#### § 4. — *État actuel de la question*

Considérations classiques des économistes libéraux, en dépit desquelles la question de la limitation fait petit à petit son chemin, car ce n'est pas seulement Antoine Dumont qui la réclame : en 1903, le Congrès de Béziers émettait l'avis que la durée du travail devrait tout au plus osciller entre six et huit heures par jour (1), à moins qu'on ne paie à tarif majoré les heures supplémentaires. (Comme si la majoration du tarif pourrait empêcher le travail d'être aussi fatigant !...) Et au mois d'avril 1906, une

---

avec les saisons, le temps et les nécessités du jour ; successivement, il laboure, herse, fauche, bat le grain, conduit une voiture, abat une haie, nettoie un fossé ou remplace une tuile emportée par le vent. »

1. Augé-Laribé, *loc. cit.*

proposition de loi était déposée sur le bureau de la Chambre par M. Vaillant et plusieurs de ses collègues, tendant à interdire tout travail aux mineurs de seize ans, à ne leur imposer que quatre heures de seize à vingt ans et huit heures, pendant cinq jours et demi par semaine à partir de vingt ans : proposition qui, chose extraordinaire, visait non seulement les ouvriers industriels, mais encore les travailleurs agricoles et les domestiques (1).

Kautsky rapporte antérieurement qu'en Allemagne le Dr Meyer rédigea une proposition de loi ayant pour but de fixer à cinquante-six heures et demie par semaine le travail des adultes urbains et ruraux (2). Mais cette proposition ne put aboutir. Kautsky le déplore, car il est favorable à la limitation dont l'étude nous retient. Il désirerait que la journée d'hiver fût fixée à six heures et celle d'été à dix, soit une moyenne annuelle de huit heures.

Proposition Vaillant, proposition Meyer, programme socialiste, notons avec soin qu'il ne s'agit encore là que d'aspirations et d'espérances. Mais la question est plus avancée. Dans certains pays, et même en France dans certaines régions, il existe très réellement une durée maximum du travail agricole. Nous allons en citer plusieurs exemples :

1° Dans sa monographie de 1906 (p. 142), M. Passama

---

1. Signalée par M. d'Eichthal dans son ouvrage sur *la Libération du travail*, elle n'est mentionnée ni dans les annexes de *l'Officiel* auxquelles renvoie M. d'Eichthal, ni dans *la Table des Impressions de la huitième législature*.

2. Kautsky, *la Politique agraire*, p. 104.

nous fait savoir que les ouvriers viticoles du Nivernais, surtout à la suite de leur grève de 1904, ont obtenu une limitation de la journée de travail : six heures à six heures et demie en hiver, sept heures en été. Si l'employeur les retient davantage, il les paie à tarif majoré ;

2° Pour La Redorte, la sentence arbitrale rendue à la demande des patrons et grévistes par le préfet de l'Aude (1904), stipule que le travail effectif ne doit pas dépasser six heures et demie du 1<sup>er</sup> octobre au 31 janvier et sept heures du 1<sup>er</sup> février au 30 septembre ;

3° Il existe d'autres régions où certains propriétaires ont consenti la journée de huit heures (1).

4° C'est également ce qui se passe en Australie ;

5° En Saxe, et parfois en Mazovie, les contrats des ouvriers nomades fixent pour chaque journée le nombre des heures ouvrables ;

6° Au Danemark, la loi du 21 août 1908 édicte que les contrats des ouvriers étrangers doivent déterminer la durée du travail.

7° C'est aussi le système que réclament les sociétés de placement polonaises pour les ouvriers qui viennent travailler en France ;

8° En Hongrie, avec un sens infiniment plus subtil des nécessités agricoles, la loi II de 1898 a, dans son article 49, décidé que la journée de travail va du lever au coucher du soleil, avec certains repos ; la loi XLV<sup>e</sup> de 1907, en son

---

Compère-Morel, Ch. des dép., *Officiel* du 10 décembre 1910.

paragraphe 23, a ordonné au patron de laisser à ses employés « assez de temps pour dormir et se reposer pendant la nuit » (1). Formule un peu vague qu'il serait aisé de préciser davantage en disant par exemple que tout travail sera interdit aux domestiques agricoles de 8 h. du soir à 4 heures du matin. On prendrait de la sorte une mesure bienfaisante en principe, et on éviterait les abus que signale Dumont à propos des servantes et domestiques de la région du Centre.

#### § 5. — *Conclusion critique*

Mais, par contre, on imposerait aux cultivateurs, à de certaines époques, un sacrifice de temps que les circonstances atmosphériques pourraient transformer en ruine. Et sans agiter le spectre tragique d'une catastrophe, on peut assurer que d'une telle limitation résulterait une vraie gêne pour le cultivateur. Sans parler, en effet, des veillées automnales au cours desquelles il faut pressurer le raisin frais (2), dépouiller de leurs feuilles les épis du maïs, etc..., il y a des moments de l'année où il est obligatoirement de faire certains actes agricoles à une heure matinale ou tardive. Au temps des foin, si on se lève avant le jour, c'est parce que l'herbe se fauche mieux quand

---

1. De Ladik, *Aperçu de la législation agricole hongroise*, 1910.

2. Il s'agit de la confection du vin blanc, car dans ce cas le raisin ne doit pas fermenter.

elle est humide de rosée. En été, si on mène les troupeaux pâturer jusqu'à la nuit, c'est parce que les animaux mangeraient moins bien au moment de la pleine chaleur ; le pansage est retardé d'autant, et le souper. Cependant on ne peut faire mieux. Cet état de choses est dans la nature du labeur agricole. Dès lors, il semble bien qu'une réglementation quelconque doive à un moment donné ne plus cadrer avec les nécessités du travail rural.

C'est ce que nous allons nous efforcer d'établir.

Supposons en premier lieu que soit votée une loi interdisant tout travail agricole de 8 heures du soir à 4 heures du matin : les travailleurs qu'on voudra protéger seront parfois les premiers à en pâtir. Nos faucheurs de tout à l'heure trouveront mauvais qu'on ne leur permette pas de couper l'herbe au moment de la rosée, puisque celle-ci facilite leur travail. Bineurs, sarcleurs, moissonneurs, trouveront également déplacé qu'on leur défende de mettre à profit les heures matinales, les plus agréables durant l'été. Et, de son côté, l'employeur se trouvera dans plus d'un cas très embarrassé. Une hypothèse entre dix. Un employeur, aux heures du repos nocturne, se trouve aux prises avec les difficultés d'un vèlage anormal. Va-t-on lui interdire de réclamer l'aide de ses serviteurs ? Va-t-on lui infliger l'irréparable perte d'une portion de son revenu, sous prétexte que ses employés ne doivent, la nuit, fournir aucun travail ?

Que si nous admettions maintenant le vote d'une loi

fixant la durée minimum du travail diurne, les mêmes inconvénients se dévoileraient.

On répond à cela : « Mais nous tolérons les heures supplémentaires. » Argument qui n'en est pas un, car il revient à dire : « Nous tolérons que l'ouvrier fournisse une plus longue journée de travail quand il est impossible de faire autrement. » Or, c'est bien ainsi, sans réglementation, que les choses se passent. L'employeur, répétons-le, n'invente pas le travail ; il tient seulement la main à ce qu'on exécute celui qui est nécessaire. Par suite, une limitation légale ne paraît pas s'imposer. Elle ne serait qu'une source d'ennuis et une source de dépenses à l'heure où le paysan se plaint, non sans motifs, de l'excès de ses charges.

Ce dernier point de vue mérite une attention particulière car il est gros de conséquences économiques et sociales. Le patron agricole pourrait bien difficilement trouver dans le machinisme et dans une meilleure organisation du travail une réelle compensation à l'abaissement du nombre des heures ouvrables. Dès lors, il lui faudrait augmenter ses prix ou diminuer les gages et salaires de ses employés, à moins qu'une loi ne vienne fixer leur minimum à ces gages comme à ces salaires.

Aussi de sûrs esprits tels que M. le professeur Souchon (1), M. Daniel Zolla (2) et M. le comte de Rocquigny (3),

---

1. A. Souchon, Conférence au Musée social, 15 mars 1910.

2. D. Zolla, *Chronique agricole du Matin*, 1910.

3. Comte de Rocquigny, *op. cit.*, p. 86.

repoussent-ils d'une façon rigoureuse la réglementation du travail agricole au point de vue de sa durée.

Mais doit-il en être ainsi même pour les enfants et les femmes ? C'est ce que nous allons voir dans les chapitres suivants.

---

## CHAPITRE II

---

### LA PROTECTION DES OUVRIÈRES AGRICOLES

- § 1. — Le travail des femmes dans l'agriculture.
- § 2. — Ses inconvénients. La maternité.
- § 3. — Les ouvrières agricoles et le décret de 1909 sur les charges à laisser porter ou traîner aux femmes.
- § 4. — Les ouvrières agricoles et la limitation des heures de travail.

#### § 1. — *Les femmes et l'agriculture.*

Exception de nos jours, le travail des femmes appliqué à l'agriculture était autrefois la règle. Kautsky le rappelle à propos des temps reculés où les hommes devaient chasser pour se nourrir, et Tacite l'indique encore à propos des Germains: « Chez ces derniers, dit-il, c'est aux femmes que sont confiés les travaux des champs. »

Au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, La Bruyère parlait « de ces individus, des mâles *et des femelles*, répandus dans la campagne, attachés à la terre qu'ils fouillaient et remuaient avec une opiniâtreté invincible ».

Aujourd'hui, la coutume est variable selon les contrées.

Certes, dans la France presque toute entière les femmes se livrent à des occupations agrestes, mais ici elles travaillent autant que des hommes, là les menues besognes leur sont seules réservées. Dans la viticulture méridionale, elles vendangent, cueillent les fruits, ramassent le sarment, procèdent à l'échaudage contre les insectes nuisibles, remplissent les pulvérisateurs, souffrent, sulfatent et piochent rarement (1). Dans la région toulousaine, elles travaillent, dit-on, sans excès. Pour le Beaujolais, M. Jean Terrel observe qu'elles sont « laborieuses comme les hommes, mais ne participent plus au travail de la terre que pour greffer, fâner, vendanger et cultiver les légumes du jardin. Elles s'occupent même assez peu de l'étable. Elles soignent seulement le lait, font le beurre et le fromage, élèvent la volaille et vont au marché vendre les menus produits » (2).

Mais d'une façon générale, en les diverses régions de la France agricole, la main-d'œuvre féminine est en décroissance ; mouvement dont l'Angleterre nous donnait depuis bien des années l'excellent exemple, puisque les rapports de 1867-1870 constataient dans tout le royaume britannique une diminution notable de l'emploi des femmes en agriculture.

Il en est de même en Italie, surtout depuis que les ligues paysannes ont exigé des salaires égaux pour les deux

---

1. Augé-Laribe, *la Viticulture méridionale*.

2. Jean Terrel, *les Vignerons du Beaujolais*.

sexes. La femme, en effet, est employée aux champs parce qu'elle est moins payée que l'homme ; du moment que son travail revient aussi cher, on l'élimine.

Pour d'autres raisons, comme l'affirme Sering, « il est excessivement rare de voir les femmes américaines travailler à la terre ; et si le fait se présente, on peut être sûr qu'il s'agit des femmes de fermiers immigrés (1). Fait auquel Kautsky donne pleine confirmation en expliquant qu'aux États-Unis 501.919 femmes seulement sont employées aux travaux rustiques, chiffre qui représente à peu près la onzième partie de l'effectif total des cultivateurs (2).

En Allemagne, c'est le contraire. M<sup>me</sup> Hélène Simon comptait en 1910 que le nombre des femmes occupées aux champs était en augmentation de 1.845.832 depuis 1895, tandis que diminuait de 255.867 le nombre des hommes occupés dans les mêmes conditions. Chose d'autant plus grave, dit-elle, qu'il s'agit en majorité de femmes mariées.

## § 2. — *Inconvénients du travail féminin*

Il est vrai que pour elles le travail de la terre équivaut à l'abandon matériel du foyer, du ménage. Il ne leur est guère possible de tenir leur intérieur dans un état suffisant d'ordre et de propreté en réservant aux besognes du dehors le meilleur de leur temps. Le pussent-elles d'ailleurs par

---

1. Sering, *Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nord-amerikas* p. 180.

2. Kautsky, *la Politique agraire*, Ces chiffres datent déjà de 1895.

un miracle d'énergie et de volonté, l'éducation de leurs enfants ne s'en ressentirait pas moins, comme le signale fort bien le rapport anglais de la *Commission on the employment of women in agriculture*.

Si donc nous songeons que la femme d'aujourd'hui est la mère de demain, nous ne pouvons moins faire que de trouver socialement regrettable son emploi à des travaux aussi pénibles que ceux de l'agriculture.

Sans doute le législateur s'est déjà préoccupé, au moins superficiellement, de la question de la maternité à la campagne. La loi du 27 novembre 1909 a pris une très sage décision en édictant que la femme enceinte ne pourra pas perdre sa place du fait des huit semaines de repos qu'elle prendra avant et après son accouchement. Mais cette mesure n'est profitable qu'à la minorité des personnes du sexe féminin participant à la culture. Voilà sûrement pourquoi M. le professeur Chausse serait désireux qu'on prit de plus amples dispositions (1). Il voudrait l'interdiction absolue de tout travail pendant la période finale de la gestation et la période consécutive à l'accouchement; de plus, dit-il, grande serait la nécessité d'allouer des secours journaliers aux mères qui en ont besoin.

Ce langage est tout de raison, et malgré l'éternel obstacle, la question pécuniaire, il faudrait faire cesser le scandale que flétrissait M. Strauss, au mois de décembre 1907, devant la Chambre des députés: « Alors; remarquait-il,

---

1. Chausse, *Questions pratiques*, 1911, p 25.

alors que l'État alloue chaque année 900.000 francs de subventions aux œuvres constituées en vue de combattre la mortalité du bétail, il ne donne que 160.000 francs aux œuvres qui ont pour mission de combattre la mortalité de l'enfance ».

Mortalité qui assurément tient aux conditions déplorable dans lesquelles se trouvent trop souvent les mères ouvrières lors de l'enfantement, mais qui ne tient pas moins à l'obligation pour elles de travailler, obligation en raison de quoi elles substituent l'allaitement artificiel à l'allaitement au sein, ignorantes des morts dont elles prennent ainsi la responsabilité.

Tel est le mal, où est le remède ? Pour autant qu'on le cherche, il semble difficile de le découvrir, car, ironie des choses ! Des milliers de vies humaines se trouvent, dans la société des hommes, nedépendre que de la suffisance ou de la pénurie des ressources financières. Quelques centaines de francs, moins encore, et cette mère sauvera son enfant ! C'est exact, mais notre organisation sociale est telle que ce maigre secours, presque toujours, fait défaut !

Aussi est-il temps de réagir. En vue d'une œuvre si essentielle, si féconde et si grande, le législateur devra trouver les fonds nécessaires. Il le faut. Il faut que la femme laborieuse puisse envisager sa maternité sans connaître les transes pécuniaires qui sont aujourd'hui son lot. Il importe que cette maternité n'apparaissent plus comme une espèce de catastrophe familiale, et c'est le

devoir comme l'intérêt de la nation de protéger et la mère et son enfant.

### § 3. — *Le décret de 1909 et l'agriculture*

En attendant la loi bienfaisante que nous souhaitons, y a-t-il lieu d'appliquer aux femmes de la campagne le décret du 28 décembre 1909 (1) ? Convierait-il de s'opposer à ce qu'elles portent ou traînent des charges hors de proportion avec leurs forces ? Ce serait certainement désirable si des abus réels se manifestaient ; mais sans tenir compte de l'impossibilité d'une vérification, nous avons la certitude que, là encore, on légiférerait pour des exceptions. Il n'est nullement habituel de voir les femmes de la campagne porter ou traîner des fardeaux excessifs, là même où elles prennent part de la façon la plus active aux travaux de la culture.

La raison la meilleure en est que leurs occupations ne comportent pas le maniement fréquent d'objets lourds. Qu'il y ait une herse ou une charrue à transporter dans une terre, il est évident que les femmes ne la mettent pas

---

1. Un garçon mineur de quatorze ans ne peut porter plus de 10 kgr. de quatorze à quinze ans, 15 kilos ; de seize à dix-sept ans, 20 kilos.

Une fille ne peut porter plus de 5 kilos à quatorze ans ; 8 à quatorze ou quinze ans ; 10 à seize ou dix-sept ans ; 25 à dix-huit ans et plus.

Sur une brouette, un garçon ne peut traîner plus de 40 kilos de quatorze à dix-sept ans, véhicule compris ; même poids pour une fille de dix-huit ans et au-dessous.

sur leurs épaules ; elles laissent aux hommes le soin de la hisser sur un tombereau, et c'est eux encore qui non seulement la déchargent, mais toujours, peut-on dire, en font usage. Il n'y a guère que les femmes seules, veuves ou non mariées, qui hersent piochent et labourent quand elles ne sont pas assez riches pour louer des bras masculins. Les exemples n'ont pas communs. Quant à nous, tout au plus pourrions-nous en citer quelques-uns. Dans toutes les campagnes que nous avons visitées, il nous est arrivé bien rarement de voir des femmes tenir une charruée. Le plus récent souvenir qui nous reste en mémoire à ce sujet est celui d'une jeune femme qui labourait, tandis que son mari guidait une paire de bœufs robustes. Les éclats de rire de la laboureuse devant son propre ouvrage était un signe indéniable que point n'était là sa besogne coutumière...

Au résumé donc, et pour en revenir à l'extension du décret de 1909, souhaitée par quelques-uns, nous ne la jugeons pour notre part ni bien utile ni bien pratique,

#### § 4. — *La limitation des heures de travail*

Quant à une limitation de la journée de travail pour les femmes, ou mieux, quant à une fixation en leur faveur d'un minimum de nuit légale, nous pensons que cette réforme serait en théorie possible et tout à fait louable. Femmes et enfants devraient y avoir droit. Loin de nous la pensée de nier les difficultés qui naîtraient de ce chef ; pourtant le problème ne paraît pas insoluble. Aucun des

motifs que nous invoquions tout à l'heure contre la nuit légale des adultes ne serait ici de mise, et retenir la femme au logis après le départ des hommes pour les champs serait peut-être l'empêcher de fournir tout travail au dehors. Mais est-ce bien le fait de la loi d'intervenir en pareille matière ? et à force de réglementation, ne déchaînera-t-on pas, dans nos campagnes ordinairement si paisibles, des millions de protestations enflammées et terribles ?

Qu'on intervienne là où il y a de véritables excès à réprimer, rien de plus légitime. Les choses, au contraire, changent du tout au tout quand il s'agit d'imposer des mesures dont la nécessité n'est pas apparente. Or en dépit des assertions de M. Antoine Dumont, la situation des servantes de ferme et des journalières n'est point aussi détestable qu'on voudrait bien le dire. Il y a par exception des abus, nous sommes des premiers à en convenir. Mais que ces abus soient tels qu'ils appellent une intervention de la loi, c'est ce que nous ne sommes pas porté à croire.

Aussi, à l'instar de l'enquête anglaise de 1867-1870, ce nouveau chapitre se terminera-t-il sur des conclusions presque entièrement négatives. Protéger la mère et du même coup l'enfant, c'est à cela, pensons-nous, que doit se borner le rôle tutélaire du législateur. En intervenant de toute autre manière, il imiterait cet ours du bon La Fontaine qui, voulant préserver d'une mouche son maître endormi, lui jeta un pavé sur la tête.

## CHAPITRE III

---

### LA PROTECTION DE L'ENFANCE

#### A LA CAMPAGNE

§ 1. — Le travail des enfants à la campagne.

§ 2. — Les enfants et le décret du 28 décembre 1909.

§ 3. — Les enfants et la garde des bestiaux.

§ 4. — Conclusion.

#### § 1. — *Le Travail des enfants à la campagne*

Dès qu'elles se furent représenté la nécessité d'une intervention protectrice de la loi dans les usines, l'Angleterre de 1802, la Prusse de 1839 et la France de 1841 légiférèrent en premier lieu dans l'intérêt des enfants. Il est clair, en effet, que, petits êtres fragiles, passifs, sans défense, c'est eux qui attirent le plus la sollicitude, parce qu'ils ressentent au maximum l'accablement d'un travail long ou pénible. Et puis cette considération ne pouvait toujours échapper qu'en eux palpita la vie des générations à venir. Chacune de ces miniatures humaines, comment l'oublier ? détient une parcelle de la destinée des hommes.

Leur existence décidera de milliers d'autres. L'état de leur santé retentira de proche en proche sur leur descendance. Et comme le point de vue militaire ne saurait être négligé, on voit tout de suite quel triple intérêt s'attache à la protection des enfants qui travaillent. Or, à la campagne, le travail est le lot commun des grands et des petits.

Qui n'a souvent vu dans les champs moutons et vaches paître sous l'égide d'un berger minuscule, dont les printemps se peuvent tout au plus compter par sixaine? C'est que garder des troupeaux peu nombreux ne demande ni capacités ni peine, et l'enfant paraît tout indiqué pour suppléer dans cette besogne l'adulte aux bras musclés que réclame la pioche ou la charrue. Dans cet âge tendre, le petit campagnard ne travaille pas beaucoup de ses bras; tout au plus vague-t-il parfois aux menues occupations domestiques ou s'emploie-t-il à la cueillette facile du maïs; des fèves, des haricots, des lentilles, des raisins. Viennent ses douze ans, il lie le blé en gerbes, fane, et commence de sarcler. A quinze ou seize ans, apte à de plus durs labeurs, il fauche, participe aux moissons, charge et décharge le blé, récolte les pommes de terre, herse et laboure quelquefois. Si bien qu'on le traite en général comme un homme, prérogative dont il est essentiellement jaloux; sa jeune autorité s'affirme et il trouve normal de donner à son tour des ordres aux femmes et aux vieillards (1).

---

1. C'est ce que remarquait M. Carré, professeur départemental d'agriculture (*Bulletin min. agric.*, 1899, p. 960).

Ce schéma des premières années de l'existence rurale, répond à une juste réalité. L'enquête parlementaire ouverte en Italie sur la situation des ouvriers agricoles le confirme en tous points (1), et tel quel, il résulte des renseignements personnels dont nous nous sommes entouré à ce sujet. Dans ces conditions, peut-on vraiment dire qu'il y ait abus? est-il possible de ne pas reconnaître la gradation très rationnelle des travaux demandés aux enfants selon leur âge? et peut-on dès lors affirmer avec Kautsky que le travail agricole « rend aux instituteurs des êtres imbéciles, alourdis, l'œil hagard, les mains exco-riées, la colonne vertébrale infléchie? » (2). Ce serait une pure dérision. Que tel soit le résultat de certains ouvrages de l'enfance dans certaines cultures, c'est ce qui est confirmé par le Dr Meyer pour l'Allemagne du Nord, où l'arrachage des betteraves et des pommes de terre occupe des troupes de petits garçons et de petites filles dans des conditions absolument odieuses; mais d'habitude, chez nous, le travail effectué par les enfants ne dépasse point leurs forces.

Ici encore pourtant Kautsky juge inéluctable d'intervenir, car, dit-il, il est fâcheux que la jeunesse des deux sexes soit employée pendant de longues heures consécutives, même quand le travail exécuté n'est pas pénible par lui-même.

---

1. *Inchiesta sulle condizioni dei contadini.*

2. Kautsky, *la Politique agraire*, p. 69.

A l'appui de ses dires, il cite l'opinion médicale du Dr professeur Lauer, de Brugg, qui écrit dans son livre *Die Erwerbstätigkeit schulpflichtiger Kinder in deutschen Reiche* : « Le travail agricole peut devenir dangereux pour les enfants, surtout parce qu'il abrège le sommeil qui leur est nécessaire. La protection des enfants doit intervenir en interdisant le travail au-dessous de quinze ans avant sept heures du matin et après sept heures du soir. L'après-midi devrait comporter au moins deux heures de repos (1). » Désirs que le gouvernement d'Anhalt a comblés en partie quand il a décrété : « Les enfants devront avoir au moins huit ans pour être occupés toute la journée (2); celle-ci commencera pour eux à six heures du matin et finira à 6 heures du soir, avec deux heures de repos à midi (3). » Ce mode de réglementation, l'Angleterre l'avait surpassé dès 1874 en décidant que pas un enfant mineur de huit ans ne pourrait être employé dans l'agriculture (4). Prohibition rigoureuse à laquelle on paraîtrait disposé à en venir aujourd'hui. Le Congrès de Zurich a effectivement demandé que l'enfant n'exécute aucun travail dans les champs

---

1. *Ibid.*, p. 67.

2. Le système du demi-temps existe pour les enfants dans certaines exploitations agricoles françaises.

3. Kautsky, p. 68.

4. Le rapport Tufuelli de 1869 désirait que l'âge minimum fût de neuf ou dix ans. Le rapport Tremmenheere (1867) affirmait au contraire qu'aucun âge-limite n'était utile, et qu'il n'était pas non plus nécessaire de réglementer la journée du travail des enfants, ce travail n'étant nuisible à aucun d'eux.

avant l'âge de quinze ans. De son côté, M. le député Chauvin, en son rapport supplémentaire sur les projet et propositions de loi ayant pour but d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, s'est exprimé en ces termes catégoriques : « Votre commission d'assurance et de prévoyance sociales estime qu'une législation qui tend à obliger au travail les enfants au-dessous de seize ans mettrait en péril la plus précieuse des ressources de la nation, et que à tout le moins elle marquerait, avec les lois de protection de l'enfance qui sont l'honneur du Parlement, une antithèse trop difficile à justifier (1) ».

De fait, la prohibition serait le vœu de quelques-uns. Antoine Dumont ne s'en déclare pas expressément partisan, mais il serait illogique qu'il ne le fût pas, lui qui voudrait tant améliorer la condition de tous les travailleurs agricoles. Or il n'est pas le dernier à reconnaître que « vers l'âge de quinze ans, trop faibles encore pour suivre sans fatigue les hommes aux grands travaux, les jeunes gens doivent faire à certains moments des efforts surhumains pour ne pas tomber de lassitude ».

S'il en était couramment ainsi, nous ferions droit théoriquement à la revendication de MM. Chauvin, de Karl Kautsky, du Dr Lauer et du Congrès de Zürich. Mais nous ne croyons pas qu'il y ait lieu, en considération des cas

---

1. Il est notable que jamais encore la commission de l'Agriculture de la Chambre ne s'est prononcée dans le même sens. Mais cf. *suprà*, p. 32, 1<sup>er</sup> alinéa.

isolés qui peuvent se produire, de rien changer à l'état des choses. Nous croyons pouvoir tenir pour spéculatif l'excès de travail habituellement imposé à des mineurs de quinze ou seize ans.

Par ailleurs, notons bien quelles difficultés il y aurait à faire respecter une législation sur ce point. Sans parler du mécontentement farouche avec quoi l'accueilleraient tous ceux qui font travailler les enfants selon leurs forces, et qu'on priverait de cette aide sous prétexte que quelques employeurs en abusent, sans parler de cela, conçoit-on qu'il serait aisé de vérifier l'abstention absolue des mineurs de quinze à seize ans ? A l'usine, semblable vérification ne souffre pas d'empêchements parce que les ouvriers sont groupés et que le lieu du travail est fixe. Mais dans les champs ?... En un pays comme le nôtre, où domine la propriété parcellaire et où les fermes sont fréquemment dissiminées, imagine-t-on des inspecteurs agricoles se promenant à travers la campagne pour demander leur acte de naissance à tous les travailleurs qui ne leur paraîtront pas âgés de seize ans ? Se les représente-t-on postés aux abords des logis et demandant des comptes aux jeunes gens qui sortiront ou rentreront ? Et sinon, quel procédé de surveillance trouver qui assurera l'exécution sincère de la loi ?

Mais admettons encore ce moyen découvert. Il n'en reste pas moins qu'on ferait une loi pour des situations plus qu'exceptionnelles : normalement inexistantes. Et on apporterait aux agriculteurs une nouvelle gêne dont ils

sauraient certainement se passer à notre époque où, la main-d'œuvre salariée devenant de plus en plus rare, beaucoup d'entre eux doivent compter sur leurs enfants bien plus que sur les domestiques. D'ailleurs, n'est ce pas un fait qu'à la campagne le paysan voit en chacun des enfants qui lui naissent l'aide éventuelle dont il aura besoin ? et pourrait-on l'amener à concevoir qu'on puisse justement lui interdire l'usage de l'une des forces vives, si modeste qu'elle soit, sur lesquelles reposaient ses espoirs ?...

§ 2. — *Les enfants et le décret du 28 décembre 1909*

Toujours dans le sens de la protection, mais à un point de vue un peu différent, nous entendions un jour émettre, par l'une des personnalités les plus en vue de l'école interventionniste, cette opinion que la loi devrait pour le moins étendre à l'agriculture le décret du 28 décembre 1909 limitant les charges à faire porter ou traîner aux travailleurs des deux sexes. Tout en tombant d'accord avec elle sur l'opportunité théorique d'une telle mesure, nous supputions la difficulté de la faire exécuter, et cette difficulté nous paraissait à ce point insurmontable que nous ne croyions pas possible de jamais tenter l'entreprise.

§ 3. — *La garde des bestiaux*

Verrions-nous d'un œil plus favorable l'interdiction que souhaiterait Kautsky ? Il s'agirait de prohiber purement et

simplement l'emploi des enfants pour la garde des bétails : « Les instituteurs poméraniens, dit-il à la page 71 de sa *Politique agraire*, ont établi que sur 3.275 enfants, 2.340 ont été, par le fait même de la garde des bêtes aux champs, exposés à des dangers pour leur moralité ; 312 cas ont été reconnus douteux, 653 contestés, 1.382 faisaient inspirer des craintes pour la santé des enfants. » Voilà certes des révélations alarmantes qui méritent d'être soigneusement contrôlées. Les trois quarts des petits bergers démoralisés ! plus du tiers malades ! le onzième des cas douteux, seulement ! Ce n'est rien moins que terrifiant !...

Par bonheur, il est facile de raisonner ces chiffres et de ne pas les accepter sans discussion comme le moineau admet l'épouvantail. Prenons un pays de petite culture où chaque propriétaire a des vaches que son jeune fils ou son berger mène pâturer. Dans ce pays-là, voyons-nous se répéter les affreux excès dont Kautsky se fait le révélateur ? Point. Santé et moralité des enfants y sont sensiblement les mêmes qu'ailleurs, et cela pour la très bonne raison que ce qui contribue le plus à faire perdre aux enfants l'innocence de leurs pensées premières, c'est moins la garde de leurs troupeaux que la façon toujours libre dont on converse et dont on agit devant eux à la campagne. Au surplus, il serait possible de se demander comment les instituteurs poméraniens cités par Kautsky ont pu acquérir la certitude de ce qu'ils avancent. Mais n'allons pas jusque-là. Croyons-les sur parole, et conten-

tons-nous de penser avec plaisir que la perversion des enfants par eux signalée ne revêt pas en France, comme en Poméranie, l'aspect d'un redoutable fléau.

§ 4. — *Conclusion*

Qu'il nous soit permis de résumer en deux mots notre façon de voir touchant l'intervention légale en faveur des jeunes agriculteurs. Cette intervention nous paraît superflue quant à la prohibition du travail au-dessous de seize ans, impossible quant à la proportionnalisation des fardeaux au sexe et à l'âge, vaine quant à l'interdiction d'admettre les enfants à la garde des troupeaux, et dans les trois cas souverainement gênante.

---

## CHAPITRE IV

---

### LE REPOS HEBDOMADAIRE DANS L'AGRICULTURE

- § 1. — Position de la question ; partisans et adversaires.
- § 2. — Les obstacles au repos hebdomadaire en agriculture.
- § 3. — Examen critique et conclusion.

#### § 1. — *Partisans et adversaires*

La question du repos hebdomadaire en agriculture n'est pas aussi neuve que celle de la limitation des heures de travail (1), Paul-Louis Courier, dans son incomparable *Pétition pour les villageois que l'on empêche de danser*, (1820) signale déjà qu'elle préoccupe certains esprits, inquiets de constater que les cultivateurs « travaillent six jours de la semaine sans relâche, et bonne part du septième ».

Mais comme bien on pense étant donnée l'époque, c'est

---

1. Le repos dominical était ordonné aux cultivateurs par le Concile d'Orléans (538), le synode de Chalon-sur-Saône (644), et, le capitulaire de 827. Auclair, *loc. cit.*, p. 227.

la seule considération religieuse qui dictait alors cette inquiétude. Aucun égard au côté individuel ou social du problème. Courier signale ce fait sans s'y attarder : « Nos dévots, explique-t-il, voudraient que ce jour-là on ne fit rien que prier et dire ses heures ».

Lui aussi d'ailleurs souhaiterait « que ce jour-là toute besogne cessât », mais, fût-ce d'un mot, il ne donne pas la raison de ses désirs.

Aujourd'hui on reprend cette question du repos hebdomadaire en faveur des ouvriers agricoles.

Elle compte bien entendu ses partisans et ses adversaires. Ses partisans : M. le professeur Souchon, dans une conférence qu'il faisait un jour au Musée social, disait ne pas croire que la législation sociale dût s'appliquer à l'agriculture, « sauf en ce qui concerne le repos hebdomadaire (1) ». Ses adversaires : dans un article très documenté paru dans la *Revue des questions pratique de législation ouvrière* (2), M. le professeur Chausse affirmait tout dernièrement que « la revendication du repos hebdomadaire pour l'agriculture n'avait aucune chance d'être traduite en textes législatifs. »

Ces la première de ces deux opinions qu'adoptent les intéressés. M. Antoine Dumont, cet ouvrier agricole dont nous avons mentionné et mentionnerons plusieurs fois l'opuscule, admet sans débats que « la réforme doit-

---

1. *Annales du Musée Social*, mai 1910.

2. Numéro de janvier-février 1911.

être appliquée dans l'agriculture d'une manière stricte et générale ». (1) Il n'en est pas moins décidé à reconnaître que certains travaux, notamment le pansage des animaux, sont obligatoires le dimanche comme les autres jours ; mais ce qu'il voudrait, c'est qu'on ne pût exécuter aucun travail ce jour-là dans les champs. Plus ambitieux même et faisant compte rigoureux, il émet l'idée nouvelle qu'en compensation des heures passées à soigner les animaux le dimanche, l'employé devrait réclamer à son patron un congé annuel ou mensuel en rapport avec le temps durant lequel il aura travaillé.

Bien des fois il nous est arrivé de contrôler sur place, auprès des ouvriers agricoles, l'exactitude avec quoi Dumont reproduit la pensée unanime des domestiques et salariés de l'agriculture. Tous, sans aller jusqu'à demander un repos compensateur pour les menus travaux du dimanche, aimeraient bénéficier au même titre que les ouvriers urbains de la loi de 13 juillet 1906, adaptée aux besoins de leur profession. Revendication bien naturelle, mais à laquelle cependant deux gros obstacles empêchent de donner complète satisfaction.

## § 2. — *Les obstacles au repos hebdomadaire*

Le premier de ces obstacles tient à la nature du travail agreste ; le second vient des ouvriers eux-mêmes.

---

1. Dumont, *Brochure de propagande*, p. 18.

1<sup>o</sup> Le travail agreste, nous l'avons dit, présente cette particularité d'être sous la dépendance toujours despotique du temps et des saisons. Il ne ressemble pas en cela au labeur industriel, qu'on peut le plus souvent quitter au premier appel de la sirène ou de la cloche.

La cause de cette différence ? elle réside en ce que l'homme commande aux machines, tandis qu'il est totalement désarmé devant le jeu secret des lois naturelles. Il a le pouvoir de mettre en mouvement ou d'arrêter des centaines de métiers, de scies mécaniques ou de laminoirs dociles. Mais comment assouplir les forces mystérieuses et insaisissables de la nature ? Comment s'opposer à leur action ? Comment, pour les besoins de la culture, différer un orage à la manière dont on empêche, avec l'aide du commutateur, le passage d'un courant électrique, ou ordonner à la pluie de tomber comme on ordonne à ce même courant de passer ?

Folie que de rêver cette mainmise de l'homme sur les divers éléments de notre système cosmique ! Aussi, dans ces conditions, peut-on concevoir qu'on doive exécuter les travaux agricoles sans aucune considération du quantième. Bien souvent on sera forcé de faucher le dimanche, de faner le dimanche, de vendanger le dimanche, de labourer le dimanche ; et nul ne le saurait trouver mauvais quand c'est d'une indiscutable nécessité.

Au résumé, on voit combien solide paraît être la première raison pour laquelle il est impossible d'admettre le

repos hebdomadaire aux champs. Nous nous réservons néanmoins d'examiner si elle défie toute réplique.

2<sup>e</sup>) Le second obstacle à l'établissement de ce même repos vient, avons-nous dit, des ouvriers. Il a été indiqué d'une façon à la fois sobre et frappante par un régisseur de Seine-et-Marne, dans une lettre qu'il adressait à M. Daniel Zolla et que celui-ci a bien voulu nous communiquer : « Le lundi, constate-t-il simplement, nous avons toujours des absents ».

Cette boutade en dit long, car la perspective *d'avoir toujours des absents le lundi* est évidemment de nature à faire réfléchir les uns et à décourager les autres.

### § 3. — *Conclusion critique.*

Mais devons-nous penser qu'il y ait là de quoi faire écarter le principe du repos hebdomadaire en faveur des ouvriers agricoles ? Sûrement non. Le fait signalé manifeste seulement un vice social, à la correction duquel il serait bon de s'employer.

Il n'est pas douteux en effet que, s'il est regrettable pour ceux à qui il est une occasion de débauche, le repos hebdomadaire est en général un véritable bienfait social. Il est nécessaire aux personnes qui ont travaillé toute une semaine soit aux champs, soit à l'atelier. Il est une diversion, non moins par ce qu'il procure de liberté que par ce qu'il donne de répit au travailleur. Le point de vue fami-

lial ne saurait être non plus négligé (1). quoiqu'il ait à la campagne une moindre importance qu'à la ville, enfants et jeunes hommes se trouvant la plupart du temps trop loin de leurs parents pour avoir la possibilité de les aller rejoindre le dimanche. Que s'il s'agit d'une famille d'ouvriers ou de domestiques employés dans la même exploitation, leur travail de chaque jour ne les sépare pas comme il arrive à l'usine, et par suite le repos hebdomadaire ne leur est pas au même degré indispensable. D'autre part, il est hors de doute que dans certaines conditions bien déterminées, les jours de mauvais temps, où le repos est de rigueur, pourraient suppléer le repos hebdomadaire. Cependant la cessation périodique du travail nous paraît à ce point utile, que nous n'hésiterons pas à en souhaiter l'extension légale à l'agriculture toutes les fois que l'urgence des travaux ne s'y montrera pas formellement opposée.

Or nous croyons qu'il en va fréquemment ainsi. Nous le croyons même d'autant plus volontiers que le repos dominical est en fait respecté à peu près partout dans la France agricole. En la majorité des régions il est dès maintenant une réalité. Sans doute, ne résultant pas d'une disposition législative, il peut être supprimé à la volonté de l'employeur, et celui-ci, avec raison, n'hésitera pas à le faire si des circonstances impérieuses l'y contraignent. Mais cette

---

1. Quant au point de vue intellectuel, dans l'état présent de la mentalité paysanne, c'est surtout pour être complet que nous le signalons: bien peu de salariés agricoles profitent de leur liberté du dimanche, là où elle leur est accordée, pour travailler et s'instruire.

réserve n'entame en rien la règle, car il est évident que si la loi devait intervenir à ce sujet dans le domaine rural, elle n'édicterait aucune mesure rigide et invariable. Elle tiendrait le plus grand compte des nécessités de la culture, et ne refuserait pas aux employeurs de la campagne les exceptions qu'elle admet en faveur des industriels : exceptions qui viseraient d'abord les personnes employées à certains travaux de la ferme (soins du bétail et de la volaille, ménage, etc...) et en second lieu exceptions qui viseraient les travaux des champs eux-mêmes (1), ces dernières emportant un droit absolu à un repos compensateur.

Sans édicter cette dernière prescription, dont la nouveauté serait grande à la campagne, c'est à cette solution que se réfèrent les contrats des ouvriers polonais travaillant en France ; à ceux-ci l'employeur doit le repos hebdomadaire, mais le bétail n'en reçoit pas moins les soins habituels.

Vraiment, aux conditions, que nous avons dites, nous n'apercevons plus la portée des arguments dont se servent les adversaires du repos hebdomadaire. Du moment que la prescription de cette trêve périodique du travail ne doit porter aucune atteinte appréciable aux intérêts de

---

1. Telle est la conclusion du rapport présenté par le comte Joseph Maïlath au Congrès international d'agriculture de Vienne (1907).

En Italie, le repos hebdomadaire ne s'applique pas pendant les grands travaux.

Au Danemark, ce même repos s'applique en vertu des contrats.

l'agriculture ; du moment qu'elle se traduit par un mieux-être pour les travailleurs, nous croyons que le moment serait venu de l'appliquer aux ouvriers ruraux avec toute la circonspection désirable.

---

## CHAPITRE V

### LES SALAIRES AGRICOLES

---

#### SECTION I

##### LES SALAIRES DANS LE PRÉSENT ET DANS LE PASSÉ

- § 1. — Considérations générales sur le salaire agricole.
- § 2. — Le mouvement de ces salaires.
- § 3. — Leur protection légale.

##### § 1. — *Considérations générales.*

Le salaire agricole est la rémunération du travail appliqué à l'agriculture. Variable en tous pays suivant les régions, son taux dépend, dit M. Levasseur dans une étude très approfondie sur la question, de la productivité du travail — de l'accroissement de la richesse — du coût de la vie et de la concurrence entre patrons ou entre travailleurs (1).

Ce ne sont pas là les seules causes de fluctuations, mais

---

1. Levasseur, *Salaires et salariat*. A ces causes, on peut, avec M. Beauregard, ajouter la *tradition*, grâce à quoi les salaires ne ressentent pas pratiquement les oscillations nombreuses auxquelles certaines causes devraient théoriquement les soumettre.

ce sont les plus importantes et à ce titre nous allons les étudier sommairement.

1° La concurrence entre patrons fait varier le salaire en raison directe de son intensité. Ce n'est pas seulement une vérité d'évidence, c'est une vérité de fait. Sans entrer ici dans d'infimes détails qui ne seraient point à leur place, nous pourrions constater la vérité d'évidence soit en nous plaçant à un point de vue général (grand nombre d'employeurs, pénurie d'employés), soit en considérant un seul travailleur dont la réputation serait telle que chacun demanderait à l'embaucher. Pour la vérité de fait, il suffit de remarquer l'élévation continuelle des salaires agricoles depuis qu'a lieu l'émigration vers les villes. Diminution de la main-d'œuvre, compétition plus vive entre salariants, la loi de l'offre et de la demande s'applique et le salaire ne peut pas ne pas hausser.

Dans l'hypothèse inverse, le bon sens indique que les phénomènes se produiraient en sens contraire : augmentation ou surabondance de la main-d'œuvre, saturation des exploitations rurales, baisse du salaire. Mais dans l'état présent des choses, cette hypothèse demeure purement imaginaire. Bien loin d'exister entre employés, la concurrence est réservée aux employeurs qui, presque tous et presque partout se plaignent du manque de travailleurs. C'est que, comme l'a dit M. Daniel Zolla, les cadres du patronat agricole se sont élargis tandis que ceux des salariés devenaient plus étroits (1). Dans ces conditions,

---

1. D. Zolla, *La Grève, les salaires et le contrat de travail*, p. 106.

la prévision d'une saturation agricole n'est rien moins que spéculative.

2° Que le coût de la vie influe sur la détermination des salaires, rien de plus logique ni de plus fatal. Mais il faut bien se garder de prendre les mots « coût de la vie » au pied de la lettre, sans englober dans cette expression, en sus du prix des denrées nécessaires à l'existence et à la santé, tous les besoins, même artificiels, qui naissent du progrès social. En conséquence les salaires doivent s'élever au fur et à mesure de l'augmentation des besoins. C'est très exactement ce que l'examen des faits permet d'établir. Dans les régions où les exigences modernes n'ont pas encore pénétré, les salaires se maintiennent à un niveau assez bas. Au contraire, là où ces exigences se sont fait sentir avec le plus de force, soit à cause de la proximité d'une ville, soit pour toute autre raison, les salaires tendent à une ascension qui, graphiquement, devrait se traduire par une ligne de pente très accentuée. Cette idée, nous l'exprimons sans oublier qu'il faut rarement chercher un motif unique à la variation des salaires, mais en nous persuadant que, là où elle existe avec quelque intensité, la cause du coût de la vie est l'une des plus prépondérantes ;

3° Quant à l'accroissement de la richesse, son action sur les salaires n'est pas douteuse non plus (1), qu'on se

---

1. Ch. Gide, *Principes d'Économie politique*, 12<sup>e</sup> éd., p. 563 : « Il est évident que la productivité du travail doit exercer une influence générale sur le taux des salaires, en ce sens que, en accroissant la richesse du pays, elle accroît la masse à partager ». D. Zolla, *loc. cit.*, p. 88 et suiv.

place au point de vue de la richesse générale ou au point de vue de la richesse particulière de l'employeur. A ce second point de vue M. Passama, dans son étude sur les salaires du Minervois, a fait une remarque tout à fait caractéristique : « Le taux de ces salaires, explique-t-il (p. 79), a suivi chez nous la fortune de la vigne. Il y a cinquante ans, avant que celle-ci prît une extension considérable, l'on payait les hommes 1 fr. 50 et les femmes 1 franc en été. A mesure que se développait la prospérité du Minervois, les salaires s'élevaient progressivement. Une fois la contrée ravagée par le phylloxéra, ils fléchirent. Et au moment de la gelée de 1902, ils subirent çà et là un petit affaissement de 0 fr. 25 pour les hommes. »

Voilà bien faite en quelques lignes la preuve que la courbe des salaires suit généralement celle de la richesse, mais la preuve aussi que le parallélisme n'est pas intégral.

Remarquons, en outre, que malgré la baisse considérable des produits agricoles dans la décade 1882-1892, les salaires et les gages ont subi une hausse certaine, quoi qu'en ait dit la dernière statistique décennale, dont les assertions à ce sujet sont aujourd'hui vivement contestées (1).

4° Pour ce qui est de la productivité du travail, on peut

---

1. En ce sens, D. Zolla. Le même auteur constatait, le 30 mars 1911, qu'un mouvement de hausse des denrées agricoles s'était produit ou allait se produire prochainement. Ce phénomène, disait-il, est dû à l'accroissement de la production de l'or. On extrayait chaque année, sous Louis-Philippe, 20 à 50.000 kilos de ce métal. Aujourd'hui on en extrait 689.000. D'où une dépréciation de cette marchandise spéciale et un accroissement corrélatif du prix des autres.

la considérer elle aussi sous deux aspects : celui de la productivité générale mesurée par le rendement total de l'industrie agricole, et celui de la productivité particulière d'un ouvrier déterminé.

Dans le premier cas on peut affirmer que le machinisme, les engrais, les nouvelles méthodes de culture ou de défense contre les fléaux, bref les progrès agronomiques, n'ont pas été sans effet sur l'accroissement du salaire, parce que, pour reprendre une fois encore le mot de M. Charles Gide, en augmentant la richesse du pays, ils ont augmenté la masse des biens à partager.

Dans le second cas, l'influence de la productivité du travail sur le salaire est moins nette, car pour qu'il n'y ait pas équivalence de rémunération pour les ouvriers similaires d'une ferme et d'une région déterminée, il faut vraiment que certains se signalent par leur médiocrité ou leur compétence, leur maladresse ou leur habileté, leur activité ou leur lenteur. Néanmoins, chacun sait, et le bon sens l'indique, qu'un faucheur renommé ne saurait s'employer au même prix qu'un mauvais faucheur. Chacun sait aussi que les « premiers » laboureurs, les « premiers » charretiers », les « premiers » bouviers, les « premières » servantes, gagnent des sommes plus élevées que ceux dont ils dirigent l'action.

§ 2. — *Le Mouvement des salaires*

Après cet examen théorique, il nous faut en venir à examiner sans retard au point de vue pratique, le mouvement des gages et salaires dans l'agriculture.

Ce mouvement est caractérisé par une tendance progressive à la hausse, tendance dont M. Baudrillart en son enquête monographique sur les populations rurales de la France (1), fait remonter l'origine à 1832, c'est-à-dire au moment précis où se développèrent chez nous les moyens de communication. Cette influence des moyens de communication sur les salaires se rattache, par un lien facile à découvrir, à la concurrence entre patrons pour l'obtention d'une main-d'œuvre moins commune : phénomène qui s'est manifesté en tous pays de manière identique. M. Vandervelde le rapporte à propos de Gaesbeek en Belgique, où les salaires ont commencé leur graduelle ascension au moment de l'extension des moyens de transport (1833). alors qu'auparavant, de mémoire d'homme, ils étaient figés en une invariabilité remarquable (2).

En France, pour démontrer l'élévation qui nous intéresse, un éminent statisticien, M. de Foville (3), nous a donné le prix moyen de la journée de travail de 1840 à 1882. Ce

---

1. Baudrillart, *Rapport à l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1885.

2. Vandervelde, *Le sort des campagnards s'améliore-t-il ?* p. 9.

3. *La France économique*, 1890, p. 99.

prix moyen, qui était de 1 fr. 30 en 1840, passa tour à tour à 1 fr. 42 en 1852, 1 fr. 85 en 1862, 2 francs en 1872 et 2 fr. 32 en 1882. Nous verrons tout à l'heure que la hausse ne s'est pas arrêtée depuis cette dernière date. Elle n'est, disons-le vite, nullement spéciale à la France. Une statistique du *Board of trade* (1910) nous montre que le salaire réel s'est élevé de 81 0/0 en Angleterre depuis 1850. Au Japon, les salaires ont augmenté dans des proportions inouïes de 1892 à 1907 : ils ont passé de 0 fr. 39 à 0 fr. 93 pour les journaliers, de 0 fr. 24 à 0 fr. 57 pour les journalières, de 49 à 101 francs pour les garçons de ferme, de 25 à 53 francs pour les servantes. Mais malgré le mouvement de hausse, il est des pays où les salaires sont encore bien bas. En Italie, les adultes reçoivent en général 300 ou 400 francs par an, et par jour 1 fr. 50 à 2 fr. 50. En Hongrie, selon la saison, les hommes touchent de 1 couronne à 1 c. 47, nourris ; les femmes 0 c. 66 à 1 couronne ; les enfants 0 c. 39 à 0 c. 62. En Russie, 0 fr. 54 à 1 fr. 35 pour les ouvriers à la journée ; 0 fr. 40 à 0 fr. 95 pour les ouvrières. En Saxe, d'après M. Georges Blondel, 1 m. 25 à 1 m. 70 pour les hommes, 1 mark pour les femmes. Dans le Mecklembourg, 1 m. 50 à 1 m. 70. En France même, il est certaines régions où les salaires sont navrants, et dans la plupart, ils ne sont pas très élevés (1). Aussi, traduisant encore à merveille la pensée de ses camarades, M. Antoine Dumont certifie que le salaire agricole

1. Ch. Gide. *Principes d'Economie politique*, p. 566.

« Pour les ouvriers agricoles, la moyenne du salaire ne dépasse pas 3 francs par jour. » Voir *infra*.

« n'est que la juste et bien trop faible rémunération du travail ».

Si la vérité de cette assertion éclate, ce sera bien le cas de dire avec M. Gide que l'ascension rapide des salaires fut motivée surtout par ce qu'ils partirent de bien bas. C'est ce que nous verrons dans la suite, Mais dès à présent il importe de constater cet accroissement et de constater aussi qu'au dire des personnes les moins suspectes de partialité, les socialistes eux-mêmes, le salaire agricole a augmenté de 40 à 50 0/0 tandis que le coût de la vie haussait seulement de 30 0/0. Ce qui revient à établir une élévation de 10 à 20 0/0 du salaire réel.

Encore ce pourcentage paraît-il rester en deçà de la vérité. Dans la presqu'île bretonne, suivant M. Choleau (1), la rémunération du travail a vu son taux augmenter dans une plus large proportion. Selon M. Terrel, on paie aujourd'hui 5, 6 et 7 francs, dans le Beaujolais, les vendangeurs qu'on payait jadis 1 fr. 50 et 2 francs. La région méridionale a vu de même les salaires annuels moyens passer en quelques années de 400 à 600 et 700 francs. Dans les départements situés au centre-ouest de la France, notamment dans la Bresse et la Dombes, les petits bergers payés 15 à 20 francs vers 1860 reçoivent aujourd'hui 80 à 180 frs.; les grands domestiques payés 200 à 250 francs, touchent de nos jours 450 à 550 francs; les grands servantes, payées 100 à 180 francs, obtiennent maintenant 300 à 450 francs.

---

1. Jean Choleau, *op. cit.*

En Seine-et-Marne, les bouviers gagnent de 1.200 à 1.400 francs ; les charretiers 1.500. En Picardie (1), les journaliers reçoivent 900 à 950 francs pour 300 à 320 journées de travail, soit 3 francs à 3 fr 25 par jour en moyenne, alors qu'en 1866 ils n'eussent gagné que 450 ou 480 francs. Dans l'Oise, le salaire des charretiers oscille entre 1.040 et 1.235 francs ; celui des bouviers entre 1.040 et 1.160 ; celui des bergers entre 1.250 et 1.500 ; celui des journaliers entre 2 fr. 50 et 5 francs en été ; autrefois ces mêmes salaires étaient respectivement de 610, 625 et 950 francs pour les charretiers, bouviers et bergers, et de 1 fr. 90 à 2 fr. 30 environ pour les journaliers. Dans l'Isère, les domestiques qui gagnaient 288 francs il y a vingt ans en gagnent aujourd'hui 427 ; les ouvriers qui recevaient 2 fr. 27 reçoivent 3 fr. 38. Dans les Ardennes, un ouvrier qui acceptait 1 fr. 35 par jour en 1830 réclame actuellement 3 fr. 60.

Au cours de la discussion générale du budget de l'Agriculture en 1910, un député socialiste du Gard, M. Compère-Morel, souligna cet accroissement général en rendant compte à la Chambre de l'enquête par lui ouverte en France sur la situation matérielle des salariés agricoles. D'après les renseignements recueillis, la moyenne générale du salaire en France est actuellement de 3 francs par jour pour l'ouvrier non nourri ni logé, et de 2 francs pour

---

1. Nous devons ces chiffres à l'obligeance de M. Daniel Zolla, qui le a lui-même relevés sur des livres de paie d'ouvriers picards.

l'ouvrier nourri et logé, soit une augmentation de 0 fr. 10 sur les chiffres correspondants de 1907. Mais quels misérables salaires cache cette moyenne d'honnête apparence ! A côté de départements, tels que l'Ain, l'Oise, la Seine-et-Marne, etc...où la rémunération des ouvriers de la terre atteint 4, 5, 6 et 7 francs, n'est-il pas fâcheux de la voir dans d'autres, Cantal, Basses-Alpes, Côtes-du-Nord, etc..., varier entre 0 fr. 85 et 1 fr. 15 en moyenne ? Pareil salaire n'est-il point aussi lamentable que tels gains industriels dont on s'indigne ? Même à la campagne où les subsistances sont moins chères qu'à la ville, et même en réduisant ses dépenses au plus strict minimum, comment, avec chômages et maladies, une famille peut-elle mener une existence humaine avec un aussi maigre revenu ?

Et quelle épithète appliquer aux sommes que, sur bien des points, de la France gagnent les femmes et les enfants ? Les femmes qui, dans le Morbihan, reçoivent 0 fr. 40 à 0 fr. 50 par jour ; dans la Haute-Vienne 0 fr. 50 à 1 fr. 50 ; 0 fr. 75 dans les Landes ; 0 fr. 75 à 1 fr. 50 dans les Deux-Sèvres ; 1 franc dans l'Aveyron ; 1 fr. à 1 fr. 25 à 1 fr. 50 dans l'Allier ; 1 fr. 50 à 2 fr. 50 dans l'Aude ; 1 franc à 1 fr. 25 dans la Marne ; 1 à 3 francs en Eure-et-Loire ; 1 fr. 25 à 1 fr. 50 dans le Doubs, etc... Les enfants, dont le gage annuel varie tantôt de 20 à 120 francs (Morbihan), tantôt de 100 à 250 francs (Isère), mais se trouve le plus souvent très inférieur à ce dernier chiffre ?

Si forte donc qu'ai été l'élévation du salaire agricole en ces dernières années, il apparaît ainsi qu'il y a place encore

pour des améliorations. Mieux, dans plus d'une région il y a beaucoup à faire pour le rendre convenable et, du même coup, ralentir l'exode vers les villes, augmenter la natalité, diminuer la misère.

Nous n'en sommes plus, c'est fort exact, au temps où Paul-Louis Courier, dans sa *Gazette du village* (1823), trouvait « qu'à l'assemblée de Véretz les filles étaient chères et les garçons hors de prix », parce qu'on payait les uns 200 fr. et les autres vingt-cinq écus. Il est aussi certain que les travailleurs de la campagne n'ont pas un budget aussi lourd que les travailleurs de la ville qui, d'après M. Levasseur (1), consacrent 60 à 66 0/0 de leur gain à leur nourriture, 10 à 13 0/0 à leur logement, 5 à 6 0/0 à leur éclairage et à leur chauffage : toutes charges qu'on peut esquiver en partie à la campagne. Cependant, de toute nécessité, il faut trouver le moyen d'améliorer l'état actuel des choses ; car ainsi que le disait Adam Smith, « il est équitable que ceux qui nourrissent, habillent et logent les autres aient eux-mêmes une part du produit de leur travail suffisante pour se nourrir, s'habiller et se loger tolérablement (2). »

Idéal de justice vers lequel on s'oriente, mais avec quelle lenteur ! Le patron, en effet, si riche soit-il, montre toujours quelque propension à payer la main-d'œuvre le moins cher possible. Il a à ce faire une tendance aussi naturelle que le salarié à solliciter de lui le maximum de paie. C'est

---

1. *Salaires et Salariat*.

2. Adam Smith, *Wealth of Nations*, t. I, l. I, ch. VIII, p. 80.

dans l'ordre des choses ; et quand le patron y déroge on peut, à moins qu'il ne s'agisse d'un philanthrope d'une espèce bien rare, être sûr qu'il y est poussé par la nécessité.

Telle est bien la pensée de M. le professeur Souchon qui, le 15 mars 1910, dans un discours prononcé au Musée social, affirmait que « les cultivateurs ne consentiront à leurs employés des augmentations de salaire que s'ils y sont contraints par des grèves » (1).

Prophétie vraiment bien sombre, à la réalisation de laquelle l'Italie nous fournirait peut-être un moyen d'échapper. Ce moyen, que bientôt nous étudierons plus en détail à propos du minimum de salaire, consiste à créer des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers chargées d'établir, d'un commun accord, le taux du salaire agricole. C'est ce qu'ont essayé les paysans italiens de la province de Foggia ; nous rechercherons tout à l'heure s'il y a lieu de suivre leur exemple.

### § 3. — *La protection légale des salaires agricoles*

Le salaire présente une telle importance pour l'ouvrier soit urbain, soit rural, qu'une étude le concernant serait nécessairement incomplète si elle ne s'occupait de sa protection légale. Il ne suffit pas en effet pour l'employeur

---

1. *Annales du Musée social* mai 1910, p. 143.

de promettre à son employé un certain salaire : il importe qu'il le lui donne réellement. Or, il aurait plus d'un moyen de le retenir en partie : il pourrait, ayant promis tel salaire en argent, le payer en nature avec des marchandises qui ne lui coûtent presque rien ; ou bien tromper lors du paiement (1) : ou bien payer son ouvrier en bons de marchandises échangeables chez un commerçant déterminé (2) ; ou bien prétexter des torts et malfaçons pour infliger une amende (3). Tous abus qu'il est indispensable de prévenir. Dans ce but, comme le fait la loi roumaine de 1907 (art. 36), la loi du 7 décembre 1909, applicable à l'agriculture, (4) ordonne que les salaires des ouvriers et

---

1. Conformément à la promesse qu'en avait faite le gouvernement roumain dans son manifeste du 12 mars 1907, la loi du 23 décembre 1907, pour empêcher toute tromperie de ce genre, créa des livrets ouvriers sur lesquels doivent être inscrits les salaires dûs aux travailleurs (art. 39.) De plus, afin de permettre une franche vérification, deux registres sont obligatoirement tenus à jour par l'employeur : sur le premier, celui-ci crédite et débite individuellement chaque employé ; du second il détache les quittances à souche qui prouvent le paiement (art. 71). Enfin un registre des réclamations est ouvert dans chaque mairie ; l'employé y couche au besoin sa plainte ; si celle-ci est reconnue légitime, l'employeur est condamné à une amende de 200 à 250 francs, sans préjudice de dommages-intérêts équitables (art. 88). De cette façon, il n'a pas envie de tromper son employé.

Ce procédé est un peu formaliste. Chez nous il susciterait des difficultés certaines dans les petites exploitations.

2. Cet abus est plus théorique que pratique en agriculture.

3. La XLV<sup>e</sup> loi hongroise de 1907 porte interdiction de mettre les domestiques à l'amende et de retrancher quoi que ce soit de leur gage (§ 33).

4. Les infractions à cette loi sont relevées, quand elles sont commises par les agriculteurs, par les officiers de police judiciaire (Duvergier, 1909, p. 557).

employés soient payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal. Par là, a-t-elle entendu prohiber d'une manière absolue le salaire en nature à la campagne ? Malgré toutes apparences contraires nous ne le croyons pas, et nous nous basons sur ce que la loi du 25 mars 1910 a expressément reconnu la légitimité de la pratique d'après laquelle le patron peut, quand le contrat de travail le prévoit, fournir à son employé une fraction de son salaire en logement et en nourriture. Ce que donc la loi du 7 décembre a voulu, c'est empêcher que ne soit payée en bons ou en denrées la partie du salaire promise en argent ; tel est l'avis qu'exprimait avec raison M. Chausse dans les *Questions pratiques* de 1911. (p. 25).

D'ailleurs, il paraît probable que la coutume, ici, l'emporterait sur la loi, étant donnée la difficulté qu'auraient les salariés à déposer une plainte à ce sujet contre leurs patrons, et vu surtout leur satisfaction de recevoir partie de leur dû sous cette forme commode.

Ce ne sont pas en effet des choses inutiles qu'on leur donne, ce sont des objets de première nécessité. Dans le Minervois par exemple, on paie les vigneronns en leur donnant, en sus d'un certain gage, 5 à 8 hectolitres de blé, 10 litres d'huile, 20 litres de haricots et 200 ou 400 fagots de sarments. Dans la Haute-Garonne le salaire en nature se compose de blé, de maïs, de vin, de bois, de terre. En plusieurs régions, lors du battage des blés, on rémunère les ouvriers en leur laissant prélever la dixième,

onzième ou douzième gerbe. En d'autres, pour les vendanges, on donne un ou deux litres de vin en plus du prix stipulé. Les exemples pourraient être multipliés, et partout on peut signaler que les ouvriers sont enchantés de se voir attribuer toutes ces denrées qu'ils n'ont pas à acquérir.

MM. Boettger et Maïlath (1) sont aussi d'avis que ce système offre mille avantages au salariant comme au salarié. Cela simplifie les choses, disent-ils. L'employé a besoin de certaines marchandises que l'employeur possède en surabondance. Pourquoi ne pas laisser l'un payer, avec une partie de ces marchandises, fraction de ce qu'il doit à l'autre ?

Le raisonnement est juste. Pourtant il y a des ouvriers, et en assez grand nombre, pour qui la remise d'un salaire en nature ne saurait être qu'une gêne ; et dès lors cette pratique serait aussi critiquable que celle du salaire en nature fourni à un ouvrier de l'industrie. Supposons un domestique de ferme nourri et logé par son patron ; que fera-t-il du blé ou du bois qui lui sera donné en paiement d'une partie de son gage ? Et puis il serait facile de désigner telles contrées de la France où le salaire en nature, généralement admissible, devient absolument déplorable

---

1. Comte J. Maïlath, *la Hongrie rurale*, 1909. Au contraire, la loi roumaine du 23 décembre 1907, art. 36, prescrit le paiement du salaire en argent.

parce qu'on le donne sous forme d'alcool (1). Or autant l'habitude mérite d'en être conservée quand le don en nature consiste en denrées hygiéniques et utiles, en nourriture ou même en logement, autant elle devrait être répudiée quand il s'agit d'un poison socialement dangereux comme l'alcool. Ici encore, la loi pourrait intervenir avec fruit pour protéger *expressément* l'ouvrier que ce mode de salaire incline à l'alcoolisme.

Mais y a-t-il lieu de prendre des mesures complémentaires pour assurer le paiement en lui-même auquel l'ouvrier agricole s'est acquis un droit par son travail ? Nous ne le pensons pas. Les articles 2101 et suivants du Code civil le pourvoient d'un privilège général : ils paraissent suffire à cet égard (2).

Quant à la préservation du salaire agricole contre les créanciers de l'ouvrier, très sages sont les dispositions prises par la loi du 12 janvier 1895 (3) : ce salaire n'est saisissable que pour un dixième, et cessible pour un second dixième ; un troisième peut être retenu par le patron qui a consenti à son employé certaines avances. Il n'y aurait sur ce point aucune amélioration désirable, et nous n'en voyons pas davantage en ce qui touche la prescription des gages et salaires réglée par les articles 2271 et 2272 du Code civil.

---

1. Proust, *Traité d'hygiène*. En Hongrie, la loi II de 1898 prohibe le paiement du salaire en boissons alcooliques.

2. Chausse, *Questions pratiques*, 1911.

3. Chausse, *Questions pratiques*, 1911.

Enfin, pour la protection du salaire contre les créanciers de l'employeur, autant elle a de l'importance à la ville, autant elle en est dépourvue à la campagne.

L'amélioration possible à ces divers points de vue se réduit donc à bien peu de chose.

## SECTION II

### LES SALAIRES AGRICOLES DANS L'AVENIR

#### LES RÉFORMES POSSIBLES

§ 1. — Le salaire uniforme.

§ 2. — Le salaire minimum.

#### § 1. — *Le salaire uniforme*

Véritablement étrange semble au premier abord l'idée d'uniformiser le salaire agricole. La besogne à la campagne se présente sous des aspects si variés ! Labours, semailles, moissons, battages, fenaisons, coupes de bois, récolte du maïs, des betteraves, des pommes de terre, etc... peut-on justement rémunérer d'égale manière ces travaux si complètement différents ? On a vu cependant plusieurs syndicats ouvriers, entre autres un syndicat de l'Oise (1), demander que tous les travailleurs reçoivent pour une année entière des salaires égaux ; et M. de Rocquigny, dans son ouvrage si attachant sur les *Ligues et grèves de*

---

1. Nous devons ce renseignement à M. Léon Martin, d'Ermenonville (Oise).

*paysans*, nous apprend que ce même désir s'est fait jour en Italie dans les associations qu'y ont formé les salariés de l'agriculture.

Serions-nous donc par hasard revenus au temps des spéculations chères à Louis Blanc et à quelques réformateurs utopistes ? Non pas ; le mouvement d'unification est à peine dessiné, les partisans d'un pareil système étant rares pour les raisons que nous venons de dire, et pour beaucoup d'autres encore. Il ne suffit pas en effet de constater *in genere* la variété des travaux rustiques ; il faut discerner ce qu'ils ont *in specie* de très dissemblable. Voilà par exemple un champ de blé qu'il s'agit de moissonner ; les ouvriers ne seront-ils pas les premiers à demander une rémunération variable avec le plus ou moins d'abondance des épis, avec la plus ou moins grande facilité du fauchage, avec le besoin qu'on a de leurs services, etc... ? En dehors de ces considérations, si on admet sans peine que le mauvais ouvrier soit ravi de recevoir la même paye que le bon, peut-on supposer que la réciproque soit exacte ? Serait-il logique qu'un homme se fatiguât à déployer toute son habileté et tout son zèle quand il sait par avance ne pas devoir être payé plus qu'un autre moins empressé ?

Cet argument est irréfutable du moment qu'il ne saurait être ici, par hypothèse pourrait-on dire, question de salaire à la tâche, celui-ci emportant des inégalités suivant la capacité et l'activité des travailleurs ; il en implique d'autres aussi, provenant de causes indépendantes de la volonté des ouvriers, verse des épis pour la moisson,

excès d'humidité du sol pour les labourages, plusieurs encore.

En définitive, l'uniformité du salaire est impraticable, et d'ailleurs elle serait pure injustice. Cette conclusion est celle à quoi s'arrête aussi M. de Rocquigny dans l'étude précitée, et, sincèrement, nous n'apercevons pas qu'on puisse émettre une opinion différente quand on a bien aperçu les bizarreries auxquelles conduirait l'égalisation souhaitée par quelques-uns.

Si donc le législateur prend fantaisie de s'immiscer dans la réglementation des rémunérations ouvrières, qu'il ne le fasse pas pour nous gratifier de cette déplorable réforme !

Serait-il mieux inspiré en fixant au salaire un juste minimum ? C'est ce que nous allons à présent rechercher.

## § 2. — *Le salaire minimum*

Rien de plus divers que les opinions sur ce point. Tandis que M. Chausse et M. de Philippovitch (1) se déclarent les adversaires d'une immixtion législative, d'autres auteurs s'y montrent favorables (2), et nous prendrions volontiers le parti de ces derniers s'il était bien établi que la loi ne pût avoir qu'un effet salutaire.

Malheureusement, rien n'est moins démontré. Pour

---

1. Von Philippovitch, *la Politique agraire*, p. 200.

2. Jay, *la Protection légale des travailleurs*, 2<sup>e</sup> éd., p. 308. — Passama, *loc. cit.*

nous, la fixation de salaires minima serait une source de discussions véhémentes, de haines implacables, de rébellions certaines. Jamais on ne saurait convaincre nos employeurs français qu'une loi peut justement les forcer à constituer, de concert avec leurs employés, des commissions au sein desquelles se fixeront des salaires obligatoires. Jamais, tant que subsistera l'état d'esprit qu'on leur connaît, jamais tant que vivra en eux le sentiment jaloux de leur liberté, flamme que rien ne saurait éteindre, jamais on ne pliera leurs volontés sous un joug dont la tyrannie ne ferait que les exaspérer. L'âme française est pétrie d'indépendance. Cela est tellement vrai, qu'alors que de tous les employeurs par nous consultés, pas un ne s'est montré favorable au salaire obligatoire, d'autres se le sont à eux-mêmes et délibérément imposé.

Dans une communication qu'il faisait le 24 novembre 1910 à la section agricole du Musée social, M. Duvergier de Hauranne signalait l'initiative intéressante qu'ont prise à ce sujet les membres du Syndicat forestier des propriétaires nivernais et ceux du Syndicat forestier du centre. D'un commun accord, tous deux ont fixé le prix d'exploitation des coupes à un taux assez élevé pour pouvoir, avec leurs bénéfices, gratifier les ouvriers d'un salaire minimum de 3 fr. 50 ou 4 francs par jour. Procédé ingénieux qui, s'il était généralisé, bannirait la misère des foyers laborieux. Mais voilà : ce qui est possible à un syndicat ne l'est pas à des cultivateurs isolés. Or, en dépit des progrès accomplis dans ces dernières années, on ne peut guère

prévoir le temps où le syndicalisme sera suffisamment puissant pour permettre à tous les patrons paysans de suivre cet exemple.

C'est la raison pour laquelle, après un large tribut d'éloges à nos deux syndicats, nous proclamons que leur élégant système ne saurait actuellement solutionner le problème ardu des salaires agricoles. Tout ce qu'il peut faire, c'est rendre pécuniairement meilleur le sort d'un certain nombre de travailleurs. Et cela est déjà très beau, car, malgré le mot d'Anatole France « Il ne faut pas améliorer la situation des pauvres, il faut la supprimer (1) », nous sommes d'avis qu'il est éminemment utile de procéder à cette amélioration à défaut de cette suppression. Mais notre croyance est qu'une amélioration ne doit être recherchée ni dans la fixation directe d'un minimum de salaire par l'État, ni — si séduisantes qu'elles puissent être — dans la création obligatoire de commissions patronales et ouvrières chargées d'instituer un certain salaire (2).

1<sup>o</sup> La fixation directe du salaire par l'État serait difficile en France à cause de l'extrême variabilité, selon les régions, des besoins et des facultés de chacun. De plus elle saurait malaisément ne pas être arbitraire, et répondre avec exactitude aux nécessités d'une justice considérée au point de vue du patron aussi bien qu'au point de vue de l'ouvrier.

---

1. M. France met cette parole dans la bouche d'un certain Marteau qui, dans *Edmée ou la charité bien placée*, profère plusieurs autres propositions également subversives.

2. Cf. Proposition Aldy. Ch. des dép., 9<sup>e</sup> législ.

Enfin, même si elle parvenait à être équitable, elle susciterait les protestations passionnées et formidables de tous ceux qui, employeurs ou employés, n'auraient pas été conviés à la discussion de leurs propres intérêts. Ceux-là lui feraient toujours des objections de principe.

2<sup>o</sup> Le remède, pourrait-on croire, devrait donc consister simplement à prendre l'avis de ces employeurs et de ces employés? Théoriquement, oui; pratiquement, non. Car il ne suffirait pas aux salariants et aux salariés qu'on leur demandât nécessairement un avis. Ils veulent traiter leurs affaires eux-mêmes, en toute indépendance, et sans être dirigés vers des commissions mixtes, à la façon d'un troupeau, par l'aiguillon de la loi.

Nous devons nous avouer, quant à nous, incapables d'imaginer l'effet d'un texte qui, demain, viendrait obliger les cultivateurs à composer de pareilles assemblées. Mais ce que nous nous représentons avec une grande force et une grande netteté, c'est la tournure que prendraient les débats dans ces réunions, en admettant qu'on parvint à les tenir.

Aussi, pour la tranquillité de ce pays, pour la continuation des bons rapports qui existent le plus souvent, quoi qu'on en dise, entre patrons et ouvriers agricoles, nous souhaitons que la loi ne s'avise point d'une faute irréparable en substituant sa volonté à celle de qui travaille, d'une part, de qui emploie, de l'autre.

Nous convenons que la liberté peut avoir, qu'elle a son

injustice; nous tombons d'accord avec ceux que révolte la dureté égoïste du patron qui met à profit le dénuement de son ouvrier pour lui imposer des conditions peu généreuses, à la façon dont on tire parti de la faim des assiégés pour les soumettre au caprice de l'assiégeant. Mais nous sommes hélas persuadé que la réglementation qu'on nous offre opèrerait tout au plus la substitution à un mal d'un mal pire encore.

Si la seule réflexion ne nous amenait à conclure de la sorte, il nous serait possible de voir ce qui s'est passé en Roumanie, où la loi du 23 décembre 1907 ordonnait (art. 67) l'établissement d'un salaire minimum par des commissions régionales mixtes. M. Tasca, dont l'affirmation nous a paru sur ce point réfléchie et fondée, assurait en 1910 que grande avait été la déception causée par cette mesure légale (1). Au reste, l'exemple est d'autant moins encourageant que le législateur roumain avait cru prendre toutes les précautions utiles en stipulant que le taux des salaires serait fixé d'après le prix des cinq dernières années et approuvé au besoin par le Conseil supérieur de l'agriculture.

Il s'est cependant trouvé en France des hommes éminents que n'ont pas effrayé les difficultés prévues, et qui ont fait des prosélytes même parmi les parlementaires. C'est ainsi qu'un député socialiste de la Seine, M. Vaillant,

---

1. Tasca, *les Nouvelles réformes agraires en Roumanie*. Thèse, Paris, 1910.

déposait sur le bureau de la Chambre, le 21 décembre 1906, une proposition de loi sur le salaire minimum. Il aurait voulu que des délégués agricoles cantonaux, élus par les patrons et les salariés, fixassent un certain salaire dont le taux eût été approuvé pour l'année suivante par décret du Président de la République. Mais, jugée trop subversive pour souffrir même un commencement de discussion devant le Parlement, cette proposition fut confiée aux bons soins de la Commission du travail, grâce à laquelle elle paraît dormir son dernier sommeil.

Nous ne croyons pas qu'il faille beaucoup s'en plaindre. Les salariés ont aujourd'hui tous les moyens légaux nécessaires au triomphe de leurs revendications sur ce point. A eux de les mettre en œuvre sans demander à la loi un secours dont les conséquences, ici, pourraient être funestes et redoutables.

---

## CHAPITRE VI

---

### LES ACCIDENTS AGRICOLES

§ 1. — Position de la question.

§ 2. — Ce qu'on a fait, ce qu'on voudrait faire en France.

§ 3. — Les objections ; réponses.

§ 4. — Conclusion.

#### § 1. — *Position de la question*

Dans un rapport très précis qu'il soumettait en 1909 à l'*Association pour la protection légale des travailleurs* M. le professeur Henri Capitant faisait cette remarque que les ouvriers agricoles ne trouvent actuellement pour se défendre, dans l'arsenal de notre législation, que l'arme délicate des articles 1382 et suivants du Code civil, hormis les cas restreints où ils peuvent faire usage de la loi du 30 juin 1899. « C'est que, disait le rapporteur, l'ouvrier agricole est seul, en plein air, au milieu des champs. Il est donc rare que l'accident provienne d'une faute de l'employeur (1). presque toujours il a pour cause soit un cas

---

1. Extensive en cette occasion, la jurisprudence admet que la faute de l'employeur soit une faute légère, mais admet celui-ci à prouver qu'il y a cas fortuit, force majeure ou responsabilité d'un tiers. Auclair, *Thèse*, 1909.

fortuit, soit un acte de maladresse ou d'imprudence commis par la victime. »

Est-ce cependant une raison pour écarter des bénéfices d'une assurance l'humble salarié des campagnes ? M. Capitant ne le croit pas. Comme M. David dans son rapport de 1908 sur le budget de l'Agriculture, (1) il trouve injuste qu'on refuse aux ouvriers de l'agriculture les droits reconnus à ceux du commerce et de l'industrie (2).

Quel saurait être effectivement le prétexte de cette anomalie ? Pourquoi ne pas donner aux uns ce qu'on accorde aux autres ? Pourquoi mettre, ici encore, le travailleur rural en état d'infériorité vis-à-vis des travailleurs urbains ? Pourquoi faire du risque professionnel l'apanage exclusif de ceux-ci ?

Le Conseil supérieur belge de l'agriculture paraît avoir voulu en trouver la raison dans ce fait que « le travailleur agricole ne subit pas cette atmosphère d'activité intense qui, tour à tour, exalte ou déprime, tantôt fait braver le danger, tantôt énerve l'ouvrier au point de ne lui laisser que la perception vague du péril (3) ».

De plus, dit-on quelquefois, l'agriculture n'est pas à proprement parler une industrie dangereuse. Mais cette affirmation ne peut qu'être révoquée en doute après la lecture d'une statistique de 1893, d'après laquelle il y eut en Alle-

---

1. Rapport à la Chambre des députés, p. 16.

2. Rapport à l'Association légale, 1909, p. 12.

3. Monnier, *les Accidents du travail dans l'agriculture*, 1905.

magne 31.171 accidents du travail dans l'industrie contre 27.562 dans l'agriculture.

Parmi ces derniers accidents, 2.142 ont entraîné la mort, 779 une incapacité permanente et absolue, 14.899, une incapacité permanente et partielle, 9.742 une incapacité temporaire (1).

Comme on voit, les accidents du travail en agriculture sont plus nombreux qu'on ne pourrait le supposer ; et pour les expliquer, point n'est utile de rêver d'une exaltation, d'une dépression ou d'un énervement de l'ouvrier. L'homme le plus calme du monde et le moins déprimé peut recevoir un coup de corne d'une vache ou un coup de pied d'un cheval ; portant un lourd sac de blé, il peut tomber et se blesser ; grimpant sur une échelle, il peut en faire une chute grave ; travaillant dans une sablière, il peut y trouver la mort par suite d'un éboulement fortuit ; conduisant une voiture, il peut se trouver dans l'impossibilité de maîtriser son attelage emballé et choir de son siège. Autant de risques auxquels il serait difficile de ne pas consentir l'épithète de professionnels. Dès lors posons à nouveau les questions antérieures, et demandons-nous pour quels motifs plausibles le législateur a jusqu'ici refusé aux salariés de l'agriculture l'extension d'une législation protectrice qu'ont assurée à leurs nationaux,

---

1. Lonbat, *les Accidents agricoles*.

l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, le Danemark, la Nouvelle-Zélande et même le Queensland ?

§ 2. — *Ce qu'on a fait, ce qu'on voudrait faire en France*

A la vérité deux lois sont intervenues en France, celle du 30 juin 1899, celle du 18 juillet 1907, qui donnent en partie satisfaction aux travailleurs de la terre. La plus récente a pour objet d'étendre les dispositions de la loi du 9 avril 1898 à tous les non assujettis qui en font la demande. La seconde décide que les accidents occasionnés par l'emploi d'une machine agricole mue par un moteur inanimé sont à la charge de l'exploitant de ce moteur, c'est-à-dire de l'individu ou de la collectivité qui le dirige ou le fait diriger par ses préposés. Mais outre que cette loi ne tend à réparer qu'une infime quantité d'accidents agricoles, elle entraîne des conséquences véritablement stupéfiantes. Un arbre tombe sur des ouvriers qui le coupent. Si nous supposons que ces derniers font usage d'une scie mécanique ils auront droit à une indemnité. S'ils manœuvrent au contraire la vulgaire et antique cognée, ils n'auront aucune espèce de droit à faire valoir. De plus une jurisprudence constante, exige que le plaignant ait été blessé du fait de la machine, au moment où il la conduisait ou la servait (1), ce qui restreint encore le champ d'application de la loi.

---

1. Limoges, 13 fév. 1900. — Poitiers, 12 mars 1901. — Cassation, Ch. civ., 5 février 1902. — Coutances, 25 mars 1902. — Cassation, Ch. civ., 4 août 1902. — Montauban, 22 mars 1900.

Par suite, un texte plus large s'impose. Chacun en convient, sauf peut-être les patrons, mais on ne s'entend plus quand il s'agit de déterminer exactement ce que doit dire le texte nouveau.

Dans le vœu qu'elle émettait en 1909, après audition du rapport de M. Capitant, l'association pour la protection légale des travailleurs spécifiait que le législateur devrait se contenter ou bien de créer un régime de mutuelles-assurances obligatoires (1), ou bien d'étendre purement et simplement la loi de 1898 aux accidents agricoles.

Il n'en faudrait pas davantage pour soulever les plus violentes oppositions. Contre l'idée de cette extension, en effet, s'insurgeaient en 1904 à Arras le Congrès national des syndicats agricoles ; en 1907 le Congrès d'Angers et plus récemment la commission spéciale du Congrès de Montpellier (2). Toutes opinions qu'on ne peut négliger et qu'adoptait en partie le projet gouvernemental du 5 novembre 1906. « Si la nécessité d'une intervention législative ne peut être mise en doute, écrivait dans l'exposé des motifs le rédacteur de ce projet, il apparaît que l'extension pure et simple à l'agriculture des dispositions de la loi du 9 avril 1898 serait particulièrement difficile et d'ailleurs actuellement trop lourde pour la plupart des exploitations

---

1. C'est aussi de l'avis de M. Chausse, *loc. cit.*

2. Dans le même sens, Mirman, *Exposé des motifs de sa proposition de loi de 1900*. Selon lui, la loi de 1898 ne s'applique qu'aux salariés, et, dans l'agriculture, il y aurait lieu de tenir compte de ce fait qu'un accident peut atteindre non seulement un salarié, mais un voisin complaisant ou un parent non salarié de l'exploitant.

agricoles que tous les pouvoirs publics ont le juste et commun souci de ménager. On ne peut dès lors demander une solution satisfaisante qu'à une adaptation de la loi du 9 avril 1898 à la situation spéciale de l'agriculture. Il est certain, par exemple, qu'il y aurait, dans cette adaptation particulière, à tenir compte des conditions propres au travail agricole, soit au point de vue de l'étendue de l'assujettissement (les petites entreprises visées au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 avril 1898 formant le plus grand nombre des exploitations agricoles), soit au point de vue de la détermination des responsabilités dans l'hypothèse fréquente du fermage ou du métayage, soit au point de vue de la fixation des indemnités en l'absence de salaires réguliers et facilement déterminables. Les difficultés spéciales de la preuve de l'accident dans des travaux qui sont souvent isolés et dispersés, la nécessité d'établir sur d'autres bases que celle de la loi du 9 avril 1898 l'alimentation du fonds prévu à l'article 25 de ladite loi pour les exploitations agricoles, puisqu'elles ne sont point soumises à la contribution des patentes, l'opportunité, pour rendre l'assurance plus facile et moins coûteuse, de la rapprocher des intéressés et de ménager, à côté des organismes d'assurance de la loi générale, l'intervention de mutualités locales de constitution simple et de fonctionnement aisé doivent également, à des degrés divers, attirer et retenir l'attention. »

Plus radical, M. Paul Beauregard présentait à la Chambre

des députés, le 24 octobre 1907, une proposition de loi dont le fondement était l'absence complète de référence à la loi de 1898. « A une situation spéciale doit correspondre une loi spéciale », disait-il à la page 5 de son exposé des motifs. Paroles que M. Descours-Desacres approuvait avec force dans le préambule de son avant projet de loi sur la responsabilité en matière d'accidents agricoles.

En fait, la solution la meilleure paraît être celle du projet de 1906 : prendre dans la loi de 1898 tout ce qui peut convenir aux exploitations rurales, en écarter tout ce qui est incompatible avec leur nature particulière. On ferait ainsi une œuvre de justice qu'en son rapport de 1907, M. Chauvin appelait de ses vœux, et on ferait une œuvre saine et viable qui serait en heureuse harmonie avec les nécessités de l'agriculture.

### § 3. — *Les objections ; réponses*

Une objection très souvent mise en avant par les adversaires de la protection des ouvriers en matière d'accidents agricoles est celle du fardeau que l'assurance imposerait aux patrons. Après l'avoir longuement discutée, la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre n'a pas cru devoir s'y arrêter. « Il lui est apparu, écrit à ce sujet M. Chauvin, que quelle que soit la charge imposée à une entreprise par la réparation des accidents qu'elle occasionne, il faut cependant choisir entre cette charge et

l'injustice socialement mauvaise de la non réparation des accidents du travail. »

D'ailleurs la question se pose de savoir si nous ne nous trouvons pas en face de l'éternelle critique d'ordre financier qu'ont toujours élevée les employeurs quand il s'est agi de faire quelque réforme en faveur de leurs employés ? Et à cette question nous faisons une réponse affirmative. Critique des patrons lors des lois de 1841, 1848, 1874, 1892, 1900 et 1905 sur la limitation de la journée ouvrable ; critique lors des lois de 1893 et 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs ; critique lors de la loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes ; critiques analogues en Angleterre ; critiques en Prusse ; critiques en Suisse, critiques partout, critiques toujours.

Que cette objection donc ne mérite pas d'être prise en considération dans son intégralité rigoureuse, c'est ce qui est pour le moins possible ; mais il en est une autre extrêmement exacte et contre laquelle on s'épuiserait en vain : c'est celle des patrons qui prévoient que l'assurance des ouvriers agricoles augmentera dans une certaine proportion le nombre des accidents (1). L'employé, M. Henri Capitant le disait tout à l'heure, se trouve souvent seul dans les champs ; comment le surveiller d'assez près pour

---

1. Cf. Auclair, *op. cit.*, p. 130. On base cette affirmation sur les chiffres des statistiques allemandes antérieures et postérieures à l'assurance obligatoire. Ces statistiques montrent que le nombre des accidents, qui était de 5.102 en 1888 était de 42.296 en 1891 et de 91.099 en 1896. Mais il faut noter que, par crainte des pénalités, on déclare les accidents les plus bénins.

acquérir la certitude que sa blessure provient bien d'un cas fortuit ? Assurément ce serait insulter à l'honnêteté de nombreux travailleurs que de les soupçonner tous, par suite d'une généralisation odieuse. Mais il faut convenir que, parmi eux, comme parmi les autres, il y a des gens sans conscience, capables de se mutiler pour toucher une pension. Et pour savoir jusqu'où peut aller chez certains la simulation, il n'y aurait qu'à se reporter à la jurisprudence des accidents du travail.

Dès à présent on peut donc concevoir qu'une fois la loi sur les accidents agricoles votée, de probes employeurs seront contraints de verser une rente à des employés pervers. Et pourtant le mal est sans remède, l'impasse sans issue. Qu'on mette, avec présomption d'accident, la preuve de la fraude à la charge du patron, celui-ci sera presque toujours dans l'impossibilité d'établir qu'il est trompé. Qu'au contraire on mette, avec présomption de fraude, la preuve de l'accident à la charge du salarié, celui-ci ne pourra que très rarement se disculper.

Imaginons un domestique qui entre dans une étable pour panser des bœufs. Peu après il appelle au secours, on s'empresse, on le trouve étendu sur la litière, une jambe brisée. Par quel procédé certain établir qu'il n'a pas agacé volontairement un bœuf dans l'intention de se faire blesser ? Pareilles indignités se sont vues déjà ; ce ne sont point des nouveautés. On a cité jadis ce cavalier qui, désireux d'être réformé du service militaire, eut l'abominable héroïsme de se trancher un doigt à coup d'étrille, puis de

barbouiller de sang les lèvres de son cheval, afin qu'on crût que celui-ci l'avait mordu. Pourquoi ne pas prévoir que de tels « accidents » pourraient survenir à des hommes de ce genre ?

Il est vrai. Mais les partisans de l'intervention légale répondent avec raison qu'il ne se trouvera pas tous les jours des individus à la fois assez courageux et assez malhonnêtes pour affronter de propos délibéré la douleur ou la mort. Agacer un bœuf n'est pas difficile, mais mesurer la gravité des blessures qu'il vous fera n'est pas aussi commode. Et qui prévoira la simple possibilité d'un coup mortel se gardera de tenter le sort.

Aussi bien, dans les régions où l'assurance existe, n'a-t-on jamais entendu dire que les accidents intentionnels eussent une fréquence redoutable. Voici les bûcherons du Centre, que les adjudicataires des forêts de l'État assurent depuis quelque temps contre les risques de leur profession (1). En est-il qui se soient blessés volontairement ? Et les patrons isolés qui se sont soumis à la loi de 1898 depuis 1907 ont-ils eu l'occasion de constater chez eux une étonnante série d'accidents ?

#### § 4. — *Conclusion*

Aussi verrions-nous sans émoi aboutir l'un des nombreux projets qu'on a élaborés sur la question, avec réserve

---

1. Duvergier de Hauranne, *Communication au Musée social*, 24 novembre 1910.

formelle toutefois que les garanties les plus solides seront également accordées à l'employeur contre l'employé et à l'employé contre l'employeur ; que pour l'un comme pour l'autre on autorisera la preuve de l'accident ou de la fraude par tous les moyens légitimes ; qu'enfin le fardeau pécuniaire qui pèsera sur le patron sera réduit à son minimum, et apprécié par les tribunaux en raison de la situation de fortune de l'employeur autant qu'en raison de l'incapacité et des besoins de l'employé.

De cette façon, croyons-nous, on donnerait à ce dernier la juste réforme qu'il sollicite pour améliorer sa condition au cas d'accident, et on ne grèverait pas le patronat d'une charge aussi considérable que certains veulent bien le dire.

---

## CHAPITRE VII

---

### LES OUVRIERS ÉTRANGERS

§ 1. — La loi danoise du 21 août 1908.

§ 2. — Appréciation de son économie.

§ 3. — Conclusion.

#### § 1. — *La loi danoise du 21 août 1908*

Il est une catégorie d'ouvriers agricoles auxquels il convient d'assurer une protection particulière : ce sont les ouvriers étrangers, que des employeurs peu scrupuleux pourraient aisément tromper lors de la rédaction ou de l'interprétation du contrat. La loi danoise du 21 août 1908 s'est imposée vis-à-vis d'eux un rôle tutélaire des plus remarquables. Elle n'a pas voulu qu'on profitât de la difficulté des étrangers à comprendre une langue pour les abuser, ni qu'on tirât parti contre eux de leur dénuement et de leur hâte de trouver de l'ouvrage. Aussi a-t-elle décidé que dans les quinze jours de leur arrivée, les salariés étrangers doivent être pourvus par leur patron d'un contrat rédigé conformément à certaines formules officielles et dressé en double exemplaire. Une amende de 5 à 100 cou-

ronnes sanctionne cette obligation de l'employeur. Mais il y a plus : pour éviter que celui-ci ne mésuse des avantages à lui conférés par une connaissance assez approfondie de sa langue maternelle, on a décidé que les honoraires des interprètes dont un ouvrier méfiant pourrait avoir besoin, ne pourront jamais être mis à la charge de ce dernier. Ce sera tantôt l'employeur qui les paiera, et tantôt l'État.

Les contrats doivent stipuler le taux du salaire, la durée du travail, les jours de repos, les arrangements intervenus à propos des frais de voyage. Ils ne doivent contenir — prohibition que certains disent abusive — ni clauses pénales, ni prévision d'amendes pour négligence, inconduite ou malfaçons.

En cas de litige entre patrons et ouvriers, c'est le chef de la police locale qui joue le rôle de conciliateur, si on l'en prie. Le juge peut être saisi et prononcer la rupture des engagements.

L'employeur qui, tablant sur l'hésitation d'un étranger à le poursuivre en justice, se permettrait de frapper son subordonné, doit être puni d'une amende de 5 à 100 couronnes.

Pour le logement des ouvriers immigrés, nous verrons les prescriptions très minutieuses qu'a édictées la loi danoise de 1908. Elle a entendu remédier de la sorte aux scandales qui naissaient, autrefois (comme aujourd'hui en Saxe) de l'empilement des travailleurs des deux sexes en d'étroits baraquements sombres et sales. Désormais, chaque

ménage doit avoir sa chambre et son lit. Les personnes non mariées doivent être réparties, selon leur sexe, en deux dortoirs. Les habitations, aux murs étanches, sont pourvues de fenêtres, de parquets, d'eau potable. Le propriétaire a le devoir de les tenir dans un état constant de propreté, et de les aérer chaque jour.

Si un ouvrier étranger tombe malade, l'employeur doit lui fournir des soins immédiats et payer médecin, pharmacien, transport et hôpital, sauf si la maladie est imputable à l'inconduite de l'ouvrier.

Enfin quand l'ouvrier s'en va, ou antérieurement si telles sont les conventions, le patron est obligé d'inscrire sur son livret de salaires le détail de chaque règlement de compte, fourni dans sa propre langue et dans celle de l'employé.

## § 2. — *Appréciation de son économie*

Voilà l'économie générale d'une loi toute moderne, dont M. D. Warnotte a fourni aux *Questions pratiques* de 1908 (p. 289) une analyse excessivement consciencieuse.

Pareille législation ne peut manquer d'attirer les regards. Elle répond en effet, avec une hardiesse pondérée, aux besoins de toutes les nations qui recourent à la main-d'œuvre étrangère : et c'est le cas de beaucoup. La France occupe 45.000 Belges, 6.000 Polonais, et des Italiens, et des Espagnols, et des Suisses, et des Luxembourgeois, et des

Kabyles (1). La Roumanie emploie des Serbes et des Bulgares. L'Allemagne, lors des gros travaux, appelle à son aide des Polonais. En Hongrie on loue les bras des Bulgares et des montagnards Slovasques (2). Tous étrangers dont il serait bon d'améliorer la condition souvent précaire par des mesures analogues à celles qui sont en honneur au Danemark.

Certes la plupart d'entre eux, comme le dit Augé-Laribé, sont habitués à la misère. Le plus souvent ils n'émigrent pas pour d'autres raisons qu'une détresse cruelle, totale, pitoyable. Afin de gagner davantage à l'étranger, ils s'astreignent à une existence héroïque de travail et de privations. Ils se nourrissent de lard, de pommes de terre, de harengs saurs, s'entassent pêle-mêle dans de mauvais logements avec cette résignation poignante qui est le lot des personnes réduites à la dernière extrémité. Mais n'est-ce pas dans ce sacrifice même, dans cette abnégation de gens acculés qui veulent vivre coûte que coûte, n'est-ce pas là qu'on pourrait trouver la plus légitime raison d'intervenir ? Veiller à ce qu'à la suite de nos propres nationaux ceux des pays étrangers ne soient trompés ni sur ce qu'on leur doit ni sur ce qu'ils doivent ; leur donner toutes les facilités possibles pour qu'aucune main sacrilège ne retienne la plus humble parcelle du pécule qu'ils se sont acquis ;

---

1. Cf. Souchon, *Conférence au Musée social*, 13 mars 1910.

2. Gonnard, *la Hongrie au xx<sup>e</sup> siècle*.

leur assurer un logement digne de leur qualité d'hommes, sans imposer pour cela à l'employeur les raffinements qu'on exige au Danemark; faire cela, même à charge de revanche par les pays dont nous protégerions les ressortissants, ne serait-il pas tout à fait heureux ou seulement humain?

Certains l'ont si parfaitement compris qu'ils n'embauchent leurs nationaux qu'à bon escient, lorsque toutes garanties peuvent leur être offertes à l'étranger. C'est ainsi que la Société polonaise d'émigration contrainst les employeurs français à signer une convention stipulant les jours de repos qui seront accordés aux ouvriers polonais, la durée de leur travail (1), le taux de leur salaire (2), les vivres à leur fournir (3), les cas de rupture du contrat (4) et les amendes possibles (5). De cette façon les chances de contestations sont réduites au minimum, et l'ouvrier étranger se trouve protégé d'une façon efficace (6).

---

1. Douze heures en hiver, seize en été, avec une demi-heure de repos pour le déjeuner, une heure pour le diner.

2. Un franc cinquante centimes en temps normal; 2 francs lors des moissons et fenaçons.

3. Sept cent cinquante grammes de lard, 0 kgr. 750 de viande fraîche, 1 kilo de farine ou de riz, 5 kilos de pain, 12 kg. 500 de pommes de terre, 7 litres de lait et 3 litres et demi de vin par semaine et par personne.

4. Le contrat se rompt au cas où l'ouvrier frappe ou insulte son patron, le vole, malmène ses animaux, incite ses camarades à la résistance; pour l'ouvrière en outre, au cas où, n'étant pas mariée, elle devient grosse. Du côté de l'employé si l'employeur ne le paye pas ou se conduit immoralement à son égard.

5. Amende de 6 fr. 60 si l'ouvrier cesse de travailler, s'enivre, contrevient aux règlements domestiques

6. Cf. Hitier, *Revue d'économie politique*, 1911, p. 90.

Cette protection par le moyen du contrat est si véritablement utile que c'est à elle qu'on a tout de suite songé en Angleterre quand il s'est agi de défendre les sujets britanniques engagés dans les exploitations agricoles du Chili. Ils y étaient en effet exposés à certains abus. Le gouvernement de Georges V mit ordre à cela, au mois de mai 1910, en décidant qu'aucun Anglais ne pourrait s'embaucher au Chili si son contrat d'embauchage n'était signé par devant le consul de Grande-Bretagne à Valparaiso.

### § 3. — *Conclusion*

Espérons donc qu'un texte saura donner aux salariés étrangers les garanties auxquelles ils ont droit à leur double titre d'étrangers et de travailleurs souvent malheureux.

Cette mesure, nous ne l'ignorons pas, sera plus ou moins bien accueillie non tant par les patrons que par les ouvriers français, au regard de qui les immigrés sont des concurrents et des fâcheux. Mais la justice ne doit pas s'arrêter à de si basses considérations. Elle doit s'imposer non pour faire plaisir à tels ou tels, mais parce qu'elle est la justice. Il est très certain que l'emploi d'étrangers peu exigeants sous le rapport du salaire et du confort influe sur le taux des rémunérations agricoles françaises. Cependant nous n'apercevons aucun procédé légitime pour empêcher nos agriculteurs d'avoir recours à qui bon leur semble. Ils se croient déjà forcés de prendre mille précautions à l'égard

des journaliers ou domestiques français ; ils leur expliquent à chaque occasion (1) qu'ils ne font appel à la main-d'œuvre étrangère que parce qu'ils ne trouvent pas en France un nombre suffisant d'employés. Et on pourrait vraiment croire que le mécontentement de certains nationaux n'a pas été sans influence sur le législateur qui adoptait en 1910 un projet de loi frappant d'un impôt les salariants faisant emploi d'ouvriers étrangers (2). Pourtant, si contraire aux intérêts des travailleurs manuels que soient dans certains cas l'usage des machines agricoles ; si contraire que leur soit l'extention des pâturages, on n'a jamais songé, que nous sachions, à prohiber l'emploi des faucheuses et l'accroissement des herbages (3). Ce serait un mode d'amélioration complètement artificiel et critiquable.

Il n'y a donc pas lieu de prendre en considération les objections qui pourraient être élevées contre les mesures protectrices que nous avons signalées, car, loin de créer privilèges ou anomalies, elles ne feraient que respecter les données les plus élémentaires de l'équité.

---

1. Rapport Brandin à la Société nationale d'agriculture.

2. *Tribune parlementaire* du 14 janvier 1910, Ch. des députés.

3. Il convient cependant de noter qu'en Allemagne on a demandé la suppression des machines à battre, à cause de leur danger et surtout à cause du travail qu'elles enlèvent, sans profit pour la production nationale, à une quantité de travailleurs qui, de leur fait, sont obligés l'hiver au chômage. C'est en effet durant la mauvaise saison qu'on battait autrefois les céréales avec les fléaux.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

### D'AUTRES AMÉLIORATIONS POSSIBLES ET DÉSIRABLES

---

#### CHAPITRE PREMIER

---

##### CHÔMAGE ET PLACEMENT DES OUVRIERS AGRICOLES

- § 1. — Le chômage.
- § 2. — Les remèdes.
- § 3. — Le placement.

##### § 1. — *Le chômage.*

« De tous les risques, le plus fréquent et par là même le plus grave pour le salarié, c'est le chômage, c'est-à-dire l'interruption de travail par suite du renvoi de l'ouvrier et de la difficulté pour lui de s'embaucher ailleurs. »

Ces trop justes paroles de M. le professeur Gide (1) soulignent avec simplicité le mal redoutable qui sévit dans les

---

1. *Principes d'économie politique*, p. 593.

diverses industries, mais dans l'industrie agricole particulièrement peut-être, puisque les travailleurs les plus intrépides doivent y compter, nous l'avons dit, avec le mauvais temps comme avec les nécessités saisonnières (1).

Au domestique loué à l'année, peu importent l'hiver ou la pluie: même s'il ne peut pas travailler on le paye avec ponctualité. Son chômage n'est qu'un repos. Mais l'ouvrier proprement dit, celui qu'on occupe à la journée, n'est rémunéré qu'en tant qu'il travaille. Or, quel patron stupide s'aviserait de louer des bras quand il pleut, quand il neige, quand il grêle, quand, en somme, il n'en a pas besoin ou ne saurait les employer? Alors s'ouvre pour le journalier, plus ou moins longue, plus ou moins funeste, la période du chômage.

Celle-ci parfois surgit avec une soudaineté qui ne la rend que plus terrible. Nous n'avons point perdu quant à nous le souvenir de la détresse où se trouvèrent brutalement jetés, en 1909, les ouvriers bretons venus en Beauce pour la moisson et que personne ne pouvait employer parce que, mal renseignés, ils étaient arrivés plus de huit jours avant la pleine maturité du froment. Six cents d'entre

---

1. Il ne faut pas oublier que le chômage peut être dû à la maladie. Dans ce cas l'Allemagne décrète l'assurance obligatoire, ce qui permet à l'assuré de se soigner sans avoir la lancinante pensée de la détresse ou son inaction plonge sa famille. Chez nous, il existe des sociétés d'assurances facultatives, des sociétés mutuelles auxquelles l'État donne une subvention de 0 fr. 50 par membre, non comptée la bonification à 4.50 o/o des fonds versés à la Caisse des dépôts et consignations.

eux durent être rapatriés, leur mince pécule encore diminué des frais d'un voyage inutile.

Par cet exemple on voit quelle prévoyance doit être celle des ouvriers agricoles dont la paye n'offre aucune fixité. Trouvant un jour du travail, ils peuvent rester ensuite plusieurs journées sans pouvoir s'employer, et il leur faut alors vivre sur leurs économies antérieures. Prodiges ou débauchés, quelle serait leur misère ! Rangés et sérieux, ils ont déjà de la peine, trop souvent, à vivre et à faire vivre les leurs ! En plusieurs régions de la France ce n'est que par des prodiges d'ordre et de rigoureuse sobriété qu'en temps habituel une famille peut subsister. Que se passe-t-il dans la saison d'hiver et durant les chômages prolongés qui surviennent parfois à l'improviste ? Car en beaucoup d'endroits la cessation fortuite ou normale du travail agricole se chiffre par un nombre de jours assez considérable. A la suite de l'enquête à laquelle il s'est livré, M. Compère-Morel a su que la moyenne des journées de chômage en France est de 90, mais qu'il y a des départements, tel celui des Basses-Alpes, où elle atteint 200 et même 300 jours tandis que dans d'autres elle s'abaisse à 115 et même à 65, dimanches compris. Dans l'Ain elle est de 110 jours ; dans l'Aisne de 90 ; dans l'Allier de 75 ; dans l'Aveyron de 130 ; dans les Alpes-Maritimes de 115 ; dans les Pyrénées-Orientales de 185 ; dans le Morbihan de 65. D'où une réduction proportionnelle des salaires que nous avons indiqués (*supra*, p. 79 et suiv.).

De son côté, le 28 avril 1907, exposant dans *le Socialiste*

le résultat des statistiques de 1901, M. Groussier posait en fait que, chaque année, 47.176 salariés de l'agriculture subissent un chômage involontaire de durée variable, qui atteint 1,6 0/0 des ouvriers agricoles et 1,7 0/0 des bûcherons.

## § 2. — *Les remèdes.*

Là contre quelles mesures prendre ? Voilà ce qu'il est délicat de déterminer. Première mesure, les ouvriers pourraient avoir recours à l'assurance facultative ou à l'assurance obligatoire. C'est ce que M. Colliard eût vivement souhaité (1). Il a déposé dans ce sens une proposition de loi dont le but est la création d'une Caisse nationale de chômage, qui donnerait des secours à toutes les organisations syndicales, ouvrières et agricoles, luttant contre le chômage. Mais ce projet légèrement exigü, qui laissait en dehors de ces cadres l'immense légion des non syndiqués, n'a pas reçu un accueil favorable.

Au demeurant, dès 1903, une assemblée dont on ne peut nier la compétence, nous voulons parler du Conseil supérieur du travail, s'était prononcée d'une manière très ferme contre l'institution d'une caisse nationale ainsi destinée à remédier au chômage.

Convient-il donc de faire crédit aux caisses d'assurances facultatives et particulières ? Voilà qui n'est pas cer-

---

1. Paul Dupont, *l'Assurance contre le chômage*, 1908.

tain. Quelques-unes ont valu à leurs créateurs les plus graves mécomptes, pour cette raison surtout que les fonds n'en peuvent être suffisants que moyennant un sacrifice pécuniaire hors de proportion avec les facultés des affiliés.

C'est pourquoi, dans certains endroits, les ouvriers agricoles trouvent plus simple et plus sûr de demander du travail à l'industrie pendant la saison d'hiver. MM. de Lavergne et Paul Henry (1) citent en exemple les ouvriers du Jura, qui s'emploient dans les fabriques de montres et d'horloges quand les champs n'ont plus de travail à leur fournir ; les ouvrières des pays du Nord et du Centre, qui font de la dentelle pendant la morte-saison ; les journaliers de l'Est, qui font de la vannerie.

Parmi les personnes qui ont été les plus ingénieuses dans leur plan de lutte contre le chômage, il est indispensable de citer M. Pavlovsky, dont *les Annales du Musée social* ont mentionné, en 1906, une conférence des plus hardies : « Les chômages des ouvriers de la campagne, disait-il, constituent une sérieuse préoccupation dans bien des régions de la France. On a cherché divers moyens d'en atténuer les effets, sans y arriver toujours. Or, en profitant de la différence des saisons entre l'Europe et l'Amérique du Sud, principalement la République Argentine, qui, par son climat et ses cultures, se rapproche davantage de l'Europe, on pourrait arriver, peut-être, à supprimer complètement les chômages. En effet, tandis que la

---

1. *Le Chômage, causes, conséquences, remèdes*, 1910, p. 102.

morte-saison commence en France à partir du mois d'octobre, dans la République Argentine les récoltes de blé et de lin commencent dès les premiers jours de novembre, d'abord au nord, puis au centre, ensuite dans le sud. Plus tard vient la récolte du maïs. De cette façon l'ouvrier européen trouve un travail rémunérateur pendant toute la durée de l'hiver. Au printemps il peut être de retour en rapportant avec lui les économies réalisées, qui peuvent varier, tous frais déduits, de 300 à 500 francs par personne. »

Nul ne pourrait manquer de saisir l'intérêt qui s'attache aux propos et aux suggestions de M. Pavlovsky ; mais chacun reconnaîtra les difficultés de leur mise en pratique, et devinera l'effarement de nos ouvriers agricoles quand on les leur soumettra. Naviguer toute leur vie entre la France et l'Amérique ! cela leur paraîtrait une extravagance. Et de fait le moyen n'est pas de ceux dont on peut vanter la simplicité.

Mieux vaudrait pour les patrons et les ouvriers se grouper en associations mixtes, les premiers s'engageant à employer les seconds dans des conditions déterminées. C'est ce qui se passe dans le Midi où, moyennant une diminution de 1 franc sur le salaire normal, les employeurs associés doivent faire travailler successivement les ouvriers affiliés à raison d'un par 10 hectares (1). Cette organisa-

---

1. Bouffet Communication au Musée social, 24 nov. 1910. Dans les premiers jours de mai 1911, deux syndicats agricoles de l'Hérault prétendirent remédier d'une façon plus pittoresque du chômage de

tion, digne de toutes nos louanges, n'a pas eu seulement le mérite d'écarter des humbles foyers le fantôme du chômage : elle est encore parvenue à retenir aux champs la main-d'œuvre salariée, si bien que partout où elle existe on trouve des ouvriers en quantité suffisante.

L'État serait donc bien inspiré en ne refusant pas à de telles organisations son appui financier. Il permettrait ainsi leur développement et contribuerait par suite à améliorer la situation de nombreuses familles ouvrières.

Mais faudrait-il qu'il allât plus loin et s'engageât à procurer du travail aux chômeurs de l'agriculture, comme l'Italie se propose de le faire, en les employant aux grands travaux publics ? Nous ne le pensons pas. 1848, sur ce point, sera toujours pour nous la plus magistrale des leçons. Eviter le chômage, soit ; mais pas en tentant de nouveau la triste expérience des ateliers nationaux ! Car ce serait eux, par le fait, qui renaîtraient ainsi de leurs cendres. La seconde République n'avait pas fait autre chose que promettre du travail à qui en manquerait. Et on sait les résultats terribles de cet engagement. Point n'est donc utile de le renouveler. Mieux vaut consentir les subventions dont nous parlions tout à l'heure, et songer à lutter autant que possible contre le chômage par le moyen de sérieuses institutions de placement.

---

leurs affiliés : ils leurs donnèrent l'ordre de travailler de force dans les domaines où on ne les employait pas. Il fallut requérir la gendarmerie pour les faire déguerpir des domaines dans lesquels ils s'étaient ainsi introduits.

### § 3. — *Le placement*

De nos jours, les modes de placement des ouvriers agricoles sont encore extrêmement rudimentaires. On n'a pas fait beaucoup de progrès depuis le temps de Paul-Louis Courier (*Supra*, p. 83). Qu'on ouvre certains journaux, on y verra qu'en plus d'un endroit la coutume persiste de louer les domestiques à jour fixe sur la place publique (1), véritables foires qui choquent nos esprits modernes.

Quant aux ouvriers agricoles, ou bien ils vont d'eux-mêmes trouver l'employeur, ou bien c'est ce dernier qui les fait retenir, après s'être le plus souvent enquis à droite et à gauche des ouvriers qui cherchent un emploi. Incommodité pour les deux parties. Aussi les Hongrois ont-ils eu la bonne idée de créer en 1899 des médiateurs officiels qui, dans chaque commune, à l'exception de deux comitats, tiennent registre de tous les ouvriers en quête de patrons, et de tous les patrons en quête d'ouvriers. De cette institution, ou d'une institution similaire, le besoin se fait tellement sentir que la Société d'agriculture de France a pris l'initiative d'un *Syndicat français de la main-d'œuvre* dont le but est de faciliter le placement des tra-

---

1. *Dimanche prochain aura lieu à Sourcieux-sur-l'Arbresle l'assemblée annuelle pour la louée des domestiques des deux sexes. L'assemblée aura lieu sur la place de l'église.* Tel est l'avis que publiaient en juin 1910, et que doivent publier chaque année les journaux de la région lyonnaise.

vailleurs (1). Nombreux aussi sont les membres des comices agricoles que ces derniers tâchent de placer ; des registres sont tenus à cet effet au siège des bureaux, et les intéressés viennent en prendre connaissance aux jours dits.

C'est de cette manière qu'agissent les ligues italiennes pour placer leurs affiliés, avec cette différence que les embauchages ont lieu d'office, sans que les ouvriers soient aucunement consultés (2).

Il serait souhaitable que, conformément à l'article 4 de la loi du 14 mars 1904 sur le placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, un registre fût tenu dans chaque mairie (3), sur lequel on inscrirait à la requête des intéressés les offres et les demandes de travail. Le moyen ne serait pas coûteux, il aurait cet avantage d'être simple et pratique (4). Pour plus de commodité même, les demandes de renseignements et d'inscription pourraient être envoyées par correspondance. De cette façon on créerait à bon compte ce que le Parlement italien projetait le 28 novembre 1907 d'établir à grands frais (5), et ce qu'ont institué sous des formes diffé-

---

1. Henry Girard, *la Réforme sociale*, 1<sup>er</sup> avril 1911.

2. Rocquigny, *loc. cit.*, p. 26.

3. Les registres prévus par la loi de 1904 ne sont obligatoires que dans les communes qui ont plus de 10.000 habitants.

4. C'est ainsi que la *Section des ouvriers agricoles* au ministère hongrois de l'Agriculture tient double liste des ouvriers en quête de travail et des patrons en quête d'ouvriers. On n'a qu'à lui demander des adresses d'employeurs ou d'employés.

5. Projet de loi relatif à la création des bureaux interrégionaux de placement pour les ouvriers agricoles.

rentes l'Autriche, le Canada et plusieurs États de l'Allemagne.

L'amélioration serait plus complète encore si les registres communaux devaient faire mention sommaire du passé de l'ouvrier, surtout quand il s'agit de domestiques, afin que l'employeur sache qui on lui propose. Ce passé serait connu par la simple lecture d'un livret individuel où chaque patron devrait inscrire toutes mentions utiles. Ce serait une garantie tacite de moralité, analogue à celle qu'exige des ouvriers dont il veut bien s'occuper le *Syndicat français de la main-d'œuvre*. Le système fonctionne dans le royaume de Roumanie, où il semble donner d'excellents résultats. Pourquoi ne l'acclimaterait-on pas en France ? Les bons ouvriers seraient les derniers à s'en plaindre et les mauvais auraient tout avantage à devenir meilleurs, sous peine de ne pas trouver facilement du travail (1).

Nous pensons donc que la loi consentirait une heureuse amélioration aux patrons comme aux ouvriers agricoles en créant ces livrets individuels de travail, en instituant un service communal de placement et en subventionnant les sociétés mixtes qui se donnent pour but la suppression du chômage ouvrier.

---

1. Baudrillart, en 1885, rapportait dans son *Enquête rurale* que plusieurs patrons réclamaient l'institution obligatoire de ces livrets. Divers conseils généraux, ceux du Calvados et de la Seine-Inférieure entre autres, ont plusieurs fois émis le vœu que cette institution fût légalement créée.

## CHAPITRE II

---

### LES CONTRATS AGRICOLES

- § 1. — Les clauses contractuelles en France et à l'étranger.
- § 2. — Faut-il, grâce à elles, améliorer nos contrats ?
- § 3. — Forme des contrats agricoles.
- § 4. — Le contrat collectif.
- § 5. — Les tribunaux d'agriculture (prud'homme agricole).
- § 6. — Conclusion.

#### § 1. — *Les clauses contractuelles en France et à l'étranger*

Quand la loi danoise du 21 août 1908 eut prescrit pour les employeurs d'ouvriers étrangers l'adoption de contrats-types obligatoires, la Société royale d'Agriculture fut unanime à protester contre « l'ingérence gouvernementale dans des affaires d'ordre privé ».

Il est de fait que le contrat par lequel une personne s'engage moyennant salaire à travailler pour le compte d'une autre est une convention qui devrait avoir comme principe la liberté la plus absolue. Pourtant il est des pays où on l'a réglementé étroitement. Chez nous même,

l'article 1780 du Code civil déclare qu'aucune personne n'a la faculté de louer ses services en se privant pour toujours du droit de recouvrer son indépendance ; il stipule, en outre, que les parties ne peuvent pas renoncer par anticipation à leur droit de se demander un jour si besoin des dommages-intérêts. Mais qu'est-ce que cette réglementation à côté de celle que se sont en ces dernières années imposée la Hongrie et la Roumanie ? Dans ces deux royaumes, salaire, nourriture, durée du travail, exécution et résiliation des contrats, tout a été prévu par de minutieux législateurs dont le désir était de soustraire également le patron et l'ouvrier aux surprises comme aux difficultés d'une situation mal définie. Et de cette intervention propice tout le monde a bénéficié : l'employeur dont les obligations sont nettement connues, l'employé dont les droits sont déterminés avec une clarté qui ne permet pas beaucoup de contestations.

a) Pour le salaire, la loi roumaine de 1908 fixe le prix minimum des différents travaux agricoles et ordonne de l'insérer dans les contrats. En France, c'est aux parties à débattre le salaire comme elles l'entendent.

b) Pour la nourriture, la loi roumaine de 1907 (art. 45) exige qu'elle soit de bonne qualité et servie en quantité suffisante. A cet effet les contrats doivent spécifier le nombre des plats qui seront offerts chaque jour aux salariés, et la ration précise à laquelle chacun aura droit. En Hongrie, les contrats doivent fixer en argent la valeur de la nourriture, ce qui est un moyen détourné d'assurer à

celle-ci une certaine qualité. Nous verrons qu'en France il n'existe aucune mesure de ce genre.

c) De la durée quotidienne du travail, la loi II de 1898 s'occupe spécialement pour la Hongrie (§ 49). Au Danemark, la loi du 21 août 1908 porte que les contrats des ouvriers étrangers doivent expressément la fixer. En Lithuanie et en Mazovie, ce sont aussi les contrats qui la déterminent. Chez nous, au contraire, sauf pour les immigrés polonais, il n'en va que très rarement de la sorte. Et certains de nos ouvriers, au dire de M. Augé-Laribé, se voient par suite dans la triste obligation de protester par un muet sabotage de leur besogne contre l'excès de travail qu'on leur impose (1).

d) La résiliation des contrats agricoles se présente en Roumanie sous une forme pratique et rapide : la résiliation devant le juge de paix. La loi hongroise de 1898, elle, porte simplement que pour éviter les contestations, les cas de résiliation seront insérés dans les contrats eux-mêmes. Chez nous, contractuels ou coutumiers (2), ces cas ne présentent rien de saillant ni de spécial qui les désigne à l'attention.

e) En ce qui touche la grève, ce qui se passe en France est radicalement l'inverse de ce qui existe à l'étranger, car

---

1. Augé-Laribé, *le Problème agraire du socialisme*.

2. Les causes coutumières de résiliation les plus courantes sont : pour le patron, l'inconduite notoire de l'employé, son infidélité constatée, son insubordination habituelle, sa mauvaise santé ; pour l'employé, les mauvais traitements, la privation de nourriture, la maladie, l'excès de travail.

tandis que chez nous cette grève est considérée comme un droit-liberté, en plusieurs pays elle se trouve prohibée de façon rigoureuse. En Hongrie, par exemple, les autorités ont le devoir de ramener par la force au chantier tous les ouvriers grévistes ; en outre, les meetings ayant pour objet la cessation concertée du travail sont formellement interdits, et les employés qui se présentent sans leurs outils ou sans leurs auxiliaires se voient punis d'un emprisonnement de soixante jours et d'une certaine retenue sur leur salaire (1). En Prusse, les ouvriers de la campagne qui s'entendent pour refuser tout travail sont passibles d'un an de prison en vertu de la loi du 24 avril 1854 (2). Au Danemark, toute personne qui, par des promesses ou de quelque autre manière, incite des ouvriers étrangers à ne pas remplir leurs engagements, doit être condamnée à 50 ou 1000 couronnes d'amende, sans préjudice de dommages-intérêts que peut lui réclamer l'employeur lésé (3). En Roumanie enfin, si l'employé refuse d'exécuter ses obligations, son patron peut, avec le concours du maire et d'un conseiller communal, engager d'autres ouvriers au compte de celui qui se dérobe (4).

Ainsi donc dans les principaux pays agricoles la grève est interdite. En France, au contraire, elle est permise et bien des exemples nous en ont été offerts. Dans la Brie,

---

1. Gonnard, *la Hongrie au xx<sup>e</sup> siècle*.

2. Kantsky, *loc. cit.*, p. 57.

3. Darwotte, *Questions pratiques*, 1908, p. 298.

4. Georgesco Severin, *Thèse*, 1908.

dans les Landes, dans le Midi, récemment à Castelnau-de-Guers plusieurs ont éclaté déjà. Mais s'il faut en croire les grands chefs du mouvement révolutionnaire et leurs lieutenants, ce ne sont qu'autant d'escarmouches précédant la guerre de demain. Car dans les milieux syndicalistes, la grève est tenue pour l'instrument le plus propre au triomphe des volontés ouvrières. Quoiqu'il feigne de dire le contraire, c'est en elle que Dumont place toute sa confiance, pour elle qu'il entend lutter, par elle qu'il veut faire aboutir les revendications parfois légitimes dont il est le fervent apôtre. « Préparons-nous dès maintenant à faire grève, camarades, dit-il. Les cultivateurs auront peur que nous sabotions leur outillage, leurs récoltes ou leurs cheptels, et cette crainte leur fera accepter nos conditions nouvelles. » De telles paroles ne sont point d'un adversaire des grèves, et l'exposé qui les suit des victoires acquises au prolétariat rural par le moyen de sabotages experts n'est en lui-même qu'une excitation mal déguisée.

Eh bien ! sans aucun doute, et dans l'intérêt même des travailleurs de la terre, il faut courir sus aux tendances de cette nature. Il faut instaurer dans les mœurs comme dans les faits l'entière liberté du travail corrélative à l'entière liberté de la grève. Mieux : il faut prévenir les éventualités de grève en concédant aux ouvriers agricoles celles des réformes légitimes auxquelles ils aspirent et conjurer leurs effets pernicieux en créant des comités d'arbitrage obligatoire, comme M. Alessio propose d'en créer en

Italie (1). Ce faisant, la loi consentira une protection véritablement utile à tous ceux qui se mettent en grève de propos délibéré, et aussi, disons-le, à ceux qui se croient ou sont obligés de suivre les grévistes.

§ 2. — *Faut-il, grâce à elles, améliorer nos contrats ?*

Ceci posé, il importe que nous recherchions si vraiment le législateur agirait avec sagesse en imitant les pays que nous avons cités dans la réglementation détaillée des conventions agricoles ? Conviendrait-il, pour le plus grand bien des salariants et des salariés, que la loi se mêlât d'amender les contrats habituellement acceptés par les travailleurs de la terre ?

a) Conviendrait-il qu'à l'image de la loi roumaine, elle fixât les salaires minima à inscrire obligatoirement dans les contrats ? Nous ne le croyons pas (*infra*, chap. V). Ce serait une tâche qu'elle n'assumerait pas sans danger, étant donnés les mécontentements qu'à coup sûr elle déchaînerait. D'ailleurs, dans un grand pays comme la France dont les régions, les cultures et les coutumes sont très diverses, quelle complication si la loi venait s'immiscer dans les contrats pour régler le salaire en vertu de barèmes qu'on ne manquerait pas de taxer d'arbitraires !

b) Quant à la nourriture, malgré cette affirmation de

---

1. Dans ce même pays, on proposait au Congrès des propriétaires ruraux de Modane l'institution d'assurances mutuelles contre la grève. Ce procédé ne serait pas accepté en France, vu le petit nombre des grèves agricoles.

l'enquête officielle de 1892 quelle s'est partout améliorée depuis 1882, serait-il désirable de forcer les employeurs à la bonifier encore ? Car il s'en faut qu'elle soit partout suffisante. A côté de pays tels que la Normandie où l'alimentation est non seulement abondante, mais excessive (1), il en est où la soupe aux choux, le lard rance et le fromage composent presque invariablement le menu de chaque jour (2). Et cependant tous les ouvriers agricoles ne sont pas comme les membres de cette famille bretonne dont parlait Baudrillart, qui n'aimaient que la soupe et les tartines de beurre salé. Beaucoup d'entre eux, au rebours, se plaignent de n'être pas bien nourris ; et c'est à ceux-là que les *Nouvelles* du 16 mai 1910 donnaient le salutaire conseil de ne pas émigrer au Chili. Dans ce pays, le salarié reçoit le matin un pain compact fait de farine et de graisse ; à midi, deux poignées de haricots, une cuillerée de graisse et de piment ; à 4 heures enfin une deuxième ration de pain à la graisse. C'est tout. Comme on voit, ce n'est pas au Chili qu'on prête grande attention aux sages conseils que M. le Dr Schoofs donnait au Congrès de l'Alimentation tenu à Gand dans le courant du mois de novembre 1908 (3). « La ration alimentaire du cultivateur, disait ce docteur, doit être calculée de façon qu'elle comporte une quantité de principes nutritifs proportionnelle au travail fourni. » Il n'en va pourtant pas souvent ainsi.

---

1. Proust, *Traité d'Hygiène*.— Dans le même sens, Baudrillart, *loc. cit.*, p. 1019.

2. Compère-Morel, *la Vérité aux paysans*, 1897.

3. Cf. *Annales d'Hygiène du professeur Thoinot*, 1909.

Le paysan s'efforce, pour soi-même comme pour ses employés, de dépenser le moins possible en nourriture, ce qui fait dire à Antoine Dumont que celle-ci se compose toujours d'aliments grossiers (1).

Il est pourtant indéniable que l'ordinaire des salariés agricoles s'est amendé d'une façon générale depuis quelques années. Mais son vice est de ne tenir aucun compte des données scientifiques que M. le professeur Arloing exposait devant le Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale (2), données qu'au demeurant une économie bien entendue recommande au même degré que la médecine. « Généralement, disait M. Arloing, on a des idées fausses sur l'alimentation, surtout peut-être dans la classe laborieuse où, cependant, la modicité des salaires devrait écarter les dépenses inutiles. L'homme adulte a besoin de 60 à 80 grammes d'albumine par jour pour réparer l'usure de ses organes. S'il les demande à la viande, il lui coûteront cinq fois plus cher que s'il les emprunte aux légumes secs. Pour les besoins du travail physiologique, tous les aliments doivent arriver aux organes à l'état de sucre. Or, si l'homme demande ce sucre à la viande, il lui coûtera quinze fois plus cher que s'il l'emprunte aux féculents ou au sucre alimentaire lui-même. » Ce n'est donc pas tant une nourriture délicate ou abondante en viande qu'il faut au travailleur qu'une nourriture pour ainsi dire scientifique et raisonnée.

---

1. *Broch. de propagande*, p. 18.

2. Lyon, mai 1907.

Dans ces conditions, appartient-il au législateur d'imposer aux patrons contractants certaines obligations alimentaires vis-à-vis de leurs ouvriers? Nous ne le croyons point. Que par des conférences, que par l'enseignement on mette les agriculteurs au courant des découvertes de la médecine sur ce point, rien de mieux. Mais il ne nous semble pas, contrairement à l'opinion roumaine, que ce soit le rôle de la loi d'intervenir en pareille circonstance. Aussi bien dans les pays riches n'est-il pas besoin de recommander aux salariants de bien traiter leurs hommes (1). Et dans les pays misérables, le moyen d'obliger les employeurs à donner à ceux qu'ils nourrissent une alimentation dont, pour eux-mêmes, leur pauvreté doit être satisfaite?.. (2) Il ne convient donc pas que le contrat stipule obligatoirement une certaine nourriture. Aux contractants de prendre telles déterminations que besoin.

c) Pour la durée du travail, nous avons démontré dans le chapitre premier de cet ouvrage qu'il serait difficile de la réglementer directement par un texte législatif. Nous pouvons ajouter ici que la difficulté serait la même si, au lieu de statuer directement, la loi ordonnait aux contractants de fixer un maximum à la journée ouvrable.

---

1. Baudrillart remarquait en 1885 que dans ces pays-là un patron ne trouverait personne qui voulût le servir s'il fournissait une mauvaise nourriture (*loc. cit.*, p. 339).

2. Dans certains hameaux du Morbihan, les paysans s'alimentent avec 10 centimes par jour. Et en France l'habitude est de compter entre 50 centimes et 1 franc ou 1 fr. 25 la valeur des repas et goûters d'un journalier adulte.

d) Quant aux mesures à prendre pour assurer l'exécution loyale des contrats (1), nous sommes d'avis que la loi roumaine contient à ce propos des dispositions assez heureuses sur lesquelles nous pourrions peut-être prendre modèle.

Quand un employé viole ses engagements, il ne serait que juste, au lieu de gratifier son patron d'un recours illusoire aux tribunaux, d'autoriser pour celui-ci, sous certaines conditions, la rétention des sommes dues au défaillant, en vue de l'embauchage des remplaçants nécessaires. Cette simple mesure aurait sans aucun doute pour effet de retenir l'employé sur le point de faillir à ses promesses, et il y aurait ainsi avantage à ce que les contrats agricoles la continssent (2).

### § 3. — *Forme des contrats agricoles.*

Pour la forme des contrats dont nous venons de passer en revue les principaux éléments, elle peut être, en Hongrie, verbale pour le journalier, écrite pour le domestique. Dans ce dernier cas, les signatures doivent être légalisées.

---

1. Le syndicat français de la main-d'œuvre assure moyennant 10 francs par an contre les ruptures injustifiées du contrat de travail.

2. Dans un certain nombre de départements, au regard surtout des domestiques de ferme loués à l'année, on a assuré l'exécution des contrats en stipulant que les salaires mensuels sont variables avec les saisons. De cette manière, l'employé ne quitte pas son patron lors de la belle saison après avoir touché sans rien faire sa paye des mois de chômage.

lecture des diverses clauses doit être faite à haute voix, remise d'exemplaires est due aux parties, inscription de l'engagement s'opère sur le livret individuel de l'ouvrier. En Roumanie, la loi est plus absolue : elle exige qu'à peine de nullité tout contrat soit rédigé sur un formulaire officiel délivré par le ministère de l'Agriculture. En France, nous n'avons rien prévu de semblable. La conclusion des contrats agricoles se fait le plus souvent au petit bonheur. On prend rarement la peine de rédiger un écrit, quoique la convention verbale n'offre pas aux parties des garanties bien sérieuses. Mais qu'on vienne à le faire, aucun formalisme spécial n'est requis. Moins encore songe-t-on à instituer des formulaires officiels comme en Roumanie, nouveauté à laquelle nos paysans se plieraient sûrement de très mauvaise grâce (1). Y aurait-il au surplus grand avantage à la leur imposer ? Voilà ce qui n'est pas certain.

#### § 4. — *Le contrat collectif.*

Pas plus que celle des formulaires n'a encore sonné l'heure des contrats collectifs. Quelques-uns existent à la vérité (tel celui qu'a passé M. de Berthier-Bizy avec le syndicat des bûcherons de Parigny-le-Vaux), mais ils sont si peu nombreux qu'on les considère toujours avec cette

---

1. Il faut signaler cependant, fait très caractéristique, l'adoption d'un contrat-type arrêté dans le Bourbonnais par les représentants des propriétaires et la Fédération des syndicats de métayers. Cette adoption consacre une restriction à la liberté des contractants qui n'est rien moins que fort intéressante. Mais il ne faut pas oublier qu'elle est volontaire.

curiosité étonnée qu'on a pour les choses nouvelles (1).

Un fait pourrait cependant modifier cette situation : l'extension progressive du syndicalisme agraire. Celui-ci, de nos jours, gagne du terrain dans plusieurs parties de la France. La preuve en est que les bûcherons du Cher, les travailleurs des terres du Midi, les ouvriers agricoles du Nord et de la région parisienne, ont pu former une vaste *Union fédérative terrienne* qui ne compte pas moins de 15.000 syndiqués. Or, il est évident que si le mouvement se précipitait, ou même seulement s'il évoluait toujours dans un sens identique, un temps viendrait où, prenant modèle sur les citadins leur frères, les ouvriers agricoles réclameraient, partout où ils le pourraient, l'avantageuse substitution du contrat collectif au contrat individuel de travail. Mais cela touche à la prophétie plus qu'à la réalité, et nous n'insisterons pas davantage.

#### § 5. — *Les tribunaux d'agriculture*

Une autre innovation dont on parle pour l'avenir est celle de ces tribunaux d'agriculture qui, le 17 mai 1894, ont fait à la Chambre des députés l'objet d'une proposition de loi de MM. Lachieze et Rey (2). Il s'agirait de tribunaux

---

1. En Roumanie, sous l'empire de la grande loi de 1864, des contrats collectifs étaient signés entre employeurs et employés. Mais ici la volonté des employeurs était à ce point prédominante que le contrat était par eux rédigé avant le simulacre de discussion auquel étaient conviés les employés (Georgesco, *loc. cit.*, p. 50).

2. Nouvelles propositions de MM. Delpierre, Bouffandeau, etc., en 1907 (Ch. des députés); de M. Darbot en 1904; de MM. Dubochet, Boch et Beauregard en 1899; de MM. Cluseret et Michelin en 1897.

chargés de fonctionner vis-à-vis de l'agriculture comme les conseils de prud'hommes vis-à-vis de l'industrie, et auxquels seraient spécialement déférées les contestations relatives aux contrats. C'est l'institution qu'on se propose, paraît-il, de créer en Italie, et c'est celle qu'appelle de ses vœux ardents la *Brochure de propagande* de M. Antoine Dumont. Les ouvriers, en effet, ou du moins les plus exaltés d'entre eux, prétendent que les juges leur sont toujours hostiles, qu'ils épousent avec une préférence inquiétante la cause des patrons. Ils ajoutent que le cérémonial des justices de paix les intimide et qu'ils souffrent de ne pas sentir en leurs juges des hommes de leur condition, capables de les entendre.

Non contents de cette double attaque contre nos magistratures cantonales, ils poursuivent avec acharnement, les titulaires de celles-ci sur le terrain même de leur compétence personnelle. Ce ne sont pas, disent-ils, des gens qualifiés pour trancher en toute connaissance de cause les questions agricoles qui leur sont soumises...

Nous pensons inutile de laver les juges de paix d'affronts si multiples, nous gardant de partager les doutes et les craintes que manifestent quelques ouvriers, et surtout quelques syndicats ruraux. Mais nous ne serions pas opposé en principe à ce que le juge de paix, statuant sur des litiges entre employeurs et employés de campagne, fût assisté d'un patron et d'un salarié élus par leurs pairs.

Le tout est de savoir si cette réforme s'impose véritablement ? Pour notre part, nous n'en sommes point persuadé, car si le juge de paix n'a pas toujours la compétence agricole qu'on voudrait lui voir, les assesseurs aux lumières de qui il devrait faire appel ne posséderaient souvent pas, eux, la compétence juridique requise. Or, il apparaît bien que c'est cette dernière qui est le plus indispensable. Les questions de technique agricole n'ont qu'une importance secondaire. Le gros point est de posséder de suffisantes notions de droit quand il s'agit d'interpréter ou d'appliquer les dispositions d'un contrat de travail, ou d'aplanir certaines difficultés entre patrons et employés.

#### § 6. — *Conclusion.*

Ainsi nous avons vu successivement les différents aspects sous lesquels peuvent se présenter les contrats agricoles ; nous avons ébauché les projets d'amélioration qu'ils entraînent pour certains, et nous en arrivons à conclure qu'il ne semble guère possible en France de les amender légalement sans bouleverser nos idées sur la liberté des conventions particulières, et sans verser dans un excès de réglementation qu'une faible minorité, de nos jours, est encore seule à réclamer.

---

## CHAPITRE III

---

### L'HABITATION RURALE

- § 1. — La question en France et à l'étranger.
- § 2. — Les écuries et le couchage.
- § 3. — Des améliorations légales nécessaires.

#### *La question en France et à l'étranger.*

*Gut gewohnt ist halb gelebt*, dit un proverbe allemand. Une bonne habitation est la moitié de la vie. Rien de plus exact sous tous les rapports. M. Fernand David le constatait dans son rapport de 1907 sur le budget de l'Agriculture (1), et M. le professeur Courmont déclarait en 1907 que « au point de vue purement médical, le logement vaste, ensoleillé, bien pourvu d'eau, à l'abri de l'humidité, est le meilleur moyen de faire une génération saine et robuste (2). »

Que cette vérité pénètre aujourd'hui quelques esprits, c'est ce dont il ne faut pas s'étonner ; mais grande doit

---

1. « La première chose à désirer pour le petit cultivateur, l'ouvrier agricole, l'artisan rural, est une habitation saine, convenable, pour élever sa famille. » *Rapport*, p. 52.

2. Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale, Lyon, mai 1907.

être notre admiration qu'elle n'en convainque pas davantage. Notre siècle est bien pour certains le siècle de l'hygiène ; mais combien ne reste-t-il pas celui de la routine ! Telle personne s'astreint à de prudentes désinfections chaque fois qu'elle rentre chez elle ; mais que d'autres, surtout à la campagne et en ville dans la classe ouvrière, vivent sans souci même de la propreté (1). Et il en va de l'habitation comme des personnes ; leur tenue et leur hygiène sont excessivement variables. Ici les pièces sont hautes, claires, propres, bien aérées ; ailleurs, et c'est hélas une règle trop générale, le logement est petit, étroit, sale, obscur, à tel point que certaines sociétés de placement, le *Syndicat français de la main-d'œuvre* par exemple, refusent d'y envoyer leurs protégés.

Entre 1894 et 1899, M. Alfred de Foville fit une enquête sur la composition des fermes dans les diverses régions de la France. Il dut conclure à la trop réelle exiguité des pièces, à leur trop petit nombre, à la défectuosité de leur éclairage, de leur aération, de leur entretien, plus brièvement à leur complète imperfection. Tel fut aussi l'aboutissement des enquêtes médicales de MM. Marié Davy (2), Landouzy et Weill-Manton (3). Tel est encore l'avis d'un hygiéniste, le Dr Proust, qui dépeint comme suit le logis campagnard : « Le paysan se blottit dans une tanière

---

1. Nous entendions récemment un vieux paysan assurer « qu'il n'y a que les gens sales qui ont besoin de se laver. »

2. Congrès intern. d'assainissement de l'habitation, Paris, 1904.

3. Congrès intern. de la tuberculose, Paris, 1905.

souvent malpropre qu'il partage avec ses bestiaux. Le fumier qui s'accumule à la porte, les ordures qui s'entassent à l'intérieur, l'absence de fenêtres, font de ces cabanes des habitations bien plus malsaines que les logements les plus insalubres de nos villes (1). »

Et si, compulsant les monographies paysannes des diverses régions, nous recherchons ce qu'elles disent du logement, nos regrets s'éveillent de pair avec l'affermissement d'une conviction inéluctable. « Dans le Beaujolais, assure M. de Saint-Charles, l'habitation rurale est détestable. Les lits se touchent. La femme accouche et le vieillard meurt auprès du fourneau qui réchauffe la pièce et et sur lequel cuisent les aliments (2). » — « En Bretagne, dit M. Jean Choleau, les maisons sont parfois de vrais taudis ; mesures dans lesquelles on n'entre que courbé, et où vivent pêle-mêle parents et enfants. Ni air, ni lumière, mais de l'humidité. Par contre, dans les régions riches, l'habitation est propre et coquette ; mais les fenêtres sont toujours étroites, le sol toujours en terre battue, l'hygiène toujours nulle (3). » En Normandie, selon M. Malo, inspecteur général de l'agriculture, la plupart des fermes sont étroites, basses, inconfortables, malsaines. Les cours et les abords des exploitations sont souvent mal nivelés et inabordable ; les fumiers ne sont enlevés des écuries que pour être entassés devant la porte des habita-

---

1. Proust, *Traité d'hygiène*, p. 1020.

2. *Questions pratiques*, 1909, p. 205.

3. M. Jean Choleau, *Condition actuelle des serviteurs bretons*.

tions. Les maisons sont ordinairement placées en contre-bas du sol des cours (1), de sorte que l'eau et le purin s'y rendent en abondance et les baignent, contrairement aux lois de l'hygiène la plus élémentaire. Dans la Haute-Garonne, comme dans beaucoup de contrées de la France, on couche dans la cuisine ; les eaux et le purin s'écoulent en suivant la pente naturelle du sol et s'infiltrant parfois dans les endroits les moins désignés pour les recevoir ; nombreux sont les puits que côtoient des fumiers. Dans le Minervois, au dire de M. Passama, les logements seraient assez salubres si l'aération s'en faisait convenablement et si d'éternels fumiers ne les avoisinaient (2).

On voit qu'en définitive les vices de nos constructions rurales et de leurs dépendances sont partout les mêmes. Elles peuvent se résumer d'un mot : point d'hygiène. Point d'hygiène à l'intérieur, point d'hygiène à l'étable, quoi qu'en ait dit M. F. Convert, suivant lequel « les notions d'hygiène pénétreraient peu à peu dans nos campagnes françaises (3) ». Et bien qu'il faille convenir avec M. le professeur Jay que l'absence d'hygiène n'exerce pas la même influence délétère à la campagne qu'à la ville (4), l'état présent des choses ne peut qu'attirer l'attention de

---

1. Baudrillart fait la même remarque pour la Picardie.

2. Dans le département de l'Ain, en septembre 1909, un arrêté préfectoral interdit le dépôt des fumiers et l'écoulement des purins sur la voie publique. Devant l'accueil qui lui fut fait, il ne reçut aucune espèce d'application.

3. *Annales du Musée social*, août 1910.

4. M. Jay à son cours, 1908.

tous ceux qui ont souci de voir s'améliorer la situation des agriculteurs.

C'est ce qui se passe effectivement. En Allemagne la *Ligue des réformateurs agraires* a inscrit dans son programme l'élimination des logements moralement et physiquement insalubres (1) ; et Kautsky proclame que « s'il importe fort d'améliorer les logements en ville, il importe encore bien davantage de les améliorer à la campagne (2) ». Il ajoute même qu'une loi de protection des ouvriers agricoles manquerait à son objet principal si elle dédaignait de s'occuper de la question des logements.

En Belgique, le baron de Royer de Dour affirme que la construction de bonnes habitations ouvrières agricoles est d'intérêt social ; qu'assez longtemps on a considéré l'assainissement des demeures au seul point de vue des travailleurs urbains (3) ; qu'enfin le plus sûr moyen d'améliorer la condition des travailleurs agricoles serait de leur faciliter l'accession à la propriété de logis sains, d'un prix peu élevé. Au Danemark, la loi du 21 août 1908 sur les ouvriers étrangers ordonne que leur habitation soit sèche, salubre et pourvue de fenêtres susceptibles de s'ouvrir. Toits et murs doivent être étanches. La propreté la plus scrupuleuse est obligatoire. En Italie, la récente enquête parlementaire s'est émue des constatations qu'elle a dû

---

1. Damaschke, *la Réforme agraire*, p. 223.

2. Kautsky, *la Politique agraire*, p. 117.

3. Royer de Dour. *Amélioration de la condition de l'ouvrier et du petit propriétaire de campagne*. 1895.

faire touchant le logement des paysans, et il n'est pas douteux que son cri d'alarme ne soit un jour entendu. Dans la Hongrie, ce ne sont plus des projets mais des réalités qui nous sont offertes : 160.000 couronnes sont affectées à la construction de maisons ouvrières rurales(1), et on dresse gratuitement des plans en vertu de la loi XLVI<sup>e</sup>, de 1907, pour les salariés agricoles auxquels les municipes, les communes, ou autres personnes morales ont concédé des terrains à bâtir. De plus, ces maisons sont exemptes d'impôts pendant un certain temps ; la loi limite le droit qu'on pourrait avoir de les saisir, de les partager, de les hypothéquer et de les aliéner. Enfin, leurs constructions reçoivent une subvention du gouvernement et bénéficient de tarifs spéciaux sur les voies ferrées pour le transport des matériaux qui leur sont nécessaires(2). En Angleterre, on s'est efforcé de remédier aux inconvénients dévoilés par le rapport de 1869 présenté au nom de la *Commission pour l'emploi des enfants et des femmes dans l'agriculture*, et on y est arrivé en grande partie à raison de ce que nombreux sont les architectes qui se font outre-Manche une spécialité des constructions rurales. tandis que chez nous ils ne jugent dignes d'eux que maisons riches, palais et monuments (3). D'autre part un act de 1880, *To amend*

---

1. Mailath. *La Hongrie rurale*, 1909.

2. De Ladik. *Aperçu de la législ. agric. hongroise*, 1910.

3. Nous empruntons ces idées très exactes à M. le D<sup>r</sup> Bollet, député de l'Ain, qui en faisait part à la Chambre les 10 novembre 1908 et 22 décembre 1910.

*the artisans and labourers dwellings improvement*, aida à l'amélioration des logis paysans en ce qu'elle interdit d'habiter toute maison reconnue insalubre ; une indemnité devait être allouée par les autorités locales aux personnes chassées de chez elles, et ces autorités pouvaient acheter ou aménager tout terrain qui leur paraissait propre à la construction d'une maison neuve. En Nouvelle-Zélande, la loi du 13 novembre 1907, prise en faveur des ouvriers agricoles, spécifiait que les inspecteurs nommés par le gouvernement peuvent prescrire toutes améliorations et tous agrandissements qu'ils jugent nécessaires dans les maisons rurales. En Italie, par un projet de 1904, le gouvernement apportait sa pierre à l'édifice que, sous la poussée des événements et sous l'aiguillon des grèves, les Chambres se proposèrent alors d'élever en l'honneur de l'agriculture. Edifice imposant où la construction des habitations campagnardes trouvera sa place à côté des règlements sur les contrats, la prud'homie agricole, l'arbitrage obligatoire, le crédit agricole et le chômage. Mais c'est en Allemagne qu'ont été améliorées dans la plus large mesure les demeures des paysans. Dès 1902, pour atteindre ce résultat, on a créé un service d'architecture rurale et chargé un inspecteur : 1<sup>o</sup> de donner des conseils aux particuliers désireux de bâtir ou de réparer leurs maisons ; 2<sup>o</sup> de rédiger des plans et modèles, à l'usage des petits cultivateurs plus spécialement ; 3<sup>o</sup> de publier ces plans accompagnés de devis estimatifs, dans des revues agricoles ; 4<sup>o</sup> de faire

des conférences; 5° de donner un jour par semaine, des consultations gratuites en son bureau. Toutes dispositions excellentes qui ont fait leurs preuves outre-Rhin (1).

La France, ne s'est pas, elle non plus, désintéressée de cette passionnante question. Mais sa sollicitude a été lente à s'éveiller. Ce n'est qu'en 1910 qu'un crédit de 60.000 fr. a été voté après l'intervention de M. le D<sup>r</sup> Bollet, pour être affecté à l'étude des plans et devis de constructions rurales. Antérieurement, la loi du 12 avril 1906, avait exigé un certificat de salubrité des emprunteurs qui se disposent à construire ou acquérir une maison à bon marché, mesure dont le but était d'enrayer pour l'avenir la construction de bâtiments malsains. Car, ainsi que l'a fort bien aperçu M.<sup>l</sup> Bollet, la plupart des fermes nouvellement édifiées ne sont neuves que par leurs matériaux; leur plan, leur aménagement, ne font que reproduire les erreurs du passé.

## § 2. — *Les écuries et le couchage.*

Cette vérité pénible apparaît avec une netteté frappante en ce qui touche les écuries et les étables. Celles-ci, de nos jours encore, manquent d'air et de lumière; leur sol est imprégné de purin stagnant; leur atmosphère est lourde, ammoniacale, désagréable; leur plafond bas, vermoulu, agrémenté de toiles d'araignées poudreuses; une impres-

---

1. *Discours de M. le D<sup>r</sup> Bollet, 22 décembre 1910. Ch. des Dép.*

sion de saleté s'en dégage, et néanmoins dans ces locaux on fait parfois coucher des hommes et des enfants ! Ainsi dans la Lozère, dans la Drôme, en Saône-et-Loire, dans l'Ain quelquefois, dans le Jura, le Loiret, l'Indre, la Loire, le Loir-et-Cher, etc... Pour la Lozère, M. Compère-Morel présentait à la Chambre le tableau suivant : « Les charretiers sont couchés dans les écuries, toujours accompagnés d'animaux de basse-cour. qui, bien souvent, déposent leurs ordures sur les lits, et le renouvellement des draps n'a lieu que tous les mois... (1). »

C'est exactement ce que rapporte Antoine Dumont, dont nous nous excusons de citer sans fard les propres paroles : « Dans certaines contrées du Cher, de la Nièvre et de la Loire, dit-il, nos camarades sont logés dans les écuries et parfois si près des bêtes qu'elles fientent ou pissent sur leurs couchés. La literie se compose généralement de paille et de vieilles couvertures crasseuses. Pendant la nuit, la vermine les dévore et il leur faut une grande habitude pour dormir dans ces dortoirs malpropres. Dans l'Allier, nous couchons au lit soit dans la chambre à four, soit dans les mêmes locaux que nos patrons. Là où nous sommes plusieurs domestiques ensemble, nous disposons habituellement d'un lit pour deux, ce qui est vraiment immoral et surtout peu hygiénique, car il peut s'en trouver quelques-uns parmi nous qui soient atteints de maladies contagieuses. Il est détestable aussi d'habiter dans ces

---

1. Compère-Morel. *Journal Officiel* du 14 décembre 1910.

maisons où parfois quinze personnes et plus, des deux sexes et de tout âge, couchent les unes près des autres. »

Plus ou moins accentués, ces regrettables inconvénients se retrouvent un peu partout dans les campagnes de France. Le couchage est fort négligé au point de vue moral et matériel. « Chacun a bien son lit, soupirait Batisto Bonnet en 1894, mais ceux de planches ne sont pas les meilleurs, à cause des punaises, de la poussière et des débris de paille ; les autres, au contraire, formés de traverses de saule, ont moins de vermine, moins de débris de paille, moins de poussière et sont ainsi beaucoup plus sains. » (1) Et M. Augé-Laribé déclare : « Même dans les grands domaines du Midi, où toutes les constructions sont récentes, le bâtiment réservé aux domestiques comprend seulement, au rez-de-chaussée, une grande salle servant de réfectoire, et au-dessus, directement sous le toit, un dortoir avec de la paille répandue sur le plancher, et le long des murs une planche pour supporter les vêtements. Nous avons pu voir, dans un grand domaine, un domestique malade ainsi couché dans la paille et recouvert de vêtements entassés (2). »

### § 3. — *Des améliorations légales nécessaires*

Voilà de véritables abus. Il importe de les faire cesser partout où ils se manifestent. Qu'une loi intervienne pour

---

1. Batisto Bonnet, *Un Paysan du Midi*, p. 69.

2. Augé-Laribé, *loc. cit.*, p. 257.

réglementer le couchage des ouvriers agricoles comme il en est intervenu pour réglementer celui des ouvriers des villes. Qu'elle prescrive, et ce ne sera pas un bien lourd sacrifice pour les employeurs, qu'elle prescrive l'usage de lits individuels et proscrive, en même temps que la promiscuité des sexes, le couchage près des animaux (1).

Nous n'irons certes pas jusqu'à demander avec Antoine Dumont que chaque employé ait « une chambre à lui, où il pourra jouir en toute liberté de ses heures de loisir, sans être dérangé constamment par les multiples bruits de la ferme ». Mais nous serions soucieux de ne plus voir se produire tous les faits déplorables que nous avons tenu à signaler sur la foi de nombreux auteurs.

Quant aux moyens par lesquels il serait possible de remédier au mauvais état général des habitations, nous croyons avec M. Rostand, que l'initiative privée ne suffirait ni à les découvrir ni à les mettre en pratique. Il est pourtant des exceptions. La Société nationale d'agriculture a décerné une médaille d'or à M. de Mony-Colchen pour les améliorations qu'il a apportées au logement de ses ouvriers dans son domaine de Lisy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne) mais bien naïf qui voudrait compter sur le bon vouloir de tous

---

1. C'est ce que fait la loi danoise du 21 août 1908. Elle ordonne que chaque ménage d'ouvriers étrangers soit couché dans une chambre isolée; les hommes non mariés ne dormiront pas dans la même pièce que les femmes non mariées. Les lits doivent être séparés et les chambres parquetées. Amende de 5 à 100 couronnes contre l'employeur qui contreviendrait à ces dispositions.

les employeurs pour en faire autant ! Aussi le mieux est-il de recourir à la puissance publique.

Déjà le *Service des améliorations agricoles* au ministère de l'Agriculture s'est préoccupé de résoudre la question des logements ruraux. En 1907, il a conçu l'heureux projet de mettre à la disposition des comices, associations agricoles et simples particuliers toute une série de plans et devis dont les intéressés peuvent tirer le plus grand avantage, quand ils veulent faire bâtir. Louable décision, mais qui ne suffit pas. Ce qu'il faudrait, c'est interdire pour l'avenir la construction d'habitations rurales dont les plans n'auraient pas été approuvés par l'autorité administrative. On éviterait de la sorte que les maisons neuves ne présentassent au point de vue de l'hygiène les mêmes inconvénients que celles des temps anciens.

Mais l'érection de demeures nouvelles n'est pas assez fréquente à la campagne pour qu'on puisse ne songer qu'au procédé de la réglementation future. Dès aujourd'hui il conviendrait de modifier, de réparer, d'amender et d'assainir les logements de la famille rurale et de ses employés (1). Malheureusement, là comme ailleurs, la grosse pierre d'achoppement est la question financière. Comment la résoudre ? Comment contraindre à certaines dépenses, même en invoquant l'intérêt général, des personnes qui souvent gagnent juste la subsistance de leur famille ? Il n'y a pas pour ce faire, selon nous, de moyens légitimes.

---

1. Cf. Fernand David, Rapport sur le budget de 1908, p. 52.

La solution du problème est tout autre. Il s'agirait non pas d'opérer une pression brutale sur les individus, mais de les inviter à effectuer les modifications les plus urgentes, et de les y inciter au besoin par des subventions forfaitaires ou proportionnelles aux dépenses consenties. Il s'agirait aussi de répandre la connaissance des lois sur les habitations à bon marché, que nos paysans ne possèdent pas mieux que la loi des XII Tables. La leur signaler, la leur expliquer serait tout à fait méritoire. Leur dire que les articles 9 et 12 de la loi du 12 avril 1906 exonèrent les habitations à bon marché de l'impôt des portes et fenêtres et de la contribution foncière pendant douze années à compter de leur achèvement, déciderait peut-être quelques petits agriculteurs à bénéficier de pareilles dispositions (1), mais ici encore l'intervention du législateur serait indispensable pour amplifier la loi et la rendre d'une application plus générale.

C'est donc au législateur qu'à nouveau, nous ferons appel, car lui seul peut entreprendre la tâche devant laquelle trop d'hommes reculeraient. L'œuvre est socialement nécessaire, elle est humainement utile. A la collectivité de s'y adonner avec l'aide de ses représentants !

---

1. C'est ce que pensaient les membres du Congrès de la mécanique agricole, qui, le 22 février 1911, émettaient le vœu qu'on fit connaître aux intéressés, par tous les moyens possibles, les lois de 1908 et de 1909 sur la propriété et le bien de famille.

---

## CHAPITRE IV

---

### L'ACCESSION A LA PETITE PROPRIÉTÉ

§ 1. — De l'utilité de la propriété.

§ 2. — Des moyens de la créer.

§ 3. — Ce qu'on a fait en France ; louanges et critiques.

§ 4. — Conclusion.

#### § 1. — *Utilité de la propriété*

« Ce serait un non-sens que de songer à une amélioration du sort du paysan sans envisager les moyens de le rendre propriétaire de terres. »

En ces termes s'exprimait M. Basile-M. Kogalnicéano dans *le Mouvement économique* du 1<sup>er</sup> janvier 1906. Réflexion d'une justesse incomparable qui pourtant s'offrira à nous plus frappante et plus lumineuse encore quand nous aurons groupé autour d'elle quelques opinions autorisées sur l'utilité de la propriété paysanne.

Dans ses *Études sur l'économie politique* (1), de Sismondi proclamait non sans quelque enthousiasme : « Le

---

1. T. II, p. 170.

bonheur rural dont l'histoire nous présente le tableau dans les temps glorieux de l'Italie et de la Grèce n'est pas inconnu à notre siècle. Partout où l'on retrouve des paysans propriétaires, on retrouve aussi cette aisance, cette sécurité, cette confiance en l'avenir, cette indépendance qui assurent en même temps le bonheur et la vertu ».

Tant il est vrai que la félicité au moins matérielle apparaît comme indissolublement liée au fait de la propriété !

Et unissant sa voix à celle des économistes, Victor Hugo ne disait-il pas lui aussi : « Je veux universaliser la propriété en supprimant le parasitisme. Tout homme propriétaire et aucun homme maître, voilà pour moi la véritable économie sociale ». Et le président de l'Union des syndicats du Sud-Est, M. Émile Dupont, reconnaissait en 1901 qu'« il est indispensable de réserver au prolétariat toutes les facilités en vue de son accession à la propriété, car c'est dans nos campagnes le plus puissant stimulant au travail et à l'épargne ». Nous trouvons de cette opinion une confirmation très originale dans la pensée couramment exprimée par les ouvriers agricoles de la Haute-Garonne, pensée que M. Carré, professeur départemental d'agriculture, rapportait dans sa monographie de 1899 : « Nous travaillons, disent ces braves gens, pour avoir un peu de vin et une petite maisonnette (1) ».

Rien de plus propre, en effet, à exciter les courages à

---

1. *Per abé un' paou de bineto et uno briqueto d'oustaou.*

ranimer les énergies, à stimuler les volontés que cette aspiration tenace et violente vers la propriété. Et pourtant, comme le remarque M. le professeur Gide, ce n'est pas chose facile que de créer celle-ci (1), quand on ne prétend pas employer les moyens de jacquerie dont les paysans de la Révolution firent usage à l'encontre des seigneurs.

## § 2. — *Des moyens de la créer*

L'histoire néanmoins nous cite plusieurs exemples de souverains qui ont mis en pratique un procédé très simple pour la constitution de petites propriétés foncières. Ce procédé consistait à prendre une certaine fraction de leurs propres domaines et à l'émietter entre les mains des non possédants. C'est ce qu'ont fait Frédéric II de Prusse, Marie-Thérèse, Joseph II d'Autriche (2), Charles III et Charles IV d'Espagne. Tout récemment encore, dans ce dernier pays, une loi du 30 août 1907 allotissait à des familles pauvres, en toute propriété, pour 1.500.000 pesetas de terrains en friche appartenant à l'État (3).

Suivant une méthode analogue, la grande loi roumaine de 1864 décida que tout paysan qui cultivait *ab antiquo* un certain territoire deviendrait propriétaire des deux tiers de celui-ci, sauf à payer au ci-devant propriétaire, une

---

1. Gide. *Principes*, p. 513.

2. Souchon. *La propriété paysanne*, ch. IV.

3. Les émeutes d'Andalousie ont montré en effet l'urgence qu'il y avait à rendre propriétaires les non possédants.

redevance destinée à racheter non la terre, mais la *claka* dont elle était grevée (1). Mais ici la largesse gouvernementale se donnait libre cours aux dépens de la féodalité, dans le but de disloquer les vastes domaines fonciers dont se composait alors la Roumanie.

Presque aussi arbitraire dans le fond, mais plus courtoise dans sa forme, la loi néo-zélandaise de 1907 invitait gracieusement les gros propriétaires à se défaire d'une partie de leurs biens en frappant d'un impôt de 25 0/0 les valeurs territoriales dépassant 40.000 livres. De plus, l'État était autorisé à s'emparer de toute propriété privée contre paiement d'une indemnité égale à sa valeur majorée de 5 à 10 0/0 et augmentée de 20 0/0 à titre de dommages-intérêts.

Un moyen plus correct consiste pour l'État à prêter aux travailleurs agricoles soit la somme d'argent nécessaire à l'acquisition d'une propriété, soit la propriété elle-même, à charge par le bénéficiaire d'en rembourser le prix dans un délai ferme. C'est ainsi qu'au Danemark, dès le xviii<sup>e</sup> siècle, l'État avançait les deux tiers du prix d'achat aux paysans désireux d'acquérir des terres. En Grande-Bretagne, de même, l'*Allotments act* de 1887-90-94 autorise la conces-

---

1. Tasca. *Les nouvelles réformes agraires en Roumanie*, thèse. Paris, 1910 (La *claka* est le travail que le paysan fournissait sur les parcelles réservées aux seigneurs).

2. De 1892 à 1902, 652 acres seulement ont été vendus par les conseils de comté. On voit le peu d'effet de la loi anglaise.

sion de lopins de terre d'un acre (40 ares) destinés à accroître le salaire des ouvriers par la culture ou l'élevage. En 1892 la loi des *Small-holdings*, plus importante encore, prévoit l'acquisition de domaines de 50 ares ou plus suivant que le revenu de ces domaines dépasse ou non 50 livres sterlings ; sans bénéfice aucun, les conseils de comté doivent acheter ou louer des terres qui seront constituées en tenures, toutes facilités de paiement étant accordées aux bénéficiaires (2).

En Suède, toute personne qui se rend acquéreur d'une exploitation rurale dont la valeur, maison comprise, ne dépasse pas 5.000 couronnes, peut emprunter les fonds nécessaires à des sociétés de crédit qui lui consentent des conditions extrêmement favorables.

Au Danemark, une loi du 24 mars 1899 autorisait le gouvernement à faire des avances aux petits travailleurs de la terre qui se portaient acheteurs d'une propriété de 1 à 5 hectares dont la valeur ne dépassait pas 5.600 francs. Et une nouvelle loi du 22 avril 1904 se préoccupe d'assurer des prêts aux ouvriers agricoles pour les constructions qu'ils peuvent avoir à entreprendre.

Quant à la Hongrie, bien vif serait son désir de voir chaque paysan devenir propriétaire. Elle le voudrait d'autant plus que le tiers de son sol appartient à 2 ou 3.000 personnes seulement, et que, dans ce pays toujours féodal en fait, le non propriétaire est considéré comme un être tout à fait inférieur et méprisable. M. Gabriel Louis

Jaray nous dévoile (1) que dans les bals publics, jamais un possesseur de terres ne laisse danser sa fille avec un non possédant ; et jamais, tout petit, le fils d'un propriétaire ne s'abaisse à partager les jeux d'un enfant dont le père n'a pas de biens fonciers. Si on ajoute à ces considérations le fait d'une émigration formidable, en conçoit le zèle tout particulier avec quoi M. Daranyi, durant l'automne de 1909, préparait le projet de parcellement auquel il entendait affecter une somme de 100 millions de couronnes.

### § 3. — *Ce qu'on a fait en France*

Que la France ait participé à ce mouvement de démocratisation du sol, voilà qui ne saurait surprendre. Mais elle est intervenue en ménageant les droits acquis avec la plus exacte conscience. Elle n'a pas violenté les gros propriétaires comme fit la Nouvelle Zélande en 1907. Elle n'a point suivi les conseils de M. l'abbé Gruel, qui souhaitait, dans sa *Réforme agricole* de 1894, la vente aux non possédants des terrains appartenant aux établissements publics charitables (2). Elle n'a pas davantage, à l'exemple de M<sup>me</sup> de Clerq, partagé ses biens-fonds entre les familles nécessiteuses (3). Mais, non contente d'avoir vu entre

---

1. G. Louis Jaray. *La question sociale et le socialisme en Hongrie*, 1909, p. 40.

2. P. 22.

3. M<sup>me</sup> de Clerq partagea ses biens pour réprimer la mendicité et la contrebande par le moyen de la propriété. Son expérience, tentée à Oignies (Nord) à de tout point réussi.

1862 et 1892 le nombre des propriétaires autonomes s'accroître de 382.871 unités ; non contente d'avoir pu constater entre 1882 et 1892 une sensible augmentation de la toute petite propriété (1), elle a su élaborer des lois heureuses dont l'amélioration serait pourtant nécessaire.

Nous faisons ici allusion aux trois lois du 30 novembre 1894, 12 avril 1906 et 10 avril 1908, auxquelles il conviendrait d'ajouter les lois sur le crédit agricole, notamment celle du 19 mars 1910.

Dans le Préambule de cet ouvrage, nous signalions que le texte législatif du 30 novembre 1894, concernant les habitations à bon marché, ne méritait guère d'être compté parmi les textes présentant un caractère évident d'utilité rurale, puisqu'il s'appliquait seulement aux *jardins* d'une contenance de 5 à 10 ares tout au plus. Au contraire la loi de 1908, qu'on qualifie souvent de *loi Ribot*, offrirait un intérêt très considérable, visant les petites exploitations rurales d'un *hectare* au plus, si elle n'exigeait la constitution de sociétés de crédit immobilier difficiles à créer. Par elle les avantages des lois précédentes sont étendues à l'agriculture, avantages qu'on peut grouper sous les sept chefs suivants :

1° Maintien de l'indivision pendant plusieurs périodes quinquennales consécutives après le décès de l'acquéreur

---

1. De 1892 à 1909 au contraire, c'est la petite propriété qui s'est accrue aux dépens de la toute petite et de la moyenne (*Enquête min. Agric.*).

ou du constructeur (1), maintien que doit approuver le juge de paix sur la demande du conjoint survivant ou d'un enfant du *de cuius*.

2° Opposition possible à la vente, faite par le conjoint survivant ou par l'un des héritiers suivant un certain ordre de préférence ; et dans ce cas, attribution du bien à l'opposant sur estimation.

3° Dispense de la contribution foncière pendant douze ans pour les propriétés bâties.

4° Pour ces mêmes propriétés, dispense de l'impôt des portes et fenêtres.

5° Paiement échelonné des droits de mutation ;

6° Dispense de certains impôts pour les sociétés d'habitation à bon marché.

7° Autorisation aux hospices, bureaux de bienfaisance et caisses d'épargne d'acheter des actions de ces dernières sociétés.

Quant aux conditions qu'elle désire voir réunies pour que son application soit possible, il y en a trois, que nous allons énumérer :

a) La valeur locative du logement de l'acquéreur ne doit point dépasser un certain taux variable avec la population.

b) Si l'acquéreur est déjà propriétaire d'un terrain, la superficie de ce terrain et sa valeur viennent en déduction des maxima fixés par la loi (1 hectare, 1.200 francs).

c) L'acquéreur doit s'engager à cultiver personnelle-

---

1. Il s'agit en effet soit d'une maison, soit d'un champ, soit d'une maison avec champ.

ment ou à faire cultiver par sa famille. Il doit contracter une assurance en cas de décès auprès de la Caisse nationale; fournir, s'il emprunte à une société de crédit immobilier, le cinquième du prix du terrain ou de la maison au moment de la conclusion du prêt hypothécaire exigé par la dite société, et produire, outre un certificat constatant qu'il a satisfait aux diverses conditions réclamées par la loi pour l'acquisition du terrain, un certificat de salubrité concernant la maison.

Que si l'on se demande maintenant comment il est possible aux intéressés de profiter de la loi du 10 avril 1903, il est naturel, comme l'a fait M. Joseph Brunhes dans une remarquable conférence sur ce sujet, de rechercher ce que peut faire un petit cultivateur qui a des ressources, et ce que doit faire le petit cultivateur qui n'en a pas.

Dans le premier cas, rien de plus simple. Ce n'est effectivement pas pour l'homme favorisé d'une certaine fortune que de réelles difficultés pécuniaires surgissent : c'est pour celui qui n'a pas d'argent.

Celui-ci trouvera des prêteurs dans les Sociétés de crédit immobilier, sociétés anonymes au capital de 200.000 fr., dont la loi prévoit la création précisément pour faire des avances de fonds aux personnes qui en manquent. De ces sociétés, la moitié du capital-actions au plus doit être libéré, à moins qu'un décret ne permette le dépassement de ce maximum.

*Critique de la loi.* — Le défaut de cette loi du 10

avril 1908, au dire de M. Cheysson (1), c'est d'être beaucoup trop formaliste. Au dire de M. le député Bouffandeau (2), c'est de nécessiter la création des sociétés dont nous venons de parler.

Nous croyons que tous deux ont raison au point de vue rural. D'une part nos paysans ont horreur des formalités ; même simples, elles les effrayent : à plus forte raison quand elles ne le sont pas. D'autre part, rien de plus difficile à créer qu'une société de crédit immobilier, étant données la profonde indifférence que leur témoignent les capitalistes (3) et la cherté des prêts qu'elles peuvent consentir (4). Si bien qu'à l'heure actuelle deux seulement ont pu se constituer, l'une au Havre, l'autre dans le Pas-de-Calais. Echec absolu d'une loi dont le principe est excellent, mais dont l'application, ou mieux le défaut d'application, indique à lui seul les vices essentiels.

Malgré les mécomptes qu'a donnés cette législation, un mouvement d'accession très marqué se manifeste en France. Les ouvriers agricoles deviennent propriétaires dans 26 départements, (Allier, Alpes-Maritimes, Charente, Deux-Sèvres, Hautes-Pyrénées, Pas-de-Calais, Rhône, Somme, Var, etc...) ; les fermiers et métayers le deviennent

---

1. Dans le même sens, Noulens, *Rapport de 1909 sur le budget de l'Agriculture*.

2. Chambre des députés ; *Officiel* du 14 décembre 1910, p. 3336.

3. « Les personnes qui pourraient prendre des actions des sociétés de crédit ne le font nulle part » disait M. Bouffandeau à la Chambre des députés le 13 déc. 1910.

4. Vigouroux, *Rapport sur le projet de loi du crédit à long terme*.

dans 34, et dans 56 les petits propriétaires étendent les limites de leurs héritages (1).

Le souci persistant du législateur n'a-t-il pas d'ailleurs été de faciliter cette tendance ? En son article 13 la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes permet à l'assuré, quand la pension qu'il se constitue dépasse 180 francs, d'employer la valeur du surplus à l'achat d'une terre ou d'une habitation inaliénable et insaisissable. De plus, sur l'avis conforme du Conseil supérieur des retraites ouvrières et jusqu'à concurrence du dixième, les fonds versés en vue de la retraite peuvent être placés en prêts aux institutions visés par la loi du 12 avril 1906, en prêts hypothécaires sur habitations et jardins ouvriers, ou en obligations des sociétés d'habitation à bon marché (art. 15).

Bizarrerie : cette même loi, s'il faut en croire M. Cheyson, aurait porté le coup le plus direct et le plus grave à l'accession en édictant l'obligation des versements ouvriers dans l'agriculture comme dans le commerce et l'industrie. Contraindre, disait-il dans un rapport à la Société nationale d'agriculture (2), contraindre l'épargne des petits travailleurs à s'acheminer vers les caisses d'où leur viendront des rentes hypothétiques, c'est épuiser leurs facul-

---

1. Enquête min. agric., 1909 et *Bulletin de l'Office agricole*, 1909.

2. Rapport du 23 février 1903 sur les retraites ouvrières. C'était aussi l'avis de la Société des agriculteurs de France.

tés, et par conséquent leur interdire tout espoir d'accession.

*Le crédit à long terme*. — De cette manière un peu absolue d'envisager les choses, nous retiendrons ceci surtout : c'est la difficulté pécuniaire qui s'oppose avec le plus de force à ce que les humbles parviennent à la propriété. Aussi devons-nous louer le législateur de 1910 d'avoir instauré pour ces derniers le *crédit à long terme*. Il a consenti par là même à nos populations rurales un mode de crédit des plus utiles. Complément naturel, a-t-on dit souvent, de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille, il n'est pas moins indispensable à l'exécution des lois concernant l'accession. Il n'y a que les communes en effet qui dans certaines régions distribuent gratuitement des terres à leurs administrés (1) ; tous autres lopins doivent être payés, et trouver de l'argent n'est pas facile aux pauvres. C'est pourquoi depuis longtemps, on s'efforce de mettre le petit paysan à même de faire appel à un crédit peu onéreux. L'institution du Crédit foncier n'était pas inutile à cet effet (2), mais elle ne répondait pas parfaitement aux nécessités des exploitations rurales. Dès 1894 une loi intervint, qui organisa le crédit agricole. Le 31 mars

---

1. Ces terres sont dites *parts communales*, *parts ménagères* ou *pilles* selon les endroits. Elles sont données à tout chef de famille pour un an, à charge pour lui d'en payer les impôts.

2. Il faut remarquer que le Crédit foncier refuse actuellement, ou à peu près, de prêter sur certains biens ruraux, les vignes notamment.

1899 une autre créa les caisses régionales de crédit (1): Mais les prêts consentis par elles n'étaient que des prêts à court terme, et il est des cas où le cultivateur a besoin d'argent pour une longue période : c'est précisément ce qui arrive lorsqu'il veut accéder à la petite propriété n'ayant pas les premiers fonds indispensables. Aussi bien, une personne quelconque pourrait-elle emprunter aux caisses locales pour acheter des terres conformément à la loi du 10 avril 1908 ? Non pas. « Une caisse locale, dit M. Vigoureux dans son rapport à la Chambre sur le projet de loi du crédit à long terme (page 8), peut prêter à un fermier 1.200 ou 1.500 francs pour acheter une paire de bœufs, mais elle n'a pas le droit de prêter 1.000 francs à un propriétaire pour acheter un lopin de terre voisin. »

Cette double anomalie méritait de disparaître. La loi du 19 mars 1910 l'effaça. Depuis cette date les sociétés de crédit agricole sont autorisées à consentir des prêts individuels à long terme destinés à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales. Les prêts consentis doivent être hypothécaires ou garantis par une assurance en cas de décès ; ils ne peuvent dépasser la somme de 8.000 francs et sont remboursables en quinze années au maximum.

Telle qu'elle, cette loi a-t-elle atteint le but qu'ont visé

---

1. A la fin de 1908, il y avait 94 caisses régionales et 2.636 caisses locales groupant 117.000 adhérents avec un capital de 11.120.000 francs. Le total de leurs prêts s'élevait à 91 millions.

ses auteurs ? A cette question, le 13 décembre 1910 M. Bouffandeau faisait la réponse convenable : « La loi du 19 mars 1910, a-t-il dit, nous fait éprouver, dans notre département du moins, la plus cruelle déception. Nous n'avons pas pu encore faire contracter un seul emprunt ni répondre favorablement à une seule demande. Mais dans d'autres départements il n'en a pas été ainsi ».

Le succès de la loi varie donc jusqu'à présent avec les régions. Ici, les caisses de crédit se montrent timides et réservées, parce que pécuniairement responsables de leurs prêts vis-à-vis de l'État (1). Là au contraire elles envisagent sans effroi l'application des dispositions légales.

Du côté des intéressés, on trouve encore trop court le délai du remboursement. Le Congrès de Rouen souhaitait que sa durée fût portée de quinze à vingt ans et que la loi fixât le point de départ de l'amortissement obligatoire à cinq années après le versement.

Ces améliorations légales seraient évidemment dignes de toute approbation ; mais il serait utile aussi que le taux annuel de l'amortissement obligatoire fût diminué dans une certaine proportion quand, par suite d'épidémies ou de fléaux quelconques, l'emprunteur se trouverait momentanément dans une situation difficile.

---

1. Bouffandeau, *Officiel* de 14 déc. 1910, p. 3336.

§ 4. — *Conclusion*

Que si nous jetons maintenant un regard critique sur l'ensemble des dispositions législatives concernant l'accession, nous sommes obligé de constater qu'elles ne sont point parfaites. Outre les amendements que nous venons de signaler à propos du crédit à long terme, il serait opportun d'étendre encore la portée de la loi du 10 avril 1908 en ce qui touche la contenance des champs qu'elle régit : car un hectare de terre ne peut pas procurer au petit paysan, ouvrier ou journalier, des ressources suffisantes pour le tirer d'affaire. Mais prenons les choses dans leur état actuel, et voyons de quelles précautions le législateur a entouré les personnes qui ont accédé à la propriété, pour garantir entre leurs mains la conservation de la petite fortune immobilière qu'il leur a été donné d'acquérir.

---

## CHAPITRE V

---

### LE BIEN DE FAMILLE INSAISSISSABLE

§ 1. — La loi du 12 juillet 1909. — Origine et teneur.

§ 2. — Raisons de son peu de succès jusqu'à ce jour.

§ 3. — Critiques.

§ 4. — Conclusion.

#### § 1. — *La loi du 12 juillet 1909*

Le procédé dont le législateur français a fait choix pour maintenir dans sa propriété le petit cultivateur autonome ou salarié, c'est celui que dès 1839 l'État américain du Texas mit en pratique sous le nom de *homestead*. Il consiste à garantir l'insaisissabilité de l'habitation familiale, garantie que déjà la vieille *common law* anglaise accordait dans une certaine mesure et que la grande Charte de 1215 proclamait en faveur des hommes libres délinquants (1), tant il est vrai que rien n'est nouveau sous le soleil.

Après s'être répandue dans les divers États de la République américaine, l'idée du *homestead* gagna le continent

---

1. Vattier, *le Homestead*, 1910, p. 60.

européen. C'est en 1878, qu'elle pénétra chez nous. La Société de législation comparée la fit connaître par l'insertion dans son *Bulletin* d'une communication fort documentée de M. Joliot (1). Mais il faut venir jusqu'en 1894, pour voir l'idée prendre consistance et s'affirmer devant le Parlement (2). Puis un grand silence, à peine troublé par les réunions savantes de la Société d'économie sociale et de la société de législation comparée. Enfin le 31 janvier 1905, M. Ruau déposa, au nom du gouvernement, un projet que la Chambre vota pour la forme à l'expiration de la huitième législation, et qui devint le 12 juillet 1909 la loi actuelle du bien de famille insaisissable.

*Constitution du bien.* — En vertu de cette loi, toute personne française ou admise à domicile, ayant charge de famille (3), et capable de disposer, peut, en en faisant la déclaration à la mairie de son domicile, rendre insaisissables sa maison et ses terres, quand la valeur de l'ensemble ne dépasse pas 8.000 francs.

La maison doit appartenir en propre au bénéficiaire, constituer un tout non indivis et faire l'objet d'une assurance contre l'incendie. A tout le moins ce bénéficiaire doit posséder une portion divise de l'habitation.

Les immeubles par destination peuvent être compris

---

1. Nous empruntons ces détails à M. Vattier, *loc. cit.*, p. 155.

2. Propositions Lemire et Leveillé, 1894.

3. Un tiers généreux peut également constituer un bien de famille en faveur de personnes amies, soit par testament, soit par donation entre vifs.

dans la déclaration d'insaisissabilité, mais il est clair qu'ils entrent alors en compte pour le calcul du maximum légal. Il est à peine besoin d'ajouter que, comme la maison et comme les terres, ils doivent appartenir à qui les rend insaisissables.

Quant à celles-ci (1), leur situation est-elle indifférente? Non pas. Le législateur a pris soin de spécifier qu'elles doivent être *attenantes à la maison ou voisines de celle-ci*. Mais dans un pays de propriété disséminée comme le nôtre, il est probable qu'on devra se montrer assez peu rigoureux sur l'exécution de cette condition légale.

Autrement fermes seront les prescriptions concernant les mesures à prendre pour que soient, lors de la déclaration d'insaisissabilité, entièrement sauvegardés les droits des créanciers antérieurs. Dans ce but qu'a fait la loi? Elle a exigé qu'une publicité spéciale, par voie d'affiches et de journaux, indiquât à tous les intéressés le dessein du constituant, afin qu'ils pussent, dans le délai de deux mois que leur impartit l'article 7 de la loi, inscrire leurs privilèges et hypothèques, (car on ne peut pas rendre insaisissable un bien grevé de ces charges, à moins qu'il ne s'agisse d'hypothèques légales) (2). Elle a de plus prescrit

---

1. Il est indispensable de noter que des terres ne pourraient être déclarées insaisissables seules, c'est-à-dire sans un logement; d'autre part, elles ne peuvent l'être qu'à condition d'être cultivées par le constituant ou sa famille.

2. En vertu de la loi du 19 mars 1910, l'hypothèque prise sur un immeuble par la société de crédit à laquelle s'est adressé un emprunteur à long terme, ne fait pas non plus obstacle à la constitution.

l'homologation obligatoire du juge de paix, et la transcription à peine de nullité dans le mois qui suit l'homologation. Elle a enfin pris la sage détermination de ne pas rendre la fondation du bien de famille opposable aux créanciers antérieurs malgré les diligences de qui elle aurait été opérée (art. 10).

*Le bien constitué.* — Mais à cette exception près, une fois constitué, le bien de famille est-il toujours insaisissable? Ce serait une erreur de le croire. *Le fisc* peut s'en emparer quand on ne lui paye pas les impôts y afférents ou les dettes contractées vis-à-vis de l'État par une condamnation pénale du bénéficiaire (art. 10.) *Les sociétés d'assurance contre l'incendie* peuvent, en le faisant vendre, poursuivre le paiement des primes qui leur sont dues. *Les créanciers alimentaires* du constituant ou du bénéficiaire ont le droit de se faire désintéresser sur le prix de sa vente. *Le constituant lui-même*, enfin, peut renoncer au bénéfice de la loi, mais il lui faut pour cela le consentement de sa femme par devant le juge de paix s'il est marié, et la permission du conseil de famille s'il a des enfants mineurs.

Le régime auquel est soumis le bien pendant tout le temps de sa constitution est aisé à prévoir. Puisque le but de la loi est d'offrir à la famille une protection efficace contre les coups du sort, un toit permanent, un abri intangible, il fallait de toute nécessité qu'elle décrétât l'interdiction de vendre le bien ou de l'hypothéquer. C'est ce

qu'elle a fait et ce qu'elle ne pouvait pas ne pas faire, sous peine d'apparaître comme une énigme incompréhensible. Que signifierait la constitution d'insaisissabilité si la vente était possible *ad nutum*? De son côté, que signifierait l'hypothèque assise sur un immeuble insaisissable? Et si par l'hypothèque l'insaisissabilité pouvait tomber, quelle comédie aurait joué le constituant avec la complicité de la loi?

Vente et hypothèque sont donc en principe interdites. Mais l'article 11 prévoit que l'aliénation pourra se produire aux conditions que nous avons exposées plus haut à propos de la renonciation. Quant à l'article 5, il porte qu'on pourra bien prendre hypothèque sur un immeuble insaisissable, mais qu'en ce cas l'exercice du droit de poursuite est suspendu jusqu'à la désaffectation du bien.

*Destinée du bien de famille.* — Successivement nous avons étudié l'origine du bien de famille, les conditions et les résultats de sa constitution. Il nous reste à voir ce que devient le bien soit à la mort du constituant, soit au cas de substitution ou de remploi.

a) Si le bénéficiaire décède, va-t-on procéder au partage entre les héritiers conformément aux prescriptions du Code civil? Point. A la requête du conjoint survivant, et chaque fois que ce dernier est copropriétaire du bien, l'attribution de celui-ci peut lui être consentie par simple décision du juge de paix (1). Si le conjoint est propriétaire

---

1. Le droit du conjoint survivant existe quand tous les descendants sont majeurs, ou, s'il y en a de mineurs, quand le juge de paix n'a

du bien, l'insaisissabilité subsiste à son profit. Enfin, si le conjoint n'est ni propriétaire ni copropriétaire du bien, cette même insaisissabilité peut également persister, jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants, par l'effet du maintien de l'indivision prononcé par le juge de paix.

b) Que l'immeuble déclaré insaisissable vienne à être exproprié, ou, se trouvant assuré, à être détruit par un incendie, le constituant doit faire emploi des sommes allouées par la compagnie d'assurance ou la personne publique débitrice, afin que la famille retrouve l'asile perdu.

c) Si enfin le bénéficiaire le veut, il peut opérer la substitution d'un bien à un autre ; mais il ne peut pas constituer deux biens insaisissables. Tout ce qu'il peut faire, c'est augmenter la valeur du bien déclaré, alors même que cette valeur viendrait à dépasser les 8.000 francs légaux.

## § 2. — *Raisons du peu de succès de la loi*

Nous avons eu l'occasion fréquente de constater que le principal défaut de cette législation, qu'un sénateur américain n'hésitait pas à qualifier de sublime, est d'être ignorée de la plupart des intéressés. Ignorée souvent dans son existence même ; ignorée du moins dans ses disposi-

---

pas prononcé l'indivision. En cas contraire, le droit n'existe jusqu'à ce que le plus jeune des descendants ait parfait sa vingt et unième année.

tions essentielles, et redoutable de prime abord en ce qu'elle nécessite, croit-on, trop de formalités et trop de frais.

Rien de moins fondé pourtant que ces craintes. Les formalités, nous l'avons vu, sont d'une rare simplicité : déclaration, affichage et avis, acte notarié, homologation, transcription. Quant aux frais, M. Fernand David, dans son rapport sur le budget de 1911, les évaluait à 60 ou 80 frs. selon la forme de l'acte, la valeur du bien et les incidents de procédure possibles (expertises, oppositions, etc...) Il n'y a vraiment pas là matière à effrayer quiconque possède terres et maison. Quelle est la personne qui, sur le point de voir son bien saisi et vendu, ne donnerait pas 60 ou 80 francs, si elle les avait encore à sa disposition, pour éviter le désarroi matériel et moral d'une vente judiciaire ? Et si on songe que souvent ruine s'ensuit, peut-on ne pas tenir pour un simple acte de prévoyance le fait d'une déclaration d'insaisissabilité ?

Mais il faudra du temps et du dévouement pour apprendre aux paysans que cet acte, bien loin d'indiquer une situation précaire, est la marque la plus certaine d'une sagesse qui refuse de livrer fortune et famille aux hasards de l'existence, comme aussi d'une indépendance pécuniaire à ce point véritable qu'aucun privilège, aucune hypothèque, aucune charge ne pèsent sur les biens constitués.

La crainte qu'on ne les croie dans une situation gênée est cependant l'une des raisons pour lesquelles notre loi de

1909 ne reçoit pas une large application. Voudraient seuls y avoir recours ceux qui sont obérés de dettes, et ceux-là justement ne peuvent plus prétendre à ses bénéfices !

### § 3. — *Critiques*

De la part des intéressés, la loi peu ou pas connue n'a pu faire l'objet d'aucune critique. Mais il n'en a pas été de même pour les personnes appelées à l'étudier. On lui a reproché de contrevenir aux principes de l'équité (1), d'être un vil moyen électoral (2). On a dit qu'elle sacrifiait scandaleusement les droits des créanciers, comme si la constitution pouvait être opposable à ceux-ci quand ils sont *antérieurs*, et comme si les créanciers *postérieurs* pouvaient légitimement espérer gager leur créance sur des biens qu'ils savent insaisissables ! Ces derniers d'ailleurs ont tout avantage à ce que soit proclamée l'insaisissabilité. « Au lieu d'un débiteur ruiné par la vente en justice, dit l'exposé des motifs du projet gouvernemental, opérée au moment où les biens étaient sans valeur, les créanciers auront désormais devant eux un homme en état de faire honneur à ses engagements. La ruine qui l'eût frappé, la perte qu'auraient subie ses créanciers, auront été ainsi conjurées par l'intervention intelligente de la loi. »

Quant à l'opposition très radicale des principes de notre

---

1. Heurteau, *Journal des Débats*, 21 juin 1894.

2. De Puynode, *Revue pol. et parl.*, 1895, p. 476.

droit civil avec l'institution nouvelle, elle est indéniable, mais ne compose pas un grief sérieux. M. Rougé l'a fortement exprimée dans une conférence qu'il faisait un jour à l'Union des syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté (1) : « Le bien de famille, disait-il, c'est l'indivision favorisée dans un intérêt social ; le Code civil, c'est partout l'indivision découragée dans un intérêt économique. Le bien de famille, c'est l'indivision maintenue au profit de la famille en dépit des résistances individuelles, par la femme contre le mari, par les enfants contre leur père ; le Code civil, c'est la superstition du droit individuel poussée jusqu'à la rupture de l'indivision par la volonté d'un seul, malgré l'opposition de tous. Le bien de famille, c'est un patrimoine inviolable soustrait à tous les facteurs de dissolution quels qu'ils soient, aux créanciers par son caractère insaisissable, un partage immédiat et forcé par une série de mesures qui ont pour but de conjurer ce terrible ennemi de l'intégrité des héritages ; le Code civil, c'est l'émiettement inévitable des patrimoines sous la double influence du créancier qui l'exproprie, des héritiers qui le divisent. Le bien de famille et le Code civil, pour tout dire, c'est d'une part la famille et de l'autre l'individu ; et delà vient que n'ayant pu loger la première dans un édifice exclusivement fait pour abriter le second, il a fallu, pour lui donner un asile, bouleverser à la fois

---

1. *Assemblée générale*, 18 décembre 1909.

le droit des biens, le droit des personnes et le droit des successions. »

Mais ceci n'est pas une critique. Qu'importent des bouleversements si radicaux s'ils ont leur utilité sociale ? Qu'importe une opposition aussi catégorique d'une loi à un Code si la loi peut s'appliquer sans frottements désagréables, et vivre, fleur exotique, en des climats qu'on disait n'être point faits pour elle ?

Quant à l'objection tirée contre la loi de l'impossibilité où devait être le constituant de trouver du crédit après fondation de son bien insaisissable, la loi du 19 mars 1910 y a répondu d'une manière convenable, sinon parfaite encore.

#### § 4. — *Conclusion*

Reste à voir quelles améliorations légales pourraient être apportées au texte du 12 juillet 1909 dans l'intérêt de nos cultivateurs.

Ces améliorations, M. Vigouroux les indiquait avec netteté à la section agricole du Musée Social, moins de six mois après l'apparition de la loi.

Il faudrait tout d'abord, il faudrait surtout ne pas exiger pour la constitution du bien de famille une maison ou une portion de maison appartenant en propre à l'intéressé. Certes les lois de 1894, 1906 et 1908 seront d'un grand secours aux humbles pour les aider à satisfaire à cette condition ; mais pourquoi garantir contre la saisie un individu

qui possède une maison et des terres, tandis qu'on refuse cet avantage à qui, possédant des terres, n'est pas assez riche pour acquérir sa maison ? Il y a là quelque chose d'anormal.

D'autre part il serait bon d'abaisser les frais d'acte par l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement. Par ces moyens il est probable qu'on rendrait plus courante cette constitution d'insaisissabilité dont la nécessité éclate à ce point qu'on l'a favorisée sous des formes diverses, non seulement aux États-Unis et en France, mais en Russie, en Serbie, en Australie, au Canada et jusqu'en Chine.

---

## CHAPITRE VI

---

### LES RETRAITES PAYSANNES ET LA LOI DU 5 AVRIL 1910

- § 1. — Les controverses suscitées par la loi.
- § 2. — Obligation ou liberté ?
- § 3. — Constitution par l'État ou par des sociétés mutuelles ?
- § 4. — Capitalisation ou répartition ?
- § 5. — Capital aliéné ou capital réservé ?
- § 6. — Analyse de la loi du 5 avril 1910.
- § 7. — Conclusion critique.

#### § 1. — *Les controverses suscitées par la loi*

Quoique la chose ait été âprement contestée, il nous paraît certain que la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes consacre une réforme grâce à laquelle le sort du travailleur des campagnes s'améliorera notablement.

Qu'elle se présente sous une forme définitive, qu'elle ne prête à aucune critique, voilà ce que nous serons certainement le dernier à admettre. Néanmoins nous nous garderons d'adresser aucun reproche au législateur qui l'a fait aboutir. Est-ce du premier coup d'aile qu'on atteint aux cimes de la perfection ? Une œuvre, surtout quand elle est de

semblable envergure, n'est-elle point toujours susceptible d'amendement ? et les exemples sont-ils nombreux de textes législatifs qu'on a pu ne jamais réviser ?...

Celui du 5 avril 1910 ne fait pas exception à la règle ; c'est notre but même d'en montrer les défauts et d'indiquer les points sur lesquels des retouches seraient nécessaires dans l'intérêt de la classe laborieuse.

Particulièrement infortunée a été la loi qui nous occupe. Depuis son principe jusqu'à ses détails d'application, tout en elle a été sujet aux plus rudes controverses. Seule la nécessité d'une retraite fut reconnue sans résistances appréciables. Mais les conflits surgirent dès qu'il fut question de décider la manière dont les pensions devraient être constituées. Les uns penchaient pour la liberté, les autres pour l'obligation, et cela non moins dans la doctrine que dans les Assemblées.

## § 2. — *Obligation ou liberté ?*

M. Cheysson, par exemple, était ardent à soutenir que l'obligation de la retraite, reposant sur ce postulat que l'homme livré à lui-même est incapable de prévoyance, impliquait une déchéance morale et sociale de l'assujetti (1). Et la Société des agriculteurs de France déclarait que « prendre au salarié, sans son consentement, une partie

---

1. Rapport à la Société nationale d'agriculture, 1908.

quelconque de son salaire pour lui constituer d'office une rente viagère, qu'il ne touchera d'ailleurs que s'il est vivant à soixante-cinq ans, constitue en réalité un impôt sur le travail ».

M. Jay au contraire écrivait en 1895 que « l'assurance ouvrière contre la vieillesse sera obligatoire ou ne sera pas (1), » et M. Robin se persuadait que, facultative, la retraite ne profiterait qu'aux hommes énergiquement économes, c'est-à-dire à ceux qui justement n'ont besoin de personne pour épargner (2).

Dans l'enceinte parlementaire, tandis que MM. Fernand de Ramel, Audiffred et quelques autres jugeaient l'obligation « humiliante et contraire à la saine morale », MM. Viviani, Millerand et Guieysse s'en faisaient maintes fois les apôtres convaincus.

Nous verrons bientôt que c'est eux qui finalement, en violation de la volonté très formellement exprimée par les groupements consultés, triomphèrent (3).

S'ils ont triomphé, c'est que leurs arguments paraissaient posséder cette puissance de conviction qui s'attache à tous ceux dont on ne peut critiquer ni la pondération, ni la base positive. Leur substance ? Nous la trouvons admirablement résumée dans *le Dalloz périodique* de 1910 (4<sup>e</sup> partie, p. 65.) Elle porte sur ce que, l'impré-

---

1. *Revue d'économie politique*, 1895, p. 5.

2. Robin, *Questions agricoles*, p. 89.

3. Lors de l'enquête de la commission du Sénat, 1 250 groupements se prononcèrent pour la liberté, 382 contre.

voyance ne pouvant être considérée comme un droit, on ne saurait sans abus lui donner une liberté corrélative ; par suite, le système de l'obligation ne contrevient nullement à nos idées sur l'indépendance de chacun. En second lieu, là où l'initiative de l'individu ne suffit pas, il faut nécessairement qu'intervienne celle de l'État : or s'il est possible de voir des caisses de retraites fonctionner sous le régime de la liberté des versements, il faut remarquer combien elles sont peu nombreuses et surtout peu florissantes. La Caisse nationale elle-même, quoique cinquantenaire, ne compte par beaucoup d'affiliés volontaires : sur les 81 millions de francs qu'elle distribue chaque année à ses adhérents, 4 à 5 millions seulement sont destinés aux assurés facultatifs. C'est d'ailleurs le sort qui attend la plupart des caisses au fonctionnement desquelles aucune cotisation obligatoire ne contribue. Considérons la Belgique, où règne en maître l'intangible système de la liberté subsidée ; nous verrons que 66 0/0 des ouvriers n'y sont pas assurés, et qu'en 1903, 17 0/0 des livrets pris en 1901 étaient abandonnés.

A qui enfin prétendait que l'obligation doit nécessairement entraver l'épargne, il était facile aux défenseurs du projet de montrer qu'en Allemagne, bien loin de diminuer, cette épargne à passé. nonobstant l'obligation, de 1.593 millions de marks en 1880 à plus de 6 milliards en 1910.

Et ainsi se trouvaient réfutées les plus fortes objections qu'opposaient au projet les esprits libéraux.

On voit de quelle saisissante précision ils font usage. En fait cependant, on ne peut s'empêcher de regretter cette espèce de violence que l'obligation fait à la liberté de chacun, et de trouver étrange le procédé qui consiste à faire le bonheur des gens malgré leur volonté contraire.

Chose pourtant curieuse, chacun ici paraît avoir raison : le salarié, qui s'affirme libre de disposer de son salaire ; la collectivité, qui croit devoir se montrer plus prévoyante que lui, et pouvoir le contraindre à économiser en vue de subvenir aux besoins de sa vieillesse.

Mais un système de ce genre ne pourrait-il être adopté : 1° Les versements ouvriers seront facultatifs ; 2° Quand ils s'effectueront, ils entraîneront *ipso facto* un versement patronal corrélatif, dont la quotité ne pourra dépasser 9 francs, 6 francs et 4 fr. 50, selon l'âge et le sexe du futur assuré ; 3° Mis à part les cas d'invalidité, on ne servira les pensions qu'au bout de tant de versements (30 d'après la loi actuelle), et à tel âge (65 ans, en vertu de cette même loi) ; 4° Aucune des personnes salariées qui refusera les contributions précitées ne pourra bénéficier de la loi du 14 juillet 1905, à la libéralité de laquelle s'en remettait son imprévoyance peu consciencieuse.

Par ce procédé très simple, il semble bien qu'on pourrait substituer à la contrainte légale une contrainte morale autrement acceptable et efficace ; et on empêcherait les gaspilleurs d'imposer à la charité publique la charge d'une vieillesse qu'ils n'auront pas voulue meilleure.

§ 3. — *Constitution par l'État ou par des sociétés mutuelles ?*

Nouveaux dissentiments sur la question de savoir par qui les pensions devraient être servies. Le 23 février 1903, la Société des Agriculteurs de France émettait l'avis qu'elles devraient l'être par des sociétés de secours mutuels subventionnées par l'État. C'est le système belge de la liberté subsidiée, qui, doué d'une évidente simplicité, se recommande par son économie, et assure aux intéressés les bienfaits ou les risques d'une gestion personnelle. Mais il offre les inconvénients généralement reconnus à la faculté de ne pas s'assurer, c'est-à-dire qu'il tend à rejeter sur la société tout entière le faix immérité des imprévoyances individuelles.

Plusieurs auteurs néanmoins le préconisent : c'est ainsi que MM. Lacombe, dans un ouvrage couronné par le Musée Social, s'en montrent les partisans fermes et réfléchis, et d'autres, à l'inverse, soutiennent que c'est à l'État de fournir la pension de retraite, à l'État qui personnifie la nation constituée débitrice des vieux travailleurs à raison des utilités qu'elle en a jadis reçu (1).

À dire le vrai, le procédé de la liberté subsidiée est plus sympathique que l'autre à nos cœurs si pleinement épris d'indépendance ; mais il ne remplit pas les vues du

---

1. Robin, *loc. cit.*, p. 75.

législateur, telles que celui-ci les a conçues en 1910, c'est-à-dire basées sur l'obligation des versements préalables à la retraite.

A moins en effet, qu'on n'adopte le système dont nous avons tracé les grandes lignes touchant la contrainte morale à imposer aux intéressés, il est nécessaire, si on veut assurer à tout travailleur sur le déclin de ses jours une rente qui lui permettra de vivre honorablement sans travailler, de décréter l'obligation et de charger l'État de prendre en main l'institution des retraites.

En dehors de ces deux principaux modes de constitution, constitution par l'État, constitution par les sociétés subventionnées, il en peut exister plusieurs autres : constitution par des sociétés libres non subventionnées, constitution par des particuliers charitables, constitution par des personnes morales. Mais ce sont là des prévisions théoriques plutôt que des réalités, du moins au point de vue très général, auquel nous nous plaçons, des retraites allouées à tous les petits travailleurs.

Plus intéressantes sont les diverses modalités qui peuvent affecter l'un ou l'autre de ces procédés, et parmi elles surtout celles qui se rencontrent dans le procédé de la constitution par l'État. En pareil cas : 1° ou bien la pension est servie sans participation de l'intéressé ni de son patron ; 2° Ou bien elle est fournie par l'État avec l'aide des seules cotisations patronales ; 2° ou bien enfin elle est servie, avec bonification de l'État, sur les sommes versées

par l'ouvrier ou 4° sur les sommes versées conjointement par celui-ci et par son patron.

1° Le gros obstacle à une rente viagère allouée aux travailleurs retraités par le Trésor public, c'est bien entendu l'obstacle financier. Et il est insurmontable. Pas une minute on ne peut raisonnablement songer à enfler nos énormes budgets d'une dépense supplémentaire aussi considérable. Et puis, souverainement équitable en faveur des humbles travailleurs dont le salaire n'aurait pas aisément permis la retenue d'une contribution, ce système deviendrait une injustice à l'égard des travailleurs plus favorisés dont le gain eût rendu possible une certaine épargne. Malgré ces difficultés, qui vraiment rendent le problème bien délicat, on a songé à ce procédé dont la pratique en Nouvelle-Zélande, en Angleterre, au Danemark a tué tout esprit d'économie (1). M. Robin pour sa part (2), s'y montre très attaché, et nous-même regrettons de ne pouvoir le suivre sur ce terrain généreux.

2° Quant à l'idée de faire supporter par les seuls patrons toutes les charges résultant de la retraite, elle est venue à M. Antonin Dubost qui l'a soumise sans succès au Parlement. Le 23 janvier 1906, elle fut reprise sans plus de bonheur par M. Bonnevey, sous forme d'amendement au projet de 1906.

3° La retraite constituée par l'État et les seuls intéres-

---

1. On ne peut pas dire que chez nous, jusqu'ici, tel ait été le résultat de la loi du 14 juillet 1905.

2. Robin. *Questions agricoles*, 2<sup>e</sup> partie.

sés existe en Belgique, en Italie, en Suisse. Mais les ressources des intéressés étant par hypothèse très faibles, elle nous semble moins heureuse que la retraite due au quatrième procédé.

4<sup>e</sup> Celui-ci mérite de plus longs développements, parce que c'est celui qui a prévalu tant en Autriche pour les *employés privés* (1) qu'en Allemagne et chez nous dans la loi du 5 avril 1910. Il consiste, nous l'avons dit, à exiger des cotisations patronales et ouvrières que l'État bonifie. Moyen plus pratique que les autres, puisqu'il diminue la charge de l'État, plus équitable aussi puisqu'il fait contribuer l'intéressé à sa propre retraite.

a) Il ne saurait être en effet douteux pour qui réfléchit que si la collectivité assume la charge de constituer des pensions viagères à certains de ses membres il importe que ceux-ci se montrent dignes de l'intérêt témoigné en prouvant qu'ils ne sont point des gaspilleurs et des imprévoyants (2). Mais la difficulté que la loi du 5 avril 1910 rencontre dans son application, l'hostilité farouche qu'on lui témoigne un peu partout, montrent bien que ces consi-

---

1. Pecquet, thèse, *Retraites des ouvriers agricoles*, Paris 1902.

2. La Chambre avait voté dans son projet de 1906 l'exemption de versements pour les salariés touchant moins de 1 fr. 50 par jour. Le Sénat s'est refusé à admettre cette exception. Le 18 décembre 1909, il repoussa également un amendement de M. de Las-Cases ayant pour but d'exempter du versement le père de quatre enfants mineurs de seize ans. Enfin M. Guesde aurait voulu (30 mars 1910) que tous les ouvriers fussent dispensés de la cotisation, son amendement ne fut pas pris en considération.

dérations ne sont pas du goût de tout le monde, et notamment des intéressés.

En ce qui concerne la quotité du versement, l'enquête de 1901 demandait aux syndicats agricoles si elle ne devrait pas être inférieure pour les travailleurs de la terre à ce qu'elle serait pour les ouvriers des villes. D'une seule voix, tous les membres des 280 syndicats du Sud-Est répondirent que oui, « les ressources comme les besoins étant moindres pour les agriculteurs que pour les autres ». Malgré cet avis, malgré beaucoup d'autres identiques, la loi a décidé l'uniformité de la cotisation de tous les travailleurs adultes du même sexe.

b) Pour la cotisation patronale, son principe a été vivement contesté par les patrons assujettis, mais à tort croyons-nous. Dans son rapport de 1900, M. Guieysse en expliquait la raison d'être : « S'il est bon, disait-il que les ouvriers fassent acte de prévoyance pour les retraites, il est au moins indispensable que les employeurs en fassent autant. L'entrepreneur peut-il abandonner dans sa vieillesse celui qui, pendant son âge mûr, a été par son travail, l'instrument de sa fortune ou l'a aidé tout au moins à se maintenir, lui et les siens, à un degré plus élevé de l'échelle sociale ? »

c) En dernier lieu il nous faut dire un mot de la contribution de l'État. Sa nécessité tient à l'insuffisance des cotisations ouvrières et patronales. Subsidiairement, M. le rapporteur Guieysse l'a basée sur une compensation due aux humbles « qui, toutes proportions gardées, sont plus

durement frappés que les autres par l'impôt. » Raison dont l'évidence n'apparaît pas, et d'ailleurs raison parfaitement inutile, puisque la première légitime d'une façon absolue l'intervention de l'État.

#### § 4. — *Capitalisation ou répartition ?*

Ainsi, contribution des intéressés, contribution de leurs employeurs, contribution de l'État, nous avons signalé d'un mot à quels concours financiers la loi de 1910 fait appel pour la création du fonds des retraites et indiqué les objections auxquelles chacune donna lieu.

Nous allons examiner maintenant les controverses nées à propos de la capitalisation et de la répartition (1). Examen très bref au cours duquel nous signalerons seulement que le système de la répartition amène une instabilité annuelle du chiffre des pensions, dont le budget de l'État peut gravement subir le contre-coup si on fait appel à lui pour maintenir le taux normal de la rente ; qu'avec lui le versement minimum légal est en même temps le versement maximum, celui qui donnerait davantage sachant ne devoir rien toucher au partage de plus que les autres. Enfin, la liquidation d'une caisse de retraites est

---

1. La *capitalisation* consiste dans le versement par chaque assuré des sommes qui serviront, sans préjudice des contributions patronales et des majorations de l'État, à la constitution de sa propre retraite.

La *répartition* consiste à partager chaque année entre les intéressés les fonds obtenus par leurs versements, sans préjudice des versements correspondants des patrons et de l'État.

bien moins facile avec le système de répartition qu'avec le système de la capitalisation, car comment reconstituer, grossi des intérêts, la capital fourni par les affiliés?

Quant au système de la capitalisation, son avantage est de remédier aux inconvénients du système de la répartition. Mais n'a-t-il pas, comme on l'a dit quelquefois, le grave défaut de jeter le désarroi dans le marché financier, par suite de l'obligation à laquelle il pourrait conduire de placer des fonds considérables en rentes sur l'État? M. Guieysse a signalé cette objection avec la même netteté que les précédentes. Il y a répondu par une ferme négative. D'une part en effet les placements à affectuer chaque année ne doivent guère dépasser 200 millions alors que le chiffre global des placements de même nature atteint 2 milliards; d'autre part, et ce n'est point négligeable, l'article 15 de la loi autorise des placements en valeurs jouissant de la garantie de l'État; en prêts aux départements, communes, colonies ou pays de protectorat, établissements publics et chambres de commerce; en obligations du Crédit foncier; en acquisition de terrains à reboiser (1); en prêts aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique; en prêts hypothécaires sur les habitations ouvrières et jardins ouvriers ou en prêts aux sociétés de crédit immobilier, ainsi qu'en obligations des sociétés d'habitations à bon marché.

---

1. Après avis favorable du conseil supérieur des retraites ouvrières, et seulement jusqu'à concurrence des 4 cinquièmes.

Les craintes conçues par quelques esprits sont donc dénuées de tout fondement.

§ 5. — *Capital aliéné ou capital réservé*

En dernier lieu la question de savoir si les versements doivent avoir lieu à capital aliéné ou à capital réservé (1) a fait l'objet de discussions importantes. Le deuxième procédé sourit aux ayants-droit de l'assuré, qui retrouvent à la mort de celui-ci le capital constitué par ses versements ; mais ils ne réfléchissent pas que si le *de cujus* meurt après avoir effectué un petit nombre de versements, bien loin d'entrer en possession d'une rente de quelque importance, ils ne recevront que le capital dérisoire versé jusqu'alors. D'autre part, en ce cas, la rente ne pourra être que strictement proportionnelle au capital versé, ce capital devant faire retour à la succession de l'assuré.

Quant au premier procédé, pour des raisons contraires, il est le plus en conformité avec les intérêts de l'assujetti et de ses héritiers.

La commission de la Chambre et M. Ricard, en 1899, proposèrent un système mixte : il consistait en une combinaison d'apparence heureuse, en vertu de laquelle l'assuré se constituait une pension dont le chiffre était calculé à capital aliéné, cependant que le capital était rendu à la

---

1. Le capital est dit *aliéné* quand le crédit-rentier en fait le sacrifice définitif, c'est-à-dire quand il le donne au débit-rentier sans spécifier qu'il devra être restitué à ses héritiers lors de son décès.

Il est dit *réserve* au cas contraire.

veuve et aux enfants mineurs de seize ans en cas de décès du crédit-rentier. Le ministre des Finances combattit ce système au nom du gouvernement, et il fut repoussé.

§ 6. — *La loi du 5 avril 1910*

Nous avons par là terminé l'étude sommaire des controverses suscitées par la loi de 1910. Il nous faut procéder à une analyse aussi rapide et cependant aussi complète que possible de celle-ci.

La loi du 5 avril 1910 range essentiellement en deux catégories les travailleurs appelés à bénéficier de ses dispositions : 1<sup>o</sup>) les assurés obligatoires, 2<sup>o</sup>) les assurés facultatifs (1).

1<sup>o</sup> *Assurés obligatoires*. — Au regard des campagnes, les assurés obligatoires sont les salariés de l'agriculture (art. 1<sup>er</sup>) autres que ceux dont le salaire dépasse 3.000 francs (art. 10). Ils se voient retenir par leur employeur 9 francs par an s'ils sont majeurs de dix-huit ans, 4 fr. 50 au cas contraire et 6 francs s'il s'agit de personnes du sexe féminin. Toutes ces sommes sont remises à telle caisse de retraite que les intéressés désignent (2), grossies d'une égale contribution patronale (3).

---

1. Les assurés alternativement facultatifs et obligatoires au cours d'une même année ont la faculté de se faire inscrire soit sur la liste des facultatifs, soit sur celle des obligatoires.

2. L'art. 14 énumère ces caisses : Caisse nationale des retraites, sociétés ou unions de secours mutuels, caisses syndicales, etc... dont la gestion est confiée à la Caisse des dépôts et consignations.

3. Toutefois les salariés qui, au moment de la promulgation de la

Pour les personnes employées à la journée, le versement est de 3 centimes pour les hommes adultes, 1 centime et demi pour les mineurs de dix-huit ans et 2 centimes pour les femmes.

En dehors de cette contribution obligatoire, il est loisible à tout assujetti d'augmenter sa rente éventuelle en abandonnant à la caisse qu'il a choisie des sommes supérieures aux sommes légales ; mais en ce cas, le patron n'a point à opérer de versement et l'État ne consent aucune bonification.

La liste des assurés obligatoires est dressée dans chaque commune par le maire assisté de deux personnes choisies l'une parmi les employeurs, l'autre parmi les salariés. C'est en vertu de la liste ainsi établie que le Préfet distribue à tout assujetti une carte individuelle dont le verso est divisé en un certain nombre de cases. Dans ces cases, on doit coller des timbres spéciaux destinés à certifier les versements. Trois sortes de timbres sont prévus : le *timbre-patrons* qui prouve le versement du patron, le *timbre assurés* qui prouve le versement des salariés, le *timbre mixte* qu'on réserve aux assurés facultatifs.

Trente versements doivent en principe avoir été effec-

---

loi étaient membres d'une société de secours mutuels ou de prévoyance faisant retraite ; ceux qui pouvaient justifier avoir contracté un engagement, soit pour l'achat ou la construction d'une habitation à bon marché, soit pour l'acquisition d'une petite propriété, pourront être autorisés à continuer d'appliquer à ces œuvres les versements auxquels la loi les astreint.

tués pour que l'assuré ait le droit de toucher sa rente. En principe encore il faut qu'il ait soixante-cinq ans d'âge. Pourtant, on admet la liquidation de la pension viagère à partir de cinquante-cinq ans, et cette même liquidation existe (1) en faveur des assurés atteints de blessures fortuites ou d'infirmités prématurées entraînant une incapacité de travail permanente et absolue (art. 9).

De plus, lorsque la retraite en cours d'acquisition dépasse 180 francs, l'assuré peut, après examen médical, affecter la valeur en capital du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui seront constituées en bien de famille insaisissable.

Toujours à prévoir, est le cas où un assuré viendrait à décéder en cours d'assurance. Alors, il sera alloué à sa veuve 50 francs par mois pendant trois mois ; s'il y a des enfants mineurs de seize ans, on servira à ceux-ci une mensualité de 50 francs dont la durée sera variable avec leur nombre (six, cinq ou quatre mois).

Mêmes dispositions au cas de divorce prononcé contre le mari sans torts reconnus à la femme.

2° *Assurés facultatifs*. — Les assurés facultatifs sont les cultivateurs, fermiers, métayers, artisans et petits patrons qui travaillent habituellement ou seuls, ou avec l'aide des membres de leur famille (2), ou avec un seul ouvrier, ou

---

1. Mais alors sans condition d'âge.

2. On n'a pas égard au degré de parenté, mais on exige la cohabitation de la famille avec l'assuré.

même avec les membres de leur famille et un unique ouvrier. Ce sont aussi les femmes et veuves des assurés de toute nature.

Aucun n'est forcé de se constituer une retraite, mais chacun peut le faire s'il le jugé à propos. Là contre, au cours de la discussion, se sont élevés MM. Jaurès, Fournier, Faure et Empereur. Tous quatre auraient voulu que, sans distinction, tous les travailleurs fussent placés sous le joug de l'obligation. Mais leurs amendements furent repoussés à de fortes majorités, car, dans l'esprit du législateur, l'obligation était strictement liée à l'existence d'un contrat de travail. Pas de contrat, pas de contrainte : telle s'est affirmée la volonté du Parlement.

Pour les assurés facultatifs comme pour les assurés obligatoires, le versement normal est de 9 francs ; seuls les métayers peuvent n'en donner que 6. Mais de tous ces assurés volontaires, aucun ne peut annuellement verser plus de 18 francs.

Quand un fermier ou un métayer se constitue une pension de retraite, son propriétaire est astreint à affectuer, jusqu'à concurrence de 9 francs, des versements égaux aux siens. Disposition que la Société nationale d'agriculture avait vivement critiquée le 23 février 1903, la qualifiant d'abusive et de vexatoire. Il nous paraît cependant manifeste que les arguments en faveur de la quote-part imposée au patron du salarié ne perdent absolument rien ici de leur valeur. Dès lors de deux choses l'une : ou bien il faut

approuver dans les deux cas la cotisation de l'employeur ou bien dans les deux cas il faut la rejeter.

Quoi qu'il en soit de ce litige théorique, un fait subsiste : c'est que le patron de fermiers et métayers doit doubler la mise de ceux-ci jusqu'à une certaine somme.

Quant à l'État, au profit de tous les assurés facultatifs il majore annuellement du tiers les versements opérés jusqu'à ce que le chiffre de la pension atteigne 60 francs à soixante-cinq ans (art. 36). Le même article stipule avec bonheur que les enfants mineurs de seize ans et la veuve de celui qui décède en cours d'une assurance volontaire, doivent recevoir les mêmes allocations que les veuves et enfants des assurés obligatoires. Les conditions exigées sont identiques.

Pas davantage il n'y aurait eu lieu d'empêcher un assuré facultatif de réclamer la liquidation anticipée de sa retraite au cas d'invalidité. Enfin, cet assuré peut au même titre que les assujettis obligatoires mettre à profit les dispositions de l'article 8, qui laissent aux bénéficiaires de la loi des retraites les avantages de la loi sur l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables (art. 36).

Il est à noter que si le cultivateur, fermier, métayer, artisan ou petit patron occupe des salariés faisant ou non partie de sa famille, il est tenu vis-à-vis d'eux aux versements obligatoires de l'employeur.

Toutes ces dispositions atteignent les femmes et veuves non salariées de tous les assurés.

*Mesures transitoires*

Par mesure transitoire, pour les cultivateurs, artisans et petits patrons âgés de plus de quarante ans au moment de la mise en application de la loi, il sera ajouté à la pension de retraite résultant de leurs versements et de la majoration du tiers une certaine bonification. Pour les métayers du même âge et pour les fermiers dont le fermage ne dépasse pas 600 francs, ils recevront une allocation viagère de 60 francs à soixante-cinq ans, à condition de verser annuellement un minimum de 9 francs (art. 36).

*Quid* des assurés (1) ayant trente-cinq ans seulement au 3 juillet 1911, date de la mise en vigueur de la loi? Ceux-là auront droit à l'allocation de 60 francs s'ils opèrent la remise régulière d'une cotisation annuelle et minimum de 9 francs et s'ils font partie des assurés éventuels depuis le 3 juillet 1908. Que le nombre de ces versements n'atteigne pas trente, et ils verront réduire proportionnellement l'allocation à laquelle ils auraient eu droit (art. 4).

Pour les assurés ayant entre quarante-cinq et soixante-cinq ans au 3 juillet 1911, l'allocation viagère de l'Etat variera de 100 francs entre soixante-quatre et soixante-cinq ans, à 62 francs entre quarante-cinq et quarante-six ans. Mais s'ils demandent liquidation anticipée, il faut que pendant les cinq années précédant cette liquidation ils aient appartenu aux catégories de l'article premier (sala-

---

1. Il s'agit des assurés obligatoires.

riés) et qu'ils aient versé chaque année pendant ce temps une contribution minimum de 9 francs.

Viennent enfin les paysans âgés de soixante-cinq à soixante-dix ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi. Quels seront leurs droits ? L'article 7 les spécifie : « La loi du 14 juillet 1903, porte-t-il, leur sera étendue s'ils sont reconnus admissibles à ses bénéfices. » Mais ils ne toucheront que la moitié des allocations habituelles, car ils seront à la seule charge de l'État.

Telles sont les dispositions de la loi du 5 avril 1910, celles du moins qui sont de nature à nous intéresser d'une façon particulière. Il y en a beaucoup d'autres, notamment celles qui visent les retraites assurées par des sociétés mutuelles, des caisses régionales ou des syndicats, celles qui érigent tout un faisceau de pénalités diverses contre certains délinquants, celles qui établissent l'incessibilité et l'insaisissabilité des pensions de retraite, celles qui dispensent de frais toutes les pièces exclusivement relatives à l'exécution de la loi... Mais en étudier le détail excéderait les bornes de cette analyse et ne répondrait pas au but que nous poursuivons : considérer les choses au double point de vue de l'amélioration acquise et de l'amélioration possible.

#### § 7. — *Conclusion critique*

L'amélioration acquise est pour plusieurs une déception, A la Société d'économie sociale, M. Vermont disait récem-

ment (1): « Cette loi, qui devait être un progrès, est un recul. Elle ne peut qu'aggraver la misère au lieu de la diminuer. Elle est fausse dans son principe ; injuste, despotique, contradictoire dans ses dispositions ; effrayante dans ses résultats... Les ouvriers en sont non pas les bénéficiaires, mais les victimes. » Et ailleurs : « On ne saurait trop déplorer qu'une loi aussi importante et aussi mal faite, si contraire aux vœux du pays et à ses intérêts, ait été votée par la Chambre sans examen, sans discussion ».

La réception, comme on le voit, ne manque pas de fraîcheur. Nous serions cependant porté à croire que de telles critiques sont excessives. Selon nous, en dehors des critiques que nous avons formulées plus haut (p. 174), la loi pèche surtout en ce qu'elle impose à l'agriculture, au commerce et à l'industrie une charge annuelle de plus de 200 millions et de ce qu'une autre contribution de 116 millions grèvera désormais le budget de l'Etat. C'est donc sous son aspect financier que la réforme paraît le plus grave. Aux autres points de vue elle est vraiment appréciable. Grâce à elle, l'exode vers les centres urbains se ralentira d'une façon certaine, parce qu'elle répond non tant à des considérations morales d'un ordre supérieur qu'à des nécessités pratiques vraiment indiscutables. Aux champs comme à la ville le travailleur pourra vivre désormais sa vieillesse à l'abri du besoin, et passer les dernières

---

1. *Réforme sociale*, 16 février 1911, p. 256.

années de son existence dans une aisance d'autant plus grande qu'il se sera montré plus économe et plus prévoyant.

Sans doute, et nous nous répétons ici, la loi du 5 avril 1910 n'est pas parfaite. Il serait même invraisemblable que ses auteurs eussent eu la prétention de la faire telle du premier jet. Que de griefs on lui a faits ! Prélèvement fixe malgré la variabilité des salaires, nécessité de nouveaux fonctionnaires épuisement par l'obligation de la faculté d'épargne des salariés, chiffre de retraite trop faible, allocation de la pension à un âge trop avancé, toutes les critiques se sont acharnés contre elle.

Et quelques-unes sont judicieuses. a) Rien n'est plus exact que l'affirmation suivant laquelle une amélioration notable serait possible sous le rapport de l'âge d'entrée en jouissance. A *soixante* ans, la mortalité n'est que de 8,30 0/0, tandis qu'à *soixante-cinq* ans elle est déjà de 8,60 ; à *soixante-huit* de 9,18 ; à *soixante-dix* de 9,56 ; à *soixante-douze* de 10,49 ; à *soixante-quatorze* de 11,54 ; à *soixante-quinze* de 12,14 ; à *soixante-dix-huit* de 15,10 ; à *quatre-vingt-deux* de 20,1, et à *quatre-vingt-quatre* de 22,9 0/0 (1). Dans ces conditions, on devine l'intérêt qu'il y aurait pour le petit cultivateur, propriétaire ou salarié, à ce que l'âge de la retraite fût abaissé : car non seulement la mortalité est plus forte à *soixante-cinq* ans qu'à *soixante*, mais encore les chances de longue vie, à cette époque,

---

1. Chiffres empruntés à MM. LACOMBE, *loc. cit.*, p. III.

deviennent de moins en moins nombreuses. Or ce n'est pas un leurre qu'il faut apporter à nos paysans, c'est une réalité. Quand on a fait opérer des versements annuels par de certaines personnes en leur promettant une retraite, c'est le moins qu'on leur permette d'en bénéficier tant soit peu avant leur mort (1) Il est choquant de prévoir que 87 0/0 des assurés mourront sans avoir jamais touché leur pension (2), et que celle-ci se trouvera réduite à un chiffre insignifiant s'il en est demandé liquidation avant l'heure. Sur ces deux points le législateur se doit à lui-même d'intervenir sans retard. Et le peu d'empressement avec lequel les bénéficiaires de la loi remplissent leurs bulletins individuels (18 sur 30.000 à Limoges, 300 sur 20.000 à Rennes le 5 mai 1911, etc...) les brasiers qu'il ont fait parfois de dépit, montrent à quel point les assujettis partagent cette manière de voir.

b) Il n'est pas moins stupéfiant de constater que la loi ne s'applique pas aux vieillards de plus de soixante-cinq ans. Il semblerait cependant bien qu'ils eussent plus besoin d'une pension que ceux dont l'âge est moindre. Nous entendons à merveille qu'il fallait une limite à la loi ; mais peut-être n'est-ce pas les vieillards qui auraient dû pâtir de cette regrettable nécessité. Car actuellement, on en arrive à ce résultat fâcheux : une personne âgée de

---

1. C'est évidemment dans ce but que M. de Gailhard-Bancel aurait voulu autoriser les intéressés eux-mêmes à fixer l'âge de leur retraite. *Officiel* du 10 novembre 1905.

2. Chiffre donné par Vermont, *Réforme sociale* du 16 février 1911.

soixante-quatre ans fait un seul versement de 9 francs et touche toute sa vie 102 francs si elle est du sexe masculin et si elle fait partie des assurés obligatoires ; 51 fr. 93 si elle est du sexe masculin et si elle fait partie des assurés facultatifs. Mais, née un an ou deux ans plus tôt, elle n'aurait pas le droit de verser à la retraite et ne recevrait rien du tout, à moins d'être reconnue indigente !

c) On a critiqué aussi la limitation de la retraite éventuelle à qui occupe habituellement plus d'un ouvrier en dehors des membres de sa famille, alors que les salariés dont le salaire est compris entre 3.000 et 5.000 francs sont appelés au bénéfice d'une retraite facultative. Il est certain que ce reproche est fondé. Tel cultivateur qui emploie plus d'un ouvrier aurait autrement besoin d'une pension que tel propriétaire autonome qui n'en emploie qu'un ou même pas du tout ! Il serait donc juste et heureux que, conformément au vœu récemment émis par le Conseil général de l'Ain, la loi de 1910 fût révisée et élargie sur ce point.

d) Une amélioration qui semblerait également très convenable consisterait à proportionner le versement au salaire. Demander 9 francs à qui gagne 1.500 francs par an et exiger cette même cotisation de qui n'en gagne que 200 ou 300, constitue une injustice flagrante. Mais le Parlement, saisi de cette objection, n'a pas cru devoir s'y arrêter, certain que cette réforme eût été la source d'intarissables difficultés.

Donc, sans entrer dans les menus détails de notre

actuelle législation sur les retraites, c'est-à-dire sans en vérifier les rouages avec une minutie qui semblerait ici déplacée, nous pouvons dire que la loi, telle qu'elle nous apparaît dans sa large structure, appelle des retouches sérieuses pour satisfaire complètement à l'équité.

---

## CHAPITRE VII

---

### CONCLUSION

§ 1. — L'exode rural,

§ 2. — Ses causes.

§ 3. — Son remède : l'amélioration de la condition des travailleurs agricoles.

#### § 1. — *L'exode rural*

Une chose est pour nous certaine : c'est que du jour où seront mises en application les réformes et les améliorations que nous venons d'étudier, de ce jour l'exode vers les villes se ralentira jusqu'à disparaître à peu près complètement. Si cet exode en effet remonte à la plus haute antiquité grecque ou latine (1) ; si Estienne le signale en 1533 dans *la Maison rustique* ; si les enquêtes officielles de 1882, 1892, 1896, 1901 et 1909 accusent une diminution continuelle de la population rurale et un accroisse-

---

1. Vallat, *des moyens à employer pour empêcher les travailleurs des champs à désertter les campagnes*, 1899.

ment parallèle de la population urbaine (1), cela tient certainement à la situation peu favorisée des travailleurs agricoles. Dès lors tout ce qui contribuera à rendre meilleur le sort de ces derniers contribuera dans une égale mesure à enrayer le mouvement de la désertion des champs. C'est ce qu'apercevait fort bien M. de Philippovitch (2) quand il écrivait qu'on retiendrait les paysans à la campagne si on leur donnait autant que possible une protection analogue à celle dont bénéficient les ouvriers de la ville. Mais de cette proposition c'est la tendance qu'il faut retenir plus que la lettre, puisque, nous l'avons vu, il y a de véritables impossibilités à donner aux ouvriers des campagnes la même législation qu'à ceux du commerce et de l'industrie. Ce qu'il faut retenir, c'est que chacune des réformes que nous avons préconisées aiderait à empêcher le *ceci tuera cela* qu'avec un peu d'exagération il est vrai, un pessimiste allemand prophétisait dans le *Vorwaerts* en opposant l'agriculture à l'industrie (3). Non ! ceci ne tuera pas cela, car il est impossible que jamais

---

1. En 1882 le nombre des travailleurs agricoles avait diminué de 449.561 par rapport à ce qu'il était en 1862. De 1881 à 1891 il fléchit encore de 250.369 unités. De 1886 à 1896 de 400.000. De 1896 à 1901 de 329.000. Enfin de 1901 à 1909 le mouvement s'accroît et le recensement de 1911 annonce une nouvelle augmentation de la population des grandes villes (Paris, Orléans, Douai, Tours, Marseille, Bourges, Toulon, Clermont-Ferrand, etc.).

2. Von Philippovitch, *la Politique agraire*, p. 201.

3. Sans doute, à l'heure actuelle et depuis plusieurs années d'jà, l'agriculture manque de bras : c'est une banalité que de le redire. Mais ce phénomène n'offre quant à présent aucun caractère de réelle gravité.

l'agriculture succombe, comme il est impossible que jamais l'industrie dépasse un certain degré d'extension. Mais ce qui pourrait très bien arriver si on n'y prenait garde, c'est que l'une retirât à l'autre une grande partie de sa vie, une grande partie de sa force, et que toutes deux souffrissent qui, d'une sorte d'anémie, qui d'une espèce de pléthore. Dans l'état présent, en effet, que se passe-t-il ? La situation des ouvriers de la ville étant réputée plus enviable que celle des travailleurs de la terre, ceux-ci quittent la charrue et vont chercher dans les usines ou dans les magasins des grands centres une existence qu'ils croient moins pénible, plus rémunératrice et plus stable. Plus agréable aussi ? M. Méline en est persuadé : « Ce qui pousse les jeunes agriculteurs à l'émigration, dit-il, ce sont surtout les douceurs et les enchantements apparents de la vie urbaine. Ils sont attirés par les splendeurs des villes comme les papillons par la lumière ; au fond de leurs chaumières, ils se sont mis à rêver de théâtres splendide, de cafés étincelants, de fêtes brillantes, de luxes et de plaisirs, et quand ils se sont réveillés, qu'ils ont jeté un coup d'œil attristé sur leur humble chaumière, sur ses murs nus et gris, sur la chandelle fumeuse et sur les haillons de travail, ils se sont sentis envahis d'une immense nostalgie et n'ont plus eu qu'une idée : aller à la ville à tout prix, les yeux fermés sans même savoir à quelle porte frapper (1). »

---

1. Méline, *le Retour à la terre*, 1908.

Pour nous, pour d'autres aussi, cette raison d'ordre purement psychologique n'est ni la seule ni même la plus importante. Suffirait-elle par exemple à expliquer que « dans les pays de charbon, les jeunes paysans ne songent qu'à descendre dans la mine ? » (1) Évidemment non. Et des esprits dont il n'est pas possible de tenir les pensées pour négligeables, tel M. Vandervelde, considèrent « comme une erreur de croire que ce sont les séductions de la grande ville qui attirent les gens de la campagne vers les centres urbains. Car il ne suffit pas que la ville attire les paysans, il faut que la campagne les repousse. » (2)

## § 2. — *Ses causes*

A vrai dire les causes de l'émigration sont multiples, mais nous n'irons pas jusqu'à les trouver avec Carey dans l'attraction que les grands centres exercent sur les individus en raison directe de leur masse et en raison inverse de leur distance, ni avec MM. Cluseret et Michelin « dans les pertes de temps, d'argent et de confiance des cultivateurs en la justice de leur pays ». Nous croyons plutôt, avec M. le professeur Jay, qu'elles doivent être recherchées dans la modicité du salaire : avec M. Fernand

---

1. A. France, *la Chemise*, p. 294.

2. Vandervelde, *l'Exode rural*, p. 50.

David, dans la détresse de certaines années néfastes ; avec M. Déghilage, dans la vanité de quelques parents consécutive à l'instruction, dans le fait du service militaire obligatoire, dans le mépris de l'agriculture, l'espoir d'une vie facile et la contagion de l'exemple (1) ; plus généralement, ainsi que nous l'avions remarqué déjà, dans l'infériorité de la condition des travailleurs agricoles. Cela est si vrai que l'exode hongrois, d'après M. Gabriel-Louis Jaray, « a commencé là où le cultivateur était dans la situation la plus précaire et s'est poursuivi avec d'autant plus d'intensité que la classe rurale, instruite par une propagande de tous les jours, prenait davantage conscience de son misérable sort » (2).

### § 3. — *Son Remède.*

Le remède doit donc bien être cherché dans une amélioration, dans un relèvement matériel de la condition des travailleurs agricoles. De ce relèvement, M. le professeur Souchon apercevait, dès 1899, la possibilité dans l'accèsion de la propriété. « Tous, disait-il, sont d'accord pour reconnaître que le passage de la terre entre les mains des paysans est pour ralentir l'émigration intérieure qui tend à dépeupler les campagnes au profit des villes (3). » Et

1. Deghilage, *la Dépopulation des campagnes*, 1900.

2. Jaray, *loc. cit.*, p. 61.

3. Souchon, *La Propriété paysanne*, p. 17. De même le Congrès de mécanique agricole émettait, le 22 février 1911, le vœu que, pour retenir les paysans à la campagne, on portât à leur connaissance les mesures prises en vue de l'accèsion à la propriété comme en vue de sa conservation.

M. Ribot, avec sa haute compétence, écrivait un jour, lui aussi : « Si nous pouvons trouver le moyen de rendre propriétaires tous les travailleurs qui n'ont, en se mariant, d'autre fortune que leurs bras et leur bonne volonté, nous aurons beaucoup fait pour assurer la paix sociale et pour ralentir, dans la mesure du possible, le mouvement qui entraîne les ouvriers à désertir les campagnes. »

Quant au repos hebdomadaire, en agriculture, quelque difficulté que nous fassions pour le croire avec M. Vandervelde, une cause directe de l'exode rural, nous sommes persuadé que son instauration ne sera pas inutile, en ce qu'elle montrera au moins aux travailleurs de la terre qu'on s'occupe un peu d'eux.

Mais c'est dans la future législation sur les accidents agricoles, sur le placement, sur le chômage, sur l'habitation (1), sur l'accession et surtout sur les retraites paysannes que nous plaçons notre plus entière confiance. Législation dont une partie existe dès aujourd'hui, mais à laquelle, nous croyons l'avoir nettement souligné, d'importantes retouches pourraient être faites en vue d'amender la situation de nos agriculteurs.

Et, suivant nous, c'est par là, c'est par là seulement que sans verser dans les erreurs et les abus de certaines

---

1. Une revue agricole, *l'Éveil économique*, imprimait en 1909 les lignes suivantes : « Des divers moyens propres à enrayer l'émigration des campagnes vers les villes, l'un des plus efficaces est certainement l'amélioration de l'habitation de l'ouvrier et la construction de maisons économiques et salubres, mises à leur disposition, moyennant un léger loyer (p. 22). »

doctrines, ont concédera cependant aux travailleurs des champs, les avantages auxquels leur donnent comme un droit le juste souci de leur mieux-être et la juste reconnaissance de leur utilité. C'est par là que, tout en respectant avec un soin jaloux, l'irritable indépendance de nos populations françaises, on réalisera l'œuvre utile, l'œuvre équitable, l'œuvre belle que tant de bons esprits croient devoir attendre de nos législateurs, œuvre qui saura grouper en un admirable faisceau de solidarité l'intérêt de l'individu, l'intérêt de l'agriculture et l'intérêt de la nation.

---

Vu : le Président de la thèse,  
**SOUCHON**

Vu : le Doyen,  
**P. CAUWES**

Vu et permis d'imprimer :  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
**LIARD**

## BIBLIOGRAPHIE

---

- ARNOULD (D<sup>r</sup>). — Nouveaux éléments d'hygiène.
- AUGLAIR (F.). — Les Lois ouvrières et l'agriculture. Thèse de Paris, 1909.
- AUGÉ-LARIBÉ. — La Rémunération du travail de la viticulture méridionale, 1908.
- Le Problème agraire du socialisme.
- BARTH (J.). — Le Bien de famille insaisissable, (Revue de l'école des Sciences politiques, fév. 1911.)
- BATISTO BONNET. — Un Paysan du Midi, 1894.
- BAUDRILLART. — Rapport présenté à l'Académie des Sciences morales et politiques, 1885.
- BAUER (E.). — Questions pratiques, 1909.
- BEAUMONT. — Les Accidents agricoles, 1907.
- BLONDEL, BROUILHET. — Études sur les populations rurales de l'Allemagne.
- BOUFFET. — Communication au Musée social, 1910.
- BRANDIN. — Rapport à la Société nationale d'agriculture.
- Bulletin agricole du ministère de l'Agriculture.
- CAPITANT (H.). — Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, 1909, (accidents agricoles).
- CHAUSSÉ. — Questions pratiques, janvier-février 1911.
- CHAUVIN. — Rapport sur le projet de loi du 5 novembre 1906, 1907, n° 777.

- CHEYSSON. — Rapport du 23 février 1903 à la Société nationale d'agriculture.
- CHOLEAU (J.). — Condition actuelle des serviteurs ruraux bretons.
- COMPÈRE-MOREL. — La Vérité aux paysans, 1895.
- Congrès international d'agriculture, Paris, 1889-1897.
- Congrès international de l'assainissement de l'habitation, 1904.
- Congrès international de la tuberculose, 1905.
- Congrès de l'alliance d'hygiène sociale, Lyon, 1907.
- VI<sup>e</sup> Congrès national des syndicats agricoles, Angers, 1907.
- COURIER (Paul-Louis). — Pétition pour les villageois que l'on empêche de danser, 1820.
- Dalloz, périodique, 1910.
- DAMASCHKE. — La Réforme agraire.
- DAVID (Fernand). — Rapports sur le budget de l'Agriculture, 1907, 1908, 1911.
- DÉGHILACE. — La Dépopulation des campagnes, 1900.
- DUMONT (Antoine). — Aux domestiques et servantes de ferme de la région du Centre (Brochure de propagande, 1910).
- DUPONT (Paul). — L'Assurance contre le chômage, 1908.
- DUVERGIER. — 1909.
- DUVERGIER DE HAURANNE. — Communication au Musée social, 24 novembre 1910.
- Enquête du ministère de l'Agriculture, 1909.
- FLOUR DE SAINT-GENIS. — Le Crédit territorial. La Propriété rurale.
- FOVILLE (de). — La France économique, 1890.
- GEORGESCO SEVERIN. — La Réforme agraire en Roumanie, Thèse de Paris 1908.
- GIDE (Ch.). — Principes d'économie politique, 12<sup>e</sup> édition.

- GIRARD (H.). — La Réforme sociale, 1<sup>er</sup> avril 1911.
- GONNARD (R.). — La Hongrie au xx<sup>e</sup> siècle.
- GRUEL (abbé). — La Réforme agricole, 1894.
- HITIER. — Revue d'économie politique, janvier, février 1911
- INCHIESTA sulle condizioni dei contadini, 1910.
- JAY. — La Protection légale des travailleurs.
- KAUTSKY. — La Politique agraire du parti socialiste, 1903.
- KOGALNICÉANO. — Le Mouvement économique, 1906.
- LACOMBE. — Essai sur les retraites ouvrières.
- LADIK (de). — Aperçu de la législation agricole hongroise, 1910.
- LAFARGUE (Paul). — Compte-rendu des 10<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> Congrès nationaux du parti ouvrier (Marseille 1892, Nantes 1894).
- LAVERGNE(de) et HENRY (Paul). — Le Chômage, causes, conséquences, remèdes, 1910.
- LEVASSEUR (Émile). — Salaires et salariat.
- LOUBAT. — Les Accidents agricoles.
- LOUIS-JARAY (Gabriel). — La Question sociale et le socialisme en Hongrie, 1909.
- MAÏLATH. — La Hongrie rurale, 1909.
- Rapport au Congrès intern. d'agriculture, Vienne, 1907.
- MÉLINE. — Le Retour à la terre, 1908.
- MONNIEH. — Les accidents du travail dans l'Agriculture, 1905.
- Annales du Musée social 1910 et 1911.
- PASSAMA. — Condition des ouvriers viticoles dans le Minervois, Thèse de Paris, 1906.
- PECQUET. — Retraites des ouvriers agricoles, Thèse, Paris, 1902.
- PHILIPPOVITCH (von). — La Politique agraire.
- PROUST. — Traité d'hygiène.
- Report of the Commission on the employment of children, young persons and women in agriculture, 1867-1870.

- ROBIN.— Questions agricoles.
- ROCQUIGNY (C<sup>te</sup> de).— Liges et grèves de paysans.
- ROYER DE DOUR (baron de).— Amélioration de la condition de l'ouvrier et du petit propriétaire de campagne, Belgique, 1895.
- D<sup>r</sup> SCHOofs.— Rapport au Congrès de l'alimentation, Gand, 1908.
- SERING.— Die landwirtschaftliche konkurrenz Nordamerikas.
- SISMONDI.— Études sur l'économie politique, t. II.
- SMITH (Adam).— Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.
- SOUCHON (Aug.).— La Propriété paysanne.  
— Conférence au Musée social, 15 mars 1910.
- Statistiques officielles de 1882 et 1892.
- TASCA.— Les Nouvelles réformes agraires en Roumanie, Thèse de Paris, 1910.
- TERREL.— Les Vignerons du Beaujolais.
- VALLAT.— La Crise agricole, 1899.
- VANDERVELDE.— L'Exode rural.  
— Le Sort des campagnards s'améliore-t-il? 1907.
- VATTIER.— Le Homestead, Thèse de Caen, 1910.
- VERMONT.— La Réforme sociale, fév. 1911.
- VIGOUROUX.— Rapport sur le projet de loi du crédit à long terme, 1910.  
— Section agricole du Musée social, séance de déc. 1909.
- WARNOTTE.— Questions pratiques, 1908, la Protection des ouvriers étrangers au Danemark.
- ZOLLA (D.).— Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui.  
— La Grève, les salaires et le contrat de travail, 1908.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                   | Pages |
|-------------------|-------|
| INTRODUCTION..... | 7     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### D'UNE PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

|                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Préambule à la protection légale des travailleurs....                              | 25  |
| CHAPITRE PREMIER. — La limitation de la journée de travail des hommes adultes..... | 31  |
| CHAPITRE II. — La protection des ouvrières à la campagne.....                      | 49  |
| CHAPITRE III. — La protection de l'enfance à la campagne.....                      | 56  |
| CHAPITRE IV. — Le repos hebdomadaire dans l'agriculture.....                       | 65  |
| CHAPITRE V. — Les salaires agricoles.....                                          | 73  |
| CHAPITRE VI. — Les accidents agricoles.....                                        | 97  |
| CHAPITRE VII. — Les ouvriers étrangers.....                                        | 108 |

### DEUXIÈME PARTIE

#### D'AUTRES AMÉLIORATIONS POSSIBLES ET DÉSIRABLES

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Chômage et placement des ouvriers agricoles..... | 115 |
| CHAPITRE II. — Les contrats agricoles.....                           | 125 |

|                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE III. — L'habitation rurale.....                                 | 139 |
| CHAPITRE IV. — L'accession à la petite propriété....                     | 152 |
| CHAPITRE V. — Le bien de famille insaisissable.....                      | 167 |
| CHAPITRE VI. — Les retraites paysannes et la loi du<br>5 avril 1910..... | 178 |
| CHAPITRE VII. — Conclusion.....                                          | 203 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                                       | 210 |



